

JEAN RAT

LA MONNAIE DE LEUR PIÈCE

PLEINS FEUX SUR LE CAPITAL ET L'ÉTAT

LES ÉDITIONS LIBERTAIRES

Grosses bises à **Cédric, Jean-Marc, Jeonghyun,**
Jibé et Solange, pour leur précieuse aide et leur patience.

Discours de l'améthode

On nous dit que ce monde est en paix, qu'il est régulé. Et quelle régulation : jamais le monde n'a connu un nombre aussi effrayant de victimes et de morts, du fait de son organisation sociale.

La moitié la plus pauvre de l'humanité n'a plus accès qu'à 1 % des richesses mondiales. Près de la moitié de la population mondiale est réduite à survivre avec moins de 2 dollars par jour. Un seul pour cent de la population de la planète accapare en revanche, désormais, 40 % des richesses. Le nombre de millionnaires ne cesse d'augmenter, alors que la misère se creuse. C'est sans doute cela que l'on appelle le progrès !

Il y a de fait assez de nourriture produite chaque année dans le monde pour permettre à tout le monde de manger dignement. Or cette production agro-industrielle moderne n'a pas pour but de nourrir l'humanité, mais de faire de l'argent. Sur les 7 milliards d'humains peuplant la Terre, près d'un milliard de personnes sont ainsi sous-alimentées, littéralement mutilées par la faim. Selon Jean Ziegler, chaque jour, 37 000 humains meurent de la faim. Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim, dans l'indifférence.

La misère frappe majoritairement les femmes. Toujours moins bien payées, toujours aussi sollicitées pour accomplir les tâches les plus ingrates et les plus répétitives, aussi bien au boulot qu'à la maison. Toujours assignées à servir de défouloir émotionnel et sexuel à la violence masculine. Dans le monde, une femme sur cinq au cours de son existence est victime de viol ou de tentative de viol. En France, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon. Le sexisme omniprésent tue lentement, au quotidien et sans bruit.

Il ne s'agit pas d'une fatalité. Mais d'un système meurtrier, mis en place par la violence armée des États, et couvert par leur puissance médiatique. D'un assassinat de masse, programmé, conduisant chaque année à la mort plusieurs dizaines de millions de gens. Car cette privation est orchestrée, avec des soldats, des policiers, des mercenaires et des vigiles, des prix et des alarmes antiviol, des cotes en Bourse, des licenciements. La moitié de la nourriture produite dans le monde est délibérément détruite, stockée pour la spéculation, jetée ou javellisée sous

scellé, pour ne pas que les affamé-e-s se nourrissent. Le profit vaut bien quelques dizaines de millions de morts.

Il y a aussi les prisons, ces lieux de torture et d'isolement inhumains où l'on meurt à petit feu, à l'image des clapiers humains que sont les métropoles modernes. Près de dix millions de personnes sont emprisonnées à travers le monde. Dans leur écrasante majorité, ces personnes ont été condamnées pour avoir tenté de s'emparer des biens « d'autrui ».

Au cours des dix dernières années, on estime à environ 10 millions le nombre d'enfants décédés des suites de guerres. Les guerres tuent, à 90 %, des populations civiles. Principalement dans des pays pauvres. Avec leur cortège immonde de dépossessions, de mutilations et de viols, elles sont liées à l'accaparement violent de ressources par des potentats économiques et étatiques.

Rien qu'en France, on compte 3 millions et demi de personnes mal-logées ou sans domicile. Si tant est que les statistiques aient encore un sens, 685 000 personnes seraient privées de domicile personnel et 133 000 personnes vivraient dans la rue. 113 000 personnes ont été expulsées de leur logement en 2011. Or selon l'INSEE, 2,26 millions de logements sont vacants. Plutôt que de réhabiliter des logements, que de procéder à des réquisitions sur les surfaces habitables vides, détenu par les banques, compagnies d'assurances et fonds spéculatifs, l'État fait le choix de laisser mourir de froid et de maladie des êtres humains. D'expulser les occupants « illégaux » de squats, même en hiver. Le maintien des profits, ici aussi, dans le secteur lucratif du logement, demeure la priorité. La spéculation immobilière entraîne en France la mort de centaines de personnes à la rue chaque année, et la précarité dans des taudis pour tant d'autres.

Conjointement à la destruction sociale, s'approfondit le désastre écologique. Le béton métropolitain s'étend sur la terre. Rien qu'en France, chaque heure qui passe voit plus de six hectares artificialisés par des routes, des constructions, des zones industrielles et commerciales. Les déchets toxiques de la civilisation capitaliste s'amoncellent, sur la terre et dans la mer, contaminant durablement l'environnement et les humains.

Chaque année, les forêts primaires sont ravagées, remplacées par des monocultures. Tandis qu'une minorité de l'humanité sur-

consomme de la viande, s'exposant à des maladies cardiovasculaires, des populations entières, expropriées, sont privées de nourriture et de terres. La majorité des terres de la planète (70 %) sont consacrées à l'élevage, un élevage concentrationnaire d'animaux vivant dans des conditions épouvantables, ou à des monocultures bien souvent OGM destinées à nourrir ces êtres torturés et gavés d'antibiotiques. Les terres produisant les végétaux malades destinés à nourrir l'humanité sont quant à elles asphyxiées. Elles ne sont pour beaucoup maintenues en vie qu'artificiellement, par les mêmes intrants chimiques extrêmement polluants qui ravagent la faune et la flore des sols et des eaux du globe, et qui pénètrent aussi dans les organismes humains. La microbiologie des sols est dévastée, partout l'humus forestier recule. Sans la perfusion chimique et l'utilisation massive de pétrole, un nombre immense de terres agricoles ne seraient plus que des déserts. Et c'est ce qui risque fort d'arriver, malgré la résistance de quelques agriculteurs aux méthodes alternatives, luttant pour maintenir la terre en vie, face aux multinationales agrochimiques et semencières brevetant et s'accaparant le vivant lui-même.

Un nombre effrayant d'espèces végétales et animales disparaissent massivement, sur terre et en mer, à un rythme d'extinction mille fois supérieur à la normale, du fait d'un système politique et économique destructeur. Le réchauffement climatique, résultant d'une longue accumulation de gaz industriels à effets de serre dans l'atmosphère terrestre, est désormais irrémédiable, avec l'atteinte de seuils accélérant le processus. Les pires prévisions sont déjà dépassées, pour la fonte des glaces polaires. Les conséquences sont difficilement calculables : montée du niveau des eaux, destruction d'écosystèmes entiers, extension du désert, développement de maladies infectieuses par ailleurs favorisées par les élevages concentrationnaires d'animaux et la mondialisation des transports, modifications inquiétantes de la pluviosité, catastrophes « naturelles » de plus en plus violentes, dégradation massive des ressources en eau potable, migrations de masse de populations sinistrées. Les sommets de la Terre se succèdent, d'échecs en échecs – programmés d'avance.

Ce n'est pas le monde qui donne la nausée, ni l'humanité, mais le système politique, économique et social qui les détruit, fondé sur l'État, le Capital et le patriarcat. Ce système d'organisation sociale n'a pas toujours

existé, et n'existe même que depuis peu de temps à l'échelle de toute l'histoire de l'humanité. D'autres façons de vivre ensemble sont possibles si nous nous organisons pour cela, dans la perspective d'abattre toutes les formes de domination.

Ce petit livre est dédié à toutes les personnes qui refusent d'être prisonnières de l'indifférence apathique, cynique et meurtrière des dominants, qui se diffuse dans toute la société. Qui refusent d'être endormies par le flot d'images et de discours soporifiques du pouvoir, alors que le désastre est déjà en cours. Il a été écrit pour toutes celles et tous ceux qui en ont assez de retourner en folie contre elles et eux-mêmes la révolte et la rage qui les habitent, et qui souhaitent contribuer à abattre ce système avant qu'il ne nous détruise toutes et tous.

Ce diagnostic du capitalisme ne se veut ni scientifique ni objectif. Juste un petit pavé de plus dans le spectacle de la paix sociale, une pierre de plus aux barricades ouvertes qui essaient çà et là pour abattre les rapports de domination et de soumission, et ouvrir le chemin de l'émancipation. Tant de choses ont déjà été dites, tant de livres amoncelés au cimetière des révoltes. Qu'on ne s'attende pas à trouver dans les lignes qui suivent de grandes idées nouvelles, mais leur reformulation dans une prise de position assumée, aussi bien subjective qu'issue de réflexions et de pratiques collectives. Ce travail de synthèse, ce retour d'expériences, n'a pour ambition que de contribuer à une réappropriation du mouvement révolutionnaire, dans un but essentiellement pratique, pas seulement offensif mais aussi affirmatif. Un autre monde est possible.

Il ne s'agit pas de nier l'intérêt de lectures stimulantes, sinon pourquoi écrire un livre de plus ? Mais ces lectures n'ont de sens que dans un retour permanent à la subversion. Les références aux réflexions d'auteurs passés, elles-mêmes issues de pratiques révolutionnaires collectives, ne sont donc ici employées que pour porter la critique sur le monde présent, que tous les lecteurs pourront s'approprier, enrichir, questionner et renouveler. Plus profondément, ce livre s'inscrit dans une critique globale de la propriété privée, et dans une perspective conjointe de réappropriation sociale. On ne trouvera donc pas ici de liste détaillée des matériaux divers dont ce travail s'est nourri. Ce qui s'exprime ici s'inscrit dans une dynamique de reprise de possession, pas dans un travail universitaire académique. Ce petit bouquin pourra

donc allègrement être réapproprié, détourné, pillé, critiqué, servir d'origami ou de litière pour chat.

Au risque de décevoir les amateurs de folklore et de références aussi savantes que poussiéreuses, on n'y trouvera donc pas d'hagiographie à tel ou tel théoricien, révolutionnaire ou martyr, pas de notes, ni même de notice bibliographique. D'autres bouquins sur la présentation ou l'histoire des mouvements révolutionnaires font déjà tout cela très bien. Ils ne sont guère difficiles à trouver pour qui y consacre un peu de son temps. Les gens qui se sont battus tout au long de l'histoire des révoltes passées ne l'ont pas fait pour passer à la postérité, mais pour vivre en êtres humains, dans une recherche permanente de liberté, de solidarité et de bonheur. Le but ici n'est pas de témoigner d'une collection de lectures, mais de partager des outils de lutte, élaborés par des générations de gens ayant fait à un moment donné le choix de s'engager, dont nous partageons l'esprit résolu et enthousiaste. Faisons-les circuler en vue de l'émancipation sociale ; mon émancipation, la vôtre, la nôtre.

Pas non plus de méthodologie prête à l'emploi, pas de méthode reflet d'un programme dont les postulats et les principes de base ne servent généralement qu'à construire un nouvel édifice idéologique au-dessus de nos têtes, de nos cœurs et de nos tripes. Pour faciliter l'exposé et sa lecture, j'ai choisi une division en chapitres qui n'est qu'une présentation du même phénomène, mais sous des angles divers : le diagnostic de l'oppression capitaliste et étatique se fait dans chaque chapitre, sous un angle différent d'attaque. On ne s'étonnera donc pas de voir certains faits exposés plusieurs fois, reconsidérés au gré d'une réflexion mouvante.

Le premier chapitre consiste en une photographie synthétique des caractéristiques multiformes du fléau capitaliste, analysées par des générations de révolutionnaires, et que j'ai trouvé utile de rappeler succinctement. Il est essentiel de bien saisir ensemble les traits du capitalisme, pour ne pas se laisser piéger par ses dispositifs. Le second chapitre s'attache, par le rappel de processus historiques, à présenter le mouvement originel de ce fléau social, qui est aussi bien son mouvement actuel, même s'il se déploie aujourd'hui sous une restructuration « nouvelle ». Les époques historiques ne sont-elles pas autre chose que des outils conceptuels, permettant de saisir des plages de temps intermédiaires entre deux réadaptations de la domination sociale ? Le troisième

chapitre expose certaines contradictions inhérentes au capital, depuis longtemps formulées mais dont les tensions sont toujours et même plus que jamais à l'œuvre, sous des formes renouvelées, et sur lesquelles il convient d'enfoncer le clou. Immédiatement après, le quatrième chapitre évoque les nombreux leviers dont dispose le pouvoir pour pallier ces tendances. Ce sont les fameuses «contre-tendances», dont l'histoire est aussi celle d'un approfondissement du désastre capitaliste. Le dernier chapitre propose des pistes de lutte aussi bien que de vie. L'exposé tente de s'extraire d'une simple analyse en contrepoint aux rouages de la domination précédemment exposés, d'une opposition binaire au mouvement du capital. Car c'est précisément la nature du capitalisme de récupérer ce qui s'oppose binaires à lui. La lutte des classes est une lutte pour l'abolition de toutes les classes. Si prolétaires nous sommes, prolétaires nous ne voulons plus être. Il s'agit de partir d'un point de vue radicalement divergent, c'est-à-dire de partir enfin de nous-mêmes, de nos situations et de nos relations réelles. De leur misère, mais aussi de leur potentiel de révolte, de rêve et de vie.

Un tour du propriétaire

«Si l'homme aux cent yeux survient, ta vie tombera en grand danger.», Phèdre

Si la multiplication spontanée des pains par Jésus passe aujourd'hui pour un mythe dérisoire, il n'en est pas toujours de même pour le mythe de la multiplication spontanée du capital. L'expression «le capital travaille», ce mensonge encore si répandu, élude le fait que le capital ne croît que par l'exploitation et le vol du travail des *prolétaires*, c'est-à-dire de toutes celles et de tous ceux qui, pour satisfaire les besoins de leur vie, n'ont pas d'autre alternative que de se soumettre à la nécessité, contrainte, de *se vendre*. Derrière toute accumulation de profit, il y a domination et exploitation. Ce fait semble oublié par nombre de discours se revendiquant de l'anticapitalisme.

Le terme même d'anticapitalisme, porté par de nombreux courants politiques revendiquant l'héritage du socialisme, recouvre en effet des tactiques et des analyses fort différentes, pour ne pas dire divergentes. Le préfixe anti- désigne une lutte clairement affichée contre quelque chose, mais il y a plusieurs façons de lutter. De même, le phénomène capitaliste est loin d'être envisagé ni compris de la même façon.

Forgé au cœur des luttes et de réflexions collectives, le socialisme n'est certes la propriété privée de personne, et tou-te-s peuvent se l'approprier. Mais il ne désigne pas non plus n'importe quoi. Face à la confusion des discours médiatiques, qui vont jusqu'à la revendication du «socialisme» par des politiciens d'État affichant leur soutien au capitalisme, il faut plus que jamais rappeler que le socialisme consiste en une condamnation implacable du Capital et de l'État. Plus que jamais, dans cette période de «crise» et de confusion politique, l'anticapitalisme nécessite un travail de clarification et de rappel, à mon sens indissociable d'une analyse critique de l'institution étatique.

Le Capital, c'est quoi ?

Le capitalisme repose sur plusieurs dynamiques interdépendantes, qu'il convient de considérer dans leur ensemble.

La propriété privée

La grande illusion du capitalisme, qui a pour effet que nombre d'exploité-e-s soutiennent ce système qui les exploite, consiste en son affirmation mensongère que tout le monde peut être propriétaire privé de quelques biens – fût-ce de très peu de choses. Ce discours occulte un fait essentiel. Hormis le fait évident que tout le monde ne détient pas la même quantité de biens, le capitalisme procède de l'accaparement de certaines choses bien précises. À savoir les moyens mêmes de production, d'échange et de distribution des biens nécessaires à la vie. C'est-à-dire l'accaparement, par une minorité, des décisions sur la vie humaine. Le capitalisme est l'expression économique d'un rapport social de domination. Il suppose l'exclusion d'une immense majorité de gens, des décisions concernant leur vie réelle. La propriété privée consiste fondamentalement en une privation, et cette privation économique (production et distribution des biens et des services) est indissociable d'une dépossession politique, décisionnelle, engendrant des conséquences sociales profondes en termes de relations et d'affects. Historiquement, comme nous le verrons au chapitre suivant, cette privation passe par la médiation d'une confiscation armée, celle de l'institution étatique.

Il faut souligner là un paradoxe du capital. Il ne subsiste en même temps que par sa nature de séparation, entre des unités de capital distinctes et étanches, entre accumulations privées et cadénassées, mutuellement inaccessibles. Mais aussi par sa circulation permanente entre ces mêmes unités, réunies à travers des cycles productifs.

La valeur d'un capital donné ne se définit que par la valeur des autres capitaux, et par leur interaction constante. Si tous les capitaux « dormaient », ils seraient inutiles et leur valeur globale s'effondrerait. Le capital n'existe donc que comme investissement permanent, y compris lorsqu'il est présenté comme « dormant » dans un compte en banque, à travers tout le tissu social unifié sous sa domination. Mais cette circulation ne peut se faire sans l'attribution d'un capital à des propriétaires distincts.

Ce paradoxe ne peut se comprendre, encore une fois, que par le fait que les décisions sont accaparées par la minorité détentrice des capitaux les plus *décisifs*. C'est cette bourgeoisie qui décide, seule, des conditions d'immobilisation ou de circulation du capital. Le capital ne saurait exister sans ce dispositif constitutif de sa nature profonde, qui est l'exclusion, la privation. Semblable à cette porte battante qui ne s'ouvre que d'un côté par un levier, et qui est toujours close de l'autre, le capital est une circulation *unilatérale*. Le capitalisme est la traduction économique d'une domination politique.

À l'origine, les biens communs disponibles dans la nature sont disponibles à celles et ceux qui les changent en ressources. Ils appartiennent à tou-te-s, ce qui induit qu'ils n'appartiennent à personne. Un bien n'appartient de fait qu'à celui qui en fait usage, le temps qu'il en fait usage. Le capitalisme consiste à empêcher cette disponibilité. Il est une accumulation primitive permanente, un accaparement monopolistique et violent des biens communs par une force armée. Mais une force armée qui, voyant bien les limites de la seule violence physique pour les conserver tous par le seul usage de la force, évolue en État. Elle construit une légitimité de l'accaparement, par tout un arsenal de symboles imaginaires d'unité. Les représentations de cette unité fictive masquent la séparation réelle qui est à l'œuvre. Cette force armée et symbolique, c'est l'État.

Les biens ne sont décrétés «publics» par l'État que le temps de justifier le droit, pour cette minorité armée, de s'en emparer (ressources naturelles, terres, moyens de production, activité humaine). Il en va ainsi des ressources des régions conquises, arrachées par la violence aux populations qui en jouissaient jusque-là. Le paradoxe et le mensonge de cet énoncé du caractère public de ces biens, réside dans le fait que ce caractère public des biens, une fois accaparés, cesse. Les biens sont désormais enclos, ils deviennent *privés*. C'est-à-dire interdits à tou-te-s, conservés, entassés et gardés par la force, au détriment de tou-te-s.

Le capitalisme n'est donc pas une dynamique d'appropriation par tou-te-s et pour tou-te-s des biens de la nature, pour leur usage. Il est l'exact contraire. Il est la propriété privée, c'est-à-dire le monopole exclusif de cette appropriation, la *privation*. L'interdiction de cette appropriation s'abat sur tou-te-s, excepté le possédant. Celui-ci doit néanmoins se cantonner lui-même, malgré toute l'accumulation de ces biens, à ce qu'il détient.

Le capitalisme n'est donc pas un système d'*abondance* : il est l'apologie d'un système de la *rareté*. La seule abondance, c'est celle des déchets, celle aussi de ces innombrables invendus, dont l'accès est interdit aux pauvres, invendus voués à la destruction plutôt que d'être rendus disponibles à l'usage (passage des aliments périmés à la javel dans les poubelles des supermarchés, destruction des stocks excédentaires, biens immobiliers laissés vides, etc.). Le capitalisme, c'est aussi et avant tout l'organisation de la *privation* sur l'ensemble des moyens de production, sur les biens fabriqués par les travailleurs eux-mêmes. Les travailleurs n'ont même plus le droit fondamental de s'approprier les fruits de leur propre production individuelle ou collective, d'en user, de les donner ou de les échanger à leur guise.

Le capitalisme, c'est le monopole du vol par quelques-uns, en même temps que la répression morale, l'interdiction légale et la répression physique de toutes celles et de tous ceux qui prétendent elles et eux aussi, légitimement, à l'appropriation directe.

L'auteur d'une excellente fable, Nicolas Bon, résume bien le phénomène capitaliste de la propriété privée dans la formule lapidaire du titre de son ouvrage : *Quel voleur accepte qu'on le vole ?*

L'accumulation du capital

L'investissement du capital, sa mise en circulation, n'existe que dans le but d'un retour sur investissement avec intérêts, ce qu'on appelle communément le profit. Encore faudrait-il clarifier ce mot, qui ne recouvre absolument pas le sens d'une jouissance, mais celle d'une *exploitation* des uns au profit d'autres. «*La seule responsabilité sociale de l'entreprise est de faire des profits pour ses actionnaires*», disait Milton Friedman, un personnage de cette étrange espèce des économistes.

La production capitaliste de biens et de services n'est pas réalisée pour satisfaire des besoins réels. L'offre n'est pas conditionnée par la demande. C'est même précisément l'inverse. Ce sont les besoins qui sont conditionnés pour que les gens achètent, qu'ils convertissent à nouveau la production en argent, venant grossir le capital initial. La valeur d'usage d'un bien, c'est-à-dire sa valeur d'utilité, réelle ou ressentie, est subordonnée à la valeur d'échange, c'est-à-dire son cours en vigueur, son prix. Dans ce sens, le quantitatif ne peut que prévaloir sur le qualitatif.

Dans le capitalisme la monnaie, incarnation même de ladite valeur d'échange universalisée, n'est pas à considérer comme une simple marchandise à échanger contre d'autres marchandises (« circulation simple », selon Marx). Ce sont les marchandises qui deviennent la médiation entre le capital et le capital accru (« circulation complexe »). Si A est l'argent et M un bien produit, on est passé de M-A-M (un bien produit est converti en argent pour l'achat d'un autre bien produit), à A-M-A', que Marx définit comme la « formule générale du capital » : un capital d'argent (A) est investi dans la production d'une marchandise M, vendue pour produire un capital *augmenté* (le A'). La valeur d'usage d'un bien produit disparaît sous la fonction de l'échange. Le bien, ce qui fait du bien, est devenu la *marchandise*.

Notons que ce rôle de la valeur monétaire est devenu si central, que la monnaie en circulation ne peut absolument plus être remplacée dans sa totalité par de l'or ou de l'argent. De fait, elle n'est même plus indexée sur l'or ou l'argent. La valeur semble ainsi exister par elle-même, hors de toute référence matérielle. Tel un « fétiche », disait Marx.

La circulation permanente

L'accumulation capitaliste va avec la *croissance*, qui lui est indispensable. Sans l'assurance d'une augmentation de capital, il n'y a plus d'investissement, plus d'emploi, plus de ventes, plus d'échanges, ni plus de *valeur* même. Le capital n'existe comme *stock* de valeur qu'à la condition d'être mis en *circulation*. Si le capital s'immobilise complètement, la nullité absolue de sa valeur d'usage apparaît. Le système s'effondre et le capital part en fumée, avec d'autant plus de certitude qu'il ne repose même plus sur rien de concret, tel que de l'or ou de l'argent.

L'accumulation du capital va donc, paradoxalement, avec l'importance cruciale de sa circulation permanente, si cruciale qu'elle relègue la question même de propriété au second plan. Un actionnaire se fiche en effet de savoir à quel bien réel correspond sa part de capital ; un patron se fiche d'être propriétaire ou locataire des locaux de « son » usine, de « ses » machines ou de « ses » bureaux. Le capital est indifférent à la chose qu'il détient, sa fonction est de *rapporter*.

Ce point central de la nécessité d'une circulation, coûte que coûte, place le capitalisme à part de tous les autres systèmes économiques l'ayant précédé. La croissance ne sert pas à créer des emplois, ni à

améliorer les conditions de vie des gens en répondant à leurs besoins. Bien au contraire, la mise en circulation du capital ne sert que le profit. Ce qui induit de rationaliser les emplois, c'est-à-dire de les supprimer peu à peu, de plus en plus, et de réduire progressivement les salaires par rapport au volume des profits engrangés.

C'est ce seul impératif de profit qui dicte les besoins, en les façonnant par des campagnes massives de publicité, dans le seul but d'écouler la marchandise afin qu'elle redevienne du capital, augmenté au passage. Mais augmenté par quel tour de magie ? Le passage obligé pour accroître ce capital, par essence fictif, réside dans l'exploitation, bien réelle et effective quant à elle, du travail humain.

Le salariat et la plus-value

La clé de l'augmentation du capital par le profit, à travers des cycles de production, réside dans l'exploitation du travail humain, comme l'ont affirmé Proudhon, puis Marx. Le capitalisme et le profit se fondent en effet sur un dispositif de domination sociale bien précis, le salariat, ou la marchandisation de *l'activité humaine elle-même*. L'industrialisation ne correspond absolument pas à une volonté de modernisation ou de progrès social, mais à une nouvelle façon d'extraire du profit.

L'augmentation du capital réside dans la *différence*, accaparée par le capitaliste, entre la rémunération de la force de travail à la journée, à l'heure ou à la pièce produite (le salaire), et la valeur de la marchandise produite et mise sur le marché, après soustraction des autres investissements du capitaliste (crédits, locaux, machines, énergie, etc.). Le capitaliste n'achète pas le travail : il achète la *force* de travail, et ainsi dispose du *temps* de travail, du *produit* du travail. Il achète la soumission, l'aliénation de ses salarié-e-s. Il achète la vie même de ses salarié-e-s. Le salariat est un esclavage et le capitalisme, un vampirisme.

Cette *plus-value* empochée par le capitaliste est nommée par Marx *surtravail*, au sens où les salarié-e-s travaillent plus de temps qu'il n'en faut pour assurer leur survie et la satisfaction de leurs besoins. Il n'y a de profit, pour un employeur capitaliste, que si les salarié-e-s lui consacrent du temps « gratuit ». Cette plus-value est d'autant plus importante, notait déjà Proudhon, que le capitaliste parvient à réunir une force *collective* de travail, dont la production conjointe dépasse de loin la simple addition des forces de travail d'individus isolés.

L'accumulation de capital, c'est-à-dire le capital lui-même, la nature du capital, est donc la somme des profits passés, extorqués sur le travail volé aux salarié-e-s, sur leur vie. C'est en réalité la plus-value extraite sur le travail passé de Momo qui paie le salaire actuel de Jacky. C'est le travail volé aux générations passées qui rémunère la force de travail de la génération présente.

On pourrait nuancer cette affirmation en prenant en compte la financiarisation de l'économie, consistant à spéculer sur la valeur de la plus-value *future*, qui a transformé le capital circulant aujourd'hui en un capital essentiellement spéculatif, *fictif*. Ce n'est désormais plus seulement le travail passé de Momo, mais aussi le profit prévu sur le travail futur de Monique, qui permet de verser son salaire présent à Jacky. Cette subtilité toute capitaliste n'a au fond guère d'importance, car nous revenons au même et indéniable constat : c'est l'exploitation des un-e-s, présente ou spéculée, qui permet l'exploitation des autres. On peut distinguer, comme Marx, la plus-value *absolue* (le temps précis que l'ouvrier passe pour le profit de son patron), de la plus-value *relative* (le patron investit dans des machines, ainsi l'ouvrier produit beaucoup plus en une heure de boulot). Ce jeu entre plus-values absolue et relative explique, comme on le verra, le développement monstrueux du machinisme.

Une chose est néanmoins claire : il n'y a jamais existence de *valeur*, en système capitaliste, que par la production de *survaleur*, c'est-à-dire que par l'exploitation du travail humain, l'asservissement humain. La soumission humaine est la véritable marchandise centrale du capitalisme, fondée sur l'achat de la force de travail. La monnaie, dont la nature même est de rémunérer cette soumission, n'est que la manifestation d'une domination sociale. Le signe matérialise un rapport social.

À ce propos, il y a une amusante légende urbaine, circulant dans les milieux complotistes aux États-Unis, tendant à assimiler l'argent au diable en s'inspirant d'un extrait du dernier livre de la Bible, dit de la « Révélation » (*Apocalypse de Saint-Jean*). On y lit qu'une Bête viendra asservir l'humanité, et imprimera son signe sur les humains – sur leur main et sur leur front. Il s'agit d'un nombre, « *qui est aussi celui de l'homme* » : 666. Les complotistes croient voir ce nombre dans les bornes des codes-barre, indiquant la valeur des produits. En effet, le 6 est matérialisé par une double barre, que l'on retrouve au début, au milieu

et à la fin de ces hachures tatouées sur les marchandises. Une interview du créateur du code-barres démontre que ce n'est que le fruit du hasard. Les complotistes croient aussi voir des signes ésotériques d'un complot mondial d'une secte, les «illuminati», dans les billets de dollars. Ces fadaïses essaient sur l'Internet. Conseillons à ces personnes, en manque d'explications cohérentes du monde, de réfléchir tout simplement à la valeur même de l'argent : pas besoin de religion, ni d'ésotérisme fumeux, ni de théorie du complot, pour comprendre que le signe monétaire légitime l'exploitation de l'homme sur l'homme... puisqu'il s'est constitué et capitalisé sur sa domination généralisée. Le système capitaliste n'est pas «manipulé» par une bande de fieffés coquins tirant les ficelles avec leurs amis banquiers. C'est le système lui-même qui est une domination, dans son rouage le plus quotidien de l'exploitation salariale comme dans ses manifestations les plus triviales –échanger une pièce de monnaie contre une baguette de pain ou un jeu à gratter.

Concurrence et monopole

Si le capitalisme se dit par essence *concurrentiel*, ce qui est en partie vrai (et lui cause bien des vicissitudes), cette concurrence confronte des capitaux de valeur différente. Elle aboutit invariablement à ce que les plus gros mangent les plus petits, pour en devenir d'autant plus gros sur le marché. Bref, la *concurrence* a toujours pour issue la constitution de *monopoles*. Le mouvement capitaliste est une course effrénée à la ruine des concurrents, par le développement incessant de l'acquisition de nouvelles machines technologiquement plus avancées, achetées grâce aux profits précédemment réalisés sur le travail d'autres salarié-e-s. C'est ainsi que le taux de profit est au moins maintenu.

En effet, comme on l'a vu, les machines permettent un accroissement important de plus-value relative, en produisant davantage de biens tout en réduisant rapidement la force de travail nécessaire (pour un temps de travail individuel maintenu, voire augmenté), permettant d'abaisser les prix et donc de vendre davantage de marchandises. Suscitant ainsi plus de profit et de prise de pouvoir au sein d'un marché donné, mais aussi moins de travail, et à terme plus de chômage et d'exclusion.

L'accumulation de capital et la constitution de monopoles sont au cœur du capitalisme, et ce fait est si central qu'il suffit à démentir tou-

tes les affirmations libérales sur un prétendu libre-marché, une prétendue libre-concurrence. Cette agora, cette place publique où l'offre dépendrait d'une demande qui serait libre, où le retour sur investissement serait la gratification de la prise d'un prétendu « risque », n'existe tout simplement pas. C'est pourtant là la fiction centrale des économistes. Du fait de la constitution de monopoles, inhérent à la concentration du capital, ce risque n'existe en réalité que pour les petits investisseurs qui gobent le rêve de la possibilité d'une « réussite » pour tous. Face au capitaliste, le citoyen crédule du marché démocratique est semblable à un joueur d'échecs dénué de toute autre pièce que son petit roi, et des quelques petits pions qu'il se flattera de posséder : malgré toute son expérience et son ingéniosité, ces dérisoires atouts lui feront invariablement perdre la partie. Le capitalisme se disant « libéral » est le mensonge d'un modèle impossible, qui n'a jamais existé, et qui n'existera jamais : le libéralisme économique est une mauvaise blague. Le capitalisme est le contraire même de la liberté sociale.

La « liberté » ou « l'égalité », dont les institutions nous rebattent les oreilles, ne sont que poudre aux yeux. Dans un monde transformé en marché, où choses et êtres humains sont confondus et interchangeables, où les femmes et les hommes sont condamné-e-s à se « valoriser », la pseudo-liberté affichée ne se comprend que comme la limitation mutuelle des accaparements privés, et l'égalité que comme le discours de l'équivalence marchande. Nous entendons quant à nous par « liberté » une liberté dynamique, où la liberté de chacun-e accroît la liberté de tou-te-s. Notre liberté est la condition même de l'égalité réelle. Cela passe par la prise de possession des décisions économiques et sociales, c'est-à-dire l'appropriation sociale des moyens de production, d'échange et de distribution, dont il faudra sans doute jeter une bonne partie aux orties, et transformer le reste. Et par l'abolition résolue et définitive du salariat. Toute la question repose sur le comment, que nous ne pouvons du reste pas dissocier du pourquoi, ni du pour quoi.

La division du travail et le machinisme

Avec le développement des moyens de production, le capitalisme se caractérise par une forte division du travail, permise par le rassemblement et la sujétion de salarié-e-s en grand nombre. Cette division du travail consiste en la définition d'une multiplicité de tâches précises et

séparées, au sein d'une chaîne complexe de production. Elle permet au capitaliste de jouir de la force de travail collective, tout en l'atomisant au service de machines diverses, et en la hiérarchisant en vue du contrôle du processus productif. La maîtrise de la production se subdivise elle-même, du contremaître ou du chef d'atelier jusqu'aux cadres supérieurs, en une multiplicité d'échelons hiérarchiques.

On constate ainsi un lien intime entre les moyens de production, les machines, et les rapports de production, c'est-à-dire les rapports sociaux : esclavage, servage ou salariat. Proudhon l'a remarqué à juste titre. Les moyens de production ne sont pas « neutres », comme ont pu l'affirmer certains marxistes. Ainsi, le moulin à bras correspond à la période antique de l'esclavage, le moulin à eau à la période médiévale du servage, et le moulin à vapeur correspond au salariat industriel de l'époque moderne. Le choix technique et l'orientation technologique répondent à un choix de *société*. Aujourd'hui, les technologies du nucléaire, de l'armement, du contrôle social et de la surveillance, ou encore les nanotechnologies et le génie génétique, ne sont des technologies ni neutres ni innocentes. Pour ne prendre que les exemples les plus flagrants, car en réalité, c'est désormais la quasi-totalité des productions techniques qui répond à cette organisation sociale frappée du sceau de la domination.

Le rôle central de l'État

Le développement sans précédent du machinisme va de pair avec une autre caractéristique du capitalisme : la *démocratie* comme programme total de contrôle d'une humanité aussi faussement unifiée que réellement atomisée, participant à sa propre soumission.

Capital et profit sont en effet induits, protégés, garantis et pérennisés par l'institution étatique, aussi bien historiquement que structurellement. État et Capital partagent des analogies essentielles : la centralisation des décisions va avec la concentration des capitaux, la dépossession politique induite par l'État va avec la dépossession économique induite par le Capital. La diffusion de ces deux dispositifs résulte d'une dynamique commune.

Avec la démocratie, la décision demeure confisquée par des gouvernants. Mais avec une nuance d'importance, aussi ironique que tragiquement efficace en termes de domination sociale : les gouvernants

sont nommés par les individus mêmes qu'ils dominent, ce qui fait parfois croire à ces derniers qu'ils ont le pouvoir, ou du moins une influence réelle sur le cours des choses. Cette «servitude volontaire», expression saisissante d'Étienne de la Boétie, ne doit pas conduire au mépris des populations.

Elle ne peut en effet se comprendre qu'à la lumière d'un long processus historique de privation, de dépossession. Les dominé-e-s ont été délibérément privé-e-s de tout mouvement collectif de décision. Les prolétaires sont modelé-e-s comme réceptacles des vues et des pratiques qui leur sont dictées. Cette prégnance de la démocratie a d'ailleurs pris du temps, ce qui explique qu'elle ne se soit pas immédiatement étendue à tou-te-s. Le droit de vote n'a pas toujours été «universel»: il n'était au départ que «censitaire», c'est-à-dire réservé aux possédants capables de payer un impôt conséquent. Avec la diffusion progressive du modèle salarial où les individus, historiquement privés des possibilités de produire ce dont il ont besoin, ont été mis en situation de devoir eux-mêmes quémander la possibilité de se vendre à leurs exploiters, la pérennisation du système de domination capitaliste a pu se construire sur la participation contrainte et progressive des dominé-e-s à leur propre servitude. L'élaboration de la démocratie est indissociable de celle du salariat.

Cette dépossession politique est de plus en plus diffuse et prégnante, dans ce que j'appellerai avec d'autres le citoyennisme. Elle va avec la dépossession économique, où les biens sont confisqués par quelques-uns au nom de la propriété privée, mais où chaque exploité-e se ressent aussi, jusque dans son intimité, comme propriétaire jaloux-se des miettes et d'ersatz ridicules de richesses et de reconnaissance que les maîtres ont bien voulu lui concéder, en gratification de sa soumission. Le Capital, en circulant, s'est diffusé en imprégnant tous les champs du monde vécu.

Penchons-nous donc un peu plus sur l'institution étatique. Contrairement à ce que certains discours de gauche affirment, l'État est loin de s'opposer au capitalisme, aussi bien idéologiquement que factuellement. L'État en est au contraire aussi bien le fondateur historique que le projet intime. Cela mérite bien un développement.

L'État, c'est quoi ?

L'État commence toujours avec la domination politique d'une minorité sur l'immense majorité ; d'une minorité qui accapare les décisions par la conquête armée sur un territoire donné, et qui fait appliquer ses décisions sous la menace de la force. L'État s'installe quand cette domination pérennise son emprise sur les populations, soumises à son administration par la production de tout un système symbolique.

Le phénomène étatique commence de fait, dans l'histoire, par des bandes armées qui réduisent des populations en esclavage, ou prélèvent un tribut sur elles en «échange» d'une relative liberté. Ces brutes armées tentent ensuite de pérenniser leur domination avec le concours de spécialistes de l'enfumage religieux ou idéologique. Tout État se dote ainsi d'un arsenal symbolique, religieux et idéologique. Il écrit et réécrit l'histoire à sa guise, se donnant pour civilisateur et garant de la paix civile, alors même qu'il n'est advenu que par l'écrasement des sociabilités et par la guerre. Cette production imaginaire a toujours pour projet déclaré d'instaurer une Unité, une Paix civile, que les chefs d'État sont sensés incarner : hier le roi, aujourd'hui l'élu du peuple.

Cette domination peut changer de forme pour se maintenir et de fait, elle le doit. L'État a changé d'apparence au cours des siècles en Occident, passant de la Cité-État à l'État-Empire, puis à l'État féodal, devenant peu à peu l'État-Nation. L'État adopte davantage aujourd'hui une structure en réseau, avec répression et contrôle social en interne mais aussi participation active, en externe, à la restructuration du capitalisme mondialisé depuis belle lurette.

Néanmoins, ces changements d'apparences, ces adaptations de l'État, ne doivent pas occulter la permanence de sa nature souveraine, régaliennne, dans ses trois aspects monopolistiques traditionnels. Ces trois piliers régaliens ont même approfondi et perfectionné leur assise sur les populations dominées par un nombre croissant de dispositifs, dont l'ambition plus ou moins affirmée consiste à exercer un contrôle toujours plus total sur elles. Tout État est par essence totalitaire.

La violence

Le premier de ces monopoles régaliens de l'État est la violence : l'armée et la police rassemblent le capital primitif. Elles garantissent

ensuite l'exclusivité de la jouissance du capital, c'est-à-dire l'organisation de la rareté et de la privation. Ces forces armées permettent aussi le racket du tribut sur les populations administrées, appelé impôt, indispensable à la pérennisation de leurs moyens de répression et de contrôle. Selon Max Weber, l'État est le monopole de la violence légitime. Que les forces armées cessent toute coercition, que l'État cesse d'être la Terreur diffuse derrière toute relation marchande, et Capital et État s'effondrent. Je développerai ce point au chapitre suivant, en évoquant de quelles «accumulations primitives» résultent aussi bien l'État moderne que le capitalisme.

La construction d'une légitimité

En second lieu, puisque nous parlons de «légitimité», l'État se caractérise aussi comme médiateur universel, par la construction permanente d'une illusion de légitimité pour justifier son intervention, en monopolisant notamment la justice et le droit. La Constitution, la loi et leur prolongement, les tribunaux et leurs jurisprudences, produisent des normes sociales ayant pour vocation de légitimer l'accaparement capitaliste. La jurisprudence est «*la compilation des rubriques du brigandage légal et officiel, en un mot, de la propriété*», disait Proudhon, pourtant loin d'être opposé à la notion de droit: «*Nous ne saurons jamais la fin du droit, parce que nous ne cesserons jamais de créer entre nous de nouveaux rapports.*»

Mais la perspective du droit est radicalement divergente, entre celle imposée par l'État et la proposition formulée par ce père de l'anarchisme. Dans le système de domination politique (État) et économique (capitalisme), ce dispositif législatif et judiciaire ne s'est pas construit sur une libre contractualité d'individus interagissant et décidant ensemble, réadaptant et réajustant leurs rapports en fonction des libertés et de l'égalité de tous: il s'est au contraire édifié cahin-caha sur des rapports de force d'une part, et par la justification de la violence d'État d'autre part. Le droit est donc une arme à double tranchant dans les luttes ouvrières, et James Guillaume l'expose assez bien dans cette citation, in *L'Internationale, documents et souvenirs* (II, ch. XI, 202): «*Il est incontestable que tout ce qui s'appelle droit juridique ou politique n'a jamais été dans l'histoire que l'expression ou le produit d'un fait accompli. Mais il est incontestable aussi qu'après avoir été un effet d'actes ou*

de faits antérieurement réalisés, le droit devient à son tour la cause de faits ultérieurs, devient lui-même un fait très réel, très puissant, et qu'il faut renverser si l'on veut arriver à un ordre de choses différent de celui qui existe. » Nous reviendrons plus loin sur ce point du droit, en y consacrant un développement.

Signalons aussi un autre aspect corollaire de l'État producteur de légitimité, somme toute assez récent, mais redoutablement efficace pour légitimer son emprise. C'est celui de « protecteur » social et de gestionnaire des services publics, théorisé dans la notion de *Welfare State* (État-providence). Une prétention qui a eu beaucoup de succès, puisqu'on l'entend encore chez nombre de gens affirmant que l'État serait indispensable, du fait de son aspect « social ». Alors même que cet aspect est en train de se désagréger sous les coups de boutoir de la dernière restructuration capitaliste, qui a nécessité de faire passer de nouveaux champs de la vie sociale sous le rouleau du profit. En réalité, ce côté « protecteur » et « social » de l'État est l'un des fondements du tour de passe-passe capitaliste, parvenu à une phase décisive de son histoire au milieu du xx^e siècle : évacuer les coûts collatéraux à la production, pour ne retenir que les besoins solvables, qu'ils soient réels ou artificiellement suscités. C'est à l'État qu'il incombe ainsi de gérer les frais des besoins non solvables, appelés « services publics », lorsque ceux-ci ne sont pas susceptibles de rapporter un profit substantiel. Et c'est évidemment à ses administré-e-s qu'il incombe de contribuer à leur financement, dans une part croissante par rapport aux « contributions » des capitalistes, qui s'en passeraient désormais bien.

Ces services publics permettent ainsi, en même temps, au Capital de maximiser ses profits et à l'État de renforcer sa légitimité et son emprise sur les esprits et les corps. Le contrôle social, soucieux de la reproduction de la force de travail, devient « l'attention de l'État portée à chacun des citoyens ». Ce discours hygiéniste et paternaliste de prise en charge des individus est nommé par Foucault le « biopouvoir ». La violence de la répression policière devient ainsi, dans le langage magique du pouvoir, *la sécurité*. Les quartiers pauvres deviennent des quartiers *sensibles*. Parmi ces besoins qui ont progressivement été assumés par les États modernes, on peut citer l'urbanisme, les divers organismes de prises en charge (allocations familiales, pôle emploi), la santé bien

sûr avec la Sécurité sociale et ses parcours de soins physiques et psychiatriques, ou encore l'éducation.

Il est ici intéressant de nous arrêter un instant sur cette éducation citoyenniste, cauchemar des enfants broyés sous sa férule, bien souvent issus des familles les plus pauvres, et modèle républicain de ces classes dites moyennes, reconnaissantes au système scolaire d'avoir justifié leur ascension par un prétendu « mérite ». On y inculque les mensonges fondateurs des rapports sociaux capitalistes à l'individu discipliné, contraint et hiérarchisé. Ce sont ces injonctions, avec celles de l'ordre patriarcal de la famille ou de la télévision, qui font de l'individu un travailleur et un citoyen, qui le disposent à obéir au patron et à l'État. Ce sont ces plis imprimés par la force et les traumatismes de l'enfance qui développent « l'état agentique » décrit par Milgram, et qui rendront si difficile aux gens la possibilité même d'envisager une désobéissance réelle. L'école apprend à l'enfant qu'il a des devoirs, et même une *dette*, envers « la Société ».

Le premier de ces devoirs, c'est bien évidemment le travail salarié, en tant qu'activité sociale centrale de la société capitaliste sous le joug de laquelle tout individu modelé par l'école est convié à se plier, pour *s'intégrer*. L'avenir, c'est bien connu, n'appartient qu'à ceux qui travaillent ! La désignation volontaire d'un chef compte aussi parmi les « devoirs ». On apprend aussi aux enfants, en éducation civique ou à travers l'élection symbolique de délégués de classe, que l'expression politique ne peut passer que par le vote, si possible dans le si bien nommé *isoloir*, pour désigner des « élus » censés « représenter » le « peuple » et la volonté « commune », pour prendre des décisions à la place des populations. En bref, on apprend aux futurs travailleurs à obéir, et à relayer en eux-mêmes le contrôle social ; à être de bons *citoyens*, c'est-à-dire les responsables attentifs à maintenir non seulement leur propre soumission, mais aussi celle d'autrui, qu'il convient de corriger et de moraliser, avec une ferme bienveillance. Respecte ton bourreau, et lorsqu'il te fait du tort, ne te fais pas justice : recours à la loi arbitraire de ton bourreau.

Rappelons-nous qu'en son temps, Jules Ferry avait fait adopter l'école obligatoire, gratuite et laïque, non seulement pour supplanter le rôle de l'Église catholique dans l'enseignement, mais aussi pour couper l'herbe sous le pied aux écoles sociales qui se propageaient à la sortie

des usines, relayant selon lui «*les idées néfastes*» de la Commune de Paris, écrasée dix ans plus tôt. Il s'agissait d'abolir dans les esprits les clivages réels traversant les populations, de croyances, d'idéologies et de classes, pour promouvoir un modèle pseudo-commun de citoyenneté, de patriotisme, réunissant toutes les classes sociales dans une seule et même salle de classe unique (on parle aussi aujourd'hui de «collège unique»). Dans ce souci de faire rentrer les vies dans le modèle fictif d'une unicité impossible, l'école publique n'a cessé de perfectionner ses méthodes, fichant, résignant et domestiquant toujours plus les enfants, tout en brisant les velléités rebelles des plus rétifs d'entre eux, parqués dans des voies de garage, avec l'aide aujourd'hui des nouvelles technologies, des logiciels de flicage. Plus que jamais, l'école publique est l'alibi républicain d'une reproduction des classes sociales.

Sans cette entreprise permanente de production de légitimité, la violence d'État apparaîtrait crûment, ce qui conduirait aux révoltes des populations sous son joug. L'État se définit donc non seulement comme monopole de la violence, mais aussi comme monopole de production d'une unité fictive, d'un imaginaire commun de «contrat social» fallacieux, modelé par des normes en réalité imposées par la force et le bourrage de crâne.

La garantie de la valeur d'échange

L'État détient enfin le monopole de la garantie de la valeur monétaire, sans laquelle l'accaparement privatif de pouvoir réel serait impossible. L'argent constitue le socle de la fiction d'unité sociale diffusée par l'État. L'obsession de la monnaie unique parcourt l'histoire des dominations étatiques. Du suzerain battant monnaie à l'État-Nation instituant sa banque centrale, évoluant aujourd'hui en réseaux d'États via des réseaux de banques centrales (comme la BCE et son réseau de banques centrales nationales), l'État est producteur, garant et décisionnaire quant à la valeur monétaire.

C'est l'État qui de fait permet les échanges capitalistes, par la circulation de la valeur, en agissant sur un certain nombre de leviers fondamentaux : émission de monnaie centrale, étalonnage des échanges de valeurs, gestion et politique de la valeur monétaire, contrôle du crédit par la puissance des emprunts d'État et les politiques de taux des banques centrales. C'est son monopole symbolique et réel sur la valeur

monétaire qui permet aussi à l'État de demeurer le garant ultime du profit. Il suffit pour cela de rappeler la crise de 2008, qui s'était traduite par l'assèchement des flux de refinancement interbancaire : les banques centrales ont ouvert les vannes de la création monétaire. Cet interventionnisme éhonté – à rebours de tous les discours des années précédentes – est très instructif pour toutes les personnes qui croiraient encore que capital et État sont dissociables et opposés. Voilà de quoi démasquer ces politiciens opportunistes, qui déclarent à qui mieux-mieux que nous serions dans une ère où l'État serait à l'agonie. Ceux-ci s'en tirent parfois, de l'extrême droite à l'extrême gauche, par une pirouette anachronique, en invoquant un hypothétique retour à l'État-Nation. Mais sans rien changer au système financier induit par la notion de banque centrale... ces politiciens ne prétendant que le ramener à un stade antérieur et désuet du capitalisme.

C'est enfin la dette publique, massive, qui joue un rôle moteur dans l'accumulation de capital, et qui permet la finance moderne. Et ce, depuis les premières formes de capitalisation, avec les emprunts d'État aux XVI^e et XVII^e siècle. La capitalisation d'État précède d'ailleurs l'accumulation de moyens de production, l'industrie et la production moderne de marchandises. C'est par ce levier de la monnaie et de la garantie du *crédit*, indissociable de la coercition qui garantit son extorsion, et du Droit qui en produit les normes, que l'État a le monopole de la médiatisation des rapports sociaux dans ce que Marx appelait le «*fétichisme de la marchandise*». Cette puissance étatique, manifestée dans le fétiche universel de la monnaie, est toujours allégoriquement symbolisée à l'avant des pièces de monnaie. Il y a peu de hasard dans la logique des mots : ce côté «face» se nomme aussi, chez les numismates, le «*droit*».

Ce fétichisme déborde largement de son socle monétaire pour imprégner les marchandises, sur lesquelles des hordes consuméristes se ruent. Qui n'a jamais vu des centaines de gens se précipiter sous le rideau métallique d'un magasin proposant la dernière console de jeu, le dernier téléphone portable, le dernier sac à main, ou tout simplement des choses en soldes ? Ce fétichisme se diffuse jusque dans les vies humaines, qui sont en réalité la *marchandise centrale* du capitalisme. L'humain devient ainsi *un individu*, dont la misère et l'isolement dans l'obsession de *se valoriser* n'égalent que l'abstraction.

L'individu se vendra comme force de travail, avec un CV sensé le décrire, lors d'entretiens d'embauche où il donnera de lui l'image grotesque d'un esclave enthousiaste, pour décrocher un « emploi » où il pourra être « utile », lui permettant de gagner un salaire qu'il pourra échanger contre des objets produits par d'autres, séparés de lui. Le fétichisme contamine aussi le temps de vie non-productif, nécessaire à la valorisation des marchandises et à la reproduction de la force de travail : le temps de l'achat, de la « sociabilité », des « loisirs » et de « l'amour ». L'individu se proposera sous telles ou telles étiquettes catégoriques, avec un avatar de son choix, sur tel ou tel « forum » en forme de marché cybernétique. Le producteur de petits mots littéraires, journalistiques ou politiques, d'exploits sportifs, de chansons mièvres, de croûtes picturales ou de clichés (pas que photographiques), se vendra sur le marché du spectacle dans une course pathétique à l'échalote vedettariale, vague passagère dans l'océan misérable de la peopolisation et du star-system, avant de se briser à plus ou moins courte échéance sur la grève désolée de la ringardise programmée. L'individu affectivement seul s'insérera sous des étiquettes de genre et de sexualité sur le marché de la drague et de l'union ménagère, inquiet de ses performances sexuelles et de son « quotient émotionnel », puis sur le marché éducatif, en tâchant d'être un « bon père de famille » ou une « bonne mère pour ses enfants » auprès des voisins, des professeurs, des institutions. Dans un dernier sursaut, l'individu passera ses dernières décennies dans une activité associative, avant de s'abîmer dans la routine télévisuelle et médicamenteuse, et de s'endormir à jamais dans l'anonymat d'une concession au cimetière.

Note à propos de la notion d'échange

Attention néanmoins aux critiques de « l'échange », souvent sans nuances dans les milieux révolutionnaires. Ces critiques sont certes inspirées par un dégoût justifié de la perversion de la notion de « libre-échange » en système de domination sociale. En effet, le capitalisme est un système de domination où, comme nous l'avons dit, le contrat n'est jamais libre, où le pseudo « libre-échange » se caractérise par l'absence de liberté et l'unilatéralité, qu'il s'agisse d'un échange marchand, d'un

échange verbal ou d'un échange affectif. Le Capital (financier, culturel, sexuel) n'est qu'une arme braquée sur la tempe de l'individu, le contraignant à consentir plus ou moins formellement ou tacitement à une infinité de pactes léonins, déséquilibrés et injustes.

Mais ce n'est pas parce que l'échange est injuste dans le capitalisme, qu'il faut pour autant renoncer à la notion d'échange, qu'implique aussi l'autonomie. Nombre d'intellectuels marxistes ou marxien mettent en effet autant d'acharnement à dénigrer la notion même d'échange, que de discrétion à taire l'aspiration que cette dénonciation révèle en creux : la centralisation de la gestion sociale et culturelle des populations, que cette négation de l'échange implique de fait, quel que soit le vernis subversif dont leurs discours, à la posture parfois avant-gardiste au plus mauvais sens du terme, se parent. Nous pourrions à ce sujet rappeler combien, avec l'expérience des régimes communistes autoritaires, les modalités d'une planification d'État ont pu passer par la répression de la liberté d'échanger les surplus productifs locaux. Le désastre social engendré par ces répressions, frappant notamment la paysannerie, avait d'ailleurs rapidement conduit les bureaucrates « communistes » à assouplir cette politique répressive, dès Lénine avec la NEP.

En ce sens, les anarchistes se distinguent clairement des optiques du « communisme » de bien des commentateurs de Marx, en posant la *domination* au cœur de leur critique, et non de prétendues déterminations économiques qui seraient universellement valables, et dont la science serait révélée à une élite. Les révolutions anarchistes, attachées à la prise de possession sociale, ne dissocient pas celle-ci d'une liberté de s'organiser librement, y compris pour les petits producteurs souhaitant gérer seuls leurs lopins de terre pour échanger les surplus de leurs activités. Échanges qui ne passent d'ailleurs pas forcément par l'argent, comme le démontrent l'histoire précapitaliste, mais aussi l'expérience de certaines collectivités libertaires d'Espagne (1936-1939). Cette considération anarchiste a systématiquement été qualifiée de petite-bourgeoise ou de réactionnaire par Lénine. Trotski eut beau jeu de critiquer la « déviance » stalinienne, lui qui fit réprimer dans le sang, avec sa sinistre Armée rouge, la commune de Cronstadt ou la Makhnovtchina.

D'autre part, il y a toujours des choix *politiques*, liés à des situations et à des histoires différentes, qui priment sur de prétendues « nécessités économiques ». Y compris parmi les États occidentaux : bien que corsetés

dans l'idéologie commune du capitalisme, ceux-ci adoptent des politiques économiques différentes. À cet égard, on peut comparer l'Allemagne et son obsession de la monnaie forte, inspirée par la hantise de l'inflation calamiteuse des années 1920, et les États-Unis faisant au contraire le choix de la planche à billets, de l'inflation systémique, pour renflouer des banques. Le peu de marge de manœuvre dont disposent actuellement les États capitalistes par rapport aux questions économiques ne provient pas d'une faiblesse supposée de ces États. Ce peu de marge de manœuvre provient du fait que l'État, en tant que domination politique, est indissociable en lui-même du capitalisme, qui est l'actuelle manifestation économique de cet état de domination sociale.

À la différence des courants de gauche ne pensant essentiellement qu'en termes de postulats étatistes, centralisateurs, voire monopolistes, qui sont pourtant au cœur même de la dynamique capitaliste, les anarchistes soutiennent qu'une autre organisation politique que l'État est non seulement souhaitable, mais aussi possible. Il s'agit du fédéralisme libertaire, sur lequel nous reviendrons plus loin.

L'œil du maître, les yeux des esclaves

Le capitalisme a donc certes cela de commun avec les précédents systèmes sociaux et économiques qu'il est la traduction d'un rapport social de domination et d'exploitation, que nous appelons État. La différence n'est pas dans le fond, à notre sens elle est dans la forme, celle du salariat et de la démocratie. La démocratie est la forme historique nouvelle de cette domination, succédant au féodalisme et aux formes anciennes de l'esclavage. Nouvelle, au sens où elle fait intimement participer les « citoyens » à la reproduction des rapports sociaux de classes, de domination et de soumission qu'ils subissent. Cette forme de « servitude volontaire » imprègne tant la société actuelle, qu'elle doit questionner l'héritage des analyses binaires de classes du XIX^e siècle. Si la division en classes imprègne plus que jamais le tissu social, le citoyenisme a largement contribué à gommer la conscience de classe dans le prolétariat, en atomisant celui-ci dans une multitude de situations apparemment différentes et divergentes, se manifestant notamment au travers d'un spectre politique – soit l'illusion de diversité des partis

politiques. Les partis, de par leur forme même, briguent toujours le même pouvoir. À chaque cirque électoral, il y a la même prétention à gérer le Capital, à le «réguler».

La minorité accapareuse des biens est incapable de conserver par la force ses biens près d'elle, puisqu'elle est incapable d'en user simultanément et en permanence. Mais elle veut tout garder près d'elle, dire «c'est à moi». Il lui faut tenir les pauvres à distance, à *respect*. La production symbolique massive de noms, de signatures, d'images et de symboles, d'*appartenances*, frappant les yeux des esclaves et modelant leur imagination, permet de déclarer que ceci ou cela est «à Moi», d'as-séner «ceci est le Droit». Tous ces mots, ces bouts de papier (actes, billets, codes civils, frontières cartographiques, diplômes), tous ces logos d'États, d'entreprises et de chapelles politiques, ces petits drapeaux plantés çà et là, toutes ces *marques* (parfois au fer rouge) frappant les choses et les êtres vivants du sceau du capital (financier, culturel) et d'une pseudo-identité, sont évidemment produits par les accapareurs eux-mêmes, pour affirmer, affirmer et toujours réaffirmer : «ceci est à Moi, ceci est le Droit», en gommant les fronts sociaux réels, les clivages réels des idées et des pratiques.

Le flot d'images du pouvoir submerge l'imaginaire collectif en un véritable raz-de-marée permanent d'apparences et de rôles. Dès les années 1960, Guy Debord parlait d'une «*Société du Spectacle*»; nombre de ses analyses demeurent d'une flagrante actualité. Cette inflation du signe colonisant la vie (les forêts de symboles se nourrissent des forêts d'arbres) a comme une frénésie suspecte, qui témoigne de l'inanité de la prétention capitaliste : les biens sont, par nature, à tout le monde comme à personne.

L'ensemble de ces fables enrobant le vol social, tissant les chaînes serviles dans l'esprit de tou-te-s, s'est tout d'abord appelé religion, et ses spécialistes enfumeurs, les prêtres. Le sacré est la révérence, cette crainte respectueuse, que l'accapareur tente d'insinuer dans l'esprit des exclu-e-s de la terre, pour les dissuader de s'approcher des biens qu'il s'est appropriés. Mais croire que la «laïcité» a aboli la religion, dans son sens le plus profond, serait une grave erreur. La laïcité n'a fait que matérialiser dans le droit une inflation du phénomène religieux, qui réside dans *l'aliénation de l'imaginaire commun*. Aujourd'hui la religion la plus dévastatrice est celle de la citoyenneté, et la Table de la Loi la

plus meurtrière de toute l'histoire de l'humanité est celle des « Droits » et des « Libertés » de l'Homme Riche.

Néanmoins, la prégnance de cette religion de la paix sociale ne suffit jamais tout à fait à soumettre les esprits et les corps. Le mépris, la faim et le froid viennent bien vite à bout des superstitions les mieux ancrées, et il arrive que les foules civilisées et policées retournent à l'état de cette plèbe sauvage qui hante les cauchemars des gouvernants. Il faut donc parfois recourir pour l'État à son autre bras, celui de la violence physique, comme aux vieux temps originels de l'accaparement par le viol, le pillage et le génocide. Cette force armée ne peut être celle des seuls accapareurs eux-mêmes : les héritiers des brutes armées qui soumièrent autrefois les populations sont bien trop minoritaires, et bien incapables de se battre contre une multitude de gens désirant subvenir à leurs besoins. D'autant moins qu'ils ne sauraient plus se salir les mains.

Il faut donc aux possédants une force armée composée des dominés eux-mêmes, convaincus d'exercer (contre rémunération) les principes des droits de l'homme : militaires, policiers, vigiles. Il faut aussi toute la cohorte des fabricants de serrures et d'enclos, des juges et des matons, des profs, sociologues, psychiatres, travailleurs sociaux et journalistes, qui ne rendent qu'un autre son de la même cloche : celle du contrôle social des populations qui seraient incapables de se gérer par elles-mêmes. Cette force ne peut être affidée que par la production de symboles que nous évoquions plus haut. Parmi les grades dérisoires de ces armées, les diplômes de l'élitisme républicain ne sont pas les moins efficaces, symboles pathétiques d'un « capital culturel » non moins nocif que le capital financier. Capital culturel aux antipodes de l'intelligence sociale, des connaissances et des savoirs socialement élaborés, patiemment déconstruits par l'État et le Capital. L'État, c'est une dose de coup de matraque sur la caboche, et une dose de lavage de cerveau. Pas étonnant que l'étymologie du *capitalisme*, sa forme économique la plus élaborée, se réfère à la « tête » (en latin : *caput, capitis*).

Le capitalisme est la forme dernier cri de la domination d'État, où les dominé-e-s croient être propriétaires à leur échelle, et où ils-elles participent aussi à leur échelle au contrôle et à la répression des autres dominé-e-s, dans un travail qui les *insère socialement*, et dans une vie corsetée du tissage des normes issues des pauvres fables de leurs maîtres, revendiquées et transmises avec cette fierté citoyenne si singulière

et confondante de bêtise. C'est le perfectionnement du vieux système féodal, où les sujets devaient quelques semaines de corvées par an à leur seigneur, où ils ne produisaient pas pour eux-mêmes mais pour le maître. En système capitaliste, c'est corvée toute l'année, non seulement dans le temps du travail salarié, consistant à produire des choses sur lesquelles on n'a jamais droit d'usage, mais aussi dans le temps dit « libre » des loisirs marchands du consumérisme, du tourisme et de la sociabilité atomisée. Le salariat est le dispositif économique central du capitalisme, en tant qu'il permet de posséder exclusivement non seulement des choses, mais aussi des personnes, de disposer de leur temps, de leurs corps, de leurs paroles, tout en leur faisant croire qu'elles sont libres. Le capitalisme prospère sur la frustration des autres par chacun-e, et pour cela, la frustration de chacun-e par soi-même. Les yeux des maîtres se sont greffés dans les orbites préalablement évidées des esclaves.

La main droite et la main gauche du pouvoir

Le brouillage idéologique, diffusé par les pouvoirs politique, économique et médiatique, a largement contribué à faire oublier ces fondamentaux du capitalisme. La « droite » politique joue largement ce rôle de bras droit du Capital, réprimant et restructurant à tour de bras, assénant des discours d'une grossièreté et d'une bêtise affligeantes, dont on se demande comment il est encore possible qu'autant d'imbéciles y adhèrent. Peut-être parce que la droite n'a jamais hésité à recourir à des références issues du socialisme, tout en les détournant et en les vidant de leur sens, évoquant ainsi à longueur de discours la responsabilité ou la légitimité de posséder le fruit de son travail. Il faudrait aussi souligner le niveau de nullité de l'adversaire prétendu de la droite, la gauche.

Dans toutes ses nuances, partisane, syndicale ou associative, la gauche est le spectacle de la contestation officielle et institutionnellement reconnue. Les nuances de la gauche s'adressent aux niveaux divers de contestation sociale, afin de la neutraliser par un confusionnisme savamment entretenu.

Une certaine gauche s'appliquera ainsi à confondre le « capitalisme » avec le « libéralisme », terme ambigu, aussi bien historiquement que philosophiquement, et non synonyme du premier. Il est vrai que la

gauche n'a jamais été très éprise de liberté, sauf lorsque c'est elle qui prétend l'accorder – à la suite de mouvements sociaux venant lui remettre les pendules à l'heure.

La plupart des syndicats eux-mêmes, développés à la base comme projet *d'autonomie* et *d'indépendance* des travailleur-euse-s, ont été brisés dans leur capacité à relayer une culture historique des luttes, et leurs bureaucraties ont sombré corps et âme dans la Realpolitik des compromissions « cogestionnaires », au nom d'un « réformisme » qui n'en est même plus un : en dissociant moyens et fins, elles ne se donnent même plus les moyens d'obtenir des réformes notables. Lorsque les bases syndicales commencent à râler un peu trop fort, elles sont étouffées ou exclues par leurs bureaucraties, dont l'unité ne se manifeste plus hélas que lorsqu'il s'agit de faire retourner les gens au travail.

Quant aux associations affiliées à la gauche, aux permanents vivant confortablement de leurs discours humanitaires et sociaux, à travers la manne généreuse des subventions et des dons, elles se contentent de gérer les conséquences du désastre social en colmatant les brèches ici et là, sans jamais remettre en question les fondements mêmes du pouvoir. On a toujours la philosophie de son ventre... Quand elles dénoncent les discriminations, c'est non seulement en développant des analyses faisant abstraction des causes profondes de ces discriminations, mais aussi en parlant à la place des discriminé-e-s elles et eux-mêmes.

On entend couramment la gauche s'indigner niatement, comme la droite d'ailleurs, de certaines conséquences du capitalisme, mais sans pour autant jamais remettre ses caractéristiques profondes en cause. Et les reprenant même parfois à leur compte, en exigeant par exemple plus de compétitivité et de croissance (qui n'est jamais, en système capitaliste, que la croissance du profit), le tout mâtiné d'une ode répugnante au productivisme. Au mieux, il s'agira d'exiger une plus « juste » redistribution des richesses entre travail et... capital. Au mépris de toute notion de grammaire anticapitaliste, cette gauche se contente de s'indigner du fait que des capitalistes licencient ou rentabilisent leurs investissements au détriment des salaires ou des emplois... alors qu'un salaire est précisément la part variable d'un investissement en vue d'un profit, et que le travail salarié n'existe que dans ce but. Cette gauche omet ainsi de dire qu'une entreprise n'a pas vocation à créer des emplois, mais à valoriser un capital.

Quant à la gauche «extrême» ou «radicale», qui va jusqu'à critiquer explicitement le «capitalisme» (cette gauche se fait déjà plus rare), elle ne cesse d'invoquer le postulat central du Capital, revendiquant elle aussi à longueur de discours le recours à l'État «régulateur» comme arbitre ultime des conflits sociaux. Cette gauche va des références indécrottables à la nation aux revendications de nationalisations tous azimuts, qui ne sont qu'un capitalisme rationalisé à l'extrême, le capitalisme d'État. Quelle bonne blague, quand on a un tant soit peu de culture historique des États, sans parler des désastres stalinien ou maoïste.

Mais les lubies de la gauche ont aussi pénétré les milieux libertaires. Il convient donc de distinguer les gauches des anarchismes.

Gauches et anarchismes

Voici quelques remarques, que je vais tenter de synthétiser, pour expliciter les différences de fond entre toutes les composantes dites de «gauche» (de la gauche sociale-démocrate à l'extrême gauche, voire à la gauche conseilliste), et les tendances de l'anarchisme.

Je passe rapidement sur les points communs positifs, qui animent nombre de militant-e-s sincères, de gauche ou libertaires : le désir d'égalité, de liberté et de solidarité. Notons qu'il y a aussi certains points communs en forme de travers, comme cette sacrée «moraline» qui imprègne encore les relations sociales car directement issue de la pensée chrétienne, consistant à éprouver un devoir moral de compassion et d'assistance à celles et ceux qui souffrent, avec une dénégation parfois sacrificielle de soi-même ; ou encore cette vision quelque peu eschatologique d'un progrès vers une société meilleure, pour ne pas dire idéale (la cité de Dieu ?), avec pour la gauche révolutionnaire et l'anarchisme révolutionnaire, une certaine propension à profaner (au sens de rendre profane, séculier) le millénarisme apocalyptique du jugement dernier, avec une certaine conception de la «révolution».

Je pense qu'il est possible d'introduire les choses, vu l'importance du langage dans la formation des visions du réel, par la différence étymologique, qui est aussi bien la différence historique et structurante, entre «gauche» et «anarchisme» ; la gauche s'inscrit en effet dans sa désignation même, on le sait, par le parlementarisme : lors de la Révolution française, les gens refusant le droit de veto royal s'étant rangés à gauche du président de l'Assemblée. Au passage, rappelons-nous que

les comités révolutionnaires de sans-culottes de certains quartiers parisiens se sont opposés très tôt à cette gauche parlementaire, y compris montagnarde (avec laquelle ils collaboraient néanmoins de fait), notamment – déjà – sur la question du mandat *représentatif*, à laquelle ils opposaient le mandat impératif (voir l'ouvrage de Zaidman à ce sujet), où la personne mandatée doit tenir les mandats qui lui ont été confiés et rendre compte de leur mise en œuvre, sous peine de révocation immédiate par les mandataires.

À l'inverse, «anarchisme» est un terme qui a répondu à une situation concrète, à savoir une réappropriation polémique (chez Proudhon) d'un terme employé pour dénigrer celles et ceux qui mettaient en avant leur refus d'une légitimation de tout pouvoir autoritaire. Non pouvoir au sens de «*pouvoir de*», pouvoir d'agir avec (ce que les anarchistes prônent au contraire avec force), mais pouvoir au sens de «*pouvoir sur*» les autres.

La première différence, donc, entre gauche et anarchisme, consiste en **une critique anarchiste de la représentativité**. Dans le principe même, personne ne peut être «représenté», c'est-à-dire réduit à des positions (à une *représentation*, une *caricature*, un *spectacle*). Dans la pratique, personne ne peut prétendre incarner «le peuple»: pour les anarchistes, il est aberrant de laisser carte blanche aux personnes mandatées. La personne mandatée ne décide pas: elle accomplit techniquement des mandats, du mieux qu'elle le peut (et donc, certes, de façon forcément pragmatique et subjective). La décision ne vient donc pas d'elle, mais des gens ayant émis ensemble ces décisions, et l'ayant chargée, pour des raisons de commodité toutes pragmatiques, de les mettre en œuvre.

Dans la gauche, il y a bien une vision consistant à savoir mieux que les autres, et ainsi la prétention, plus ou moins assumée, d'émanciper les autres à leur place (parce qu'ils-elles seraient ignorant-e-s, mal informé-e-s de leur propre intérêt, etc). Cette posture est typiquement, viscéralement, de gauche, même lorsqu'elle se pare d'atours «radicaux». Ce discours, tout à fait élitiste, méprisant et d'autant plus odieux qu'il adopte bien souvent la forme d'une pédagogie paternaliste et curetonne bienveillante, se discerne à travers toutes les composantes de la gauche. Chez les anarchistes, les opprimé-e-s s'émancipent eux/elles-mêmes, par et pour eux/elles-

mêmes. Ce n'est pas le degré de radicalité du discours ou de la pratique qui importe : la radicalité se situe dans la dynamique de l'appropriation même de la réflexion et de la pratique.

La deuxième différence, qui va avec, relève de la vision même de l'organisation sociale, pour ou contre **l'unité, ou la multiplicité**.

Il s'agit de l'affirmation par la gauche du postulat totalitaire de « la société », cet avatar à la mode du **mythe unitaire**. Point sensible car les anarchistes, contrairement aux origines, ne rejettent plus tou-te-s cette notion de démocratie, pourtant conspuée par toutes ses tendances au XIX^e siècle – on cherchera en vain une défense de la « démocratie directe » chez les premier-e-s théoricien-ne-s de l'anarchisme.

Pour toutes les tendances de la gauche, donc, y compris le conseillisme pourtant proche de l'anarchisme par bien des aspects, la vision de cette organisation sociale s'inscrit toujours dans un cadre unitaire, totalisant, regroupant tous les individus et collectifs dans le cadre d'une gestion globale. Le plus souvent, celui de l'État centraliste ; parfois, celui de l'État décentralisé (voir certains discours trotskistes actuels) ; toujours, celui de la démocratie (cf. le conseillisme, qui rejette la notion d'État mais s'inscrit toujours dans un cadre unitaire de « démocratie réelle » (Pannekoek) ou « directe »). À savoir que les décisions concernent l'ensemble de « la » société ou « du » peuple.

Plusieurs conséquences pratiques, très importantes :

- Le fonctionnement décisionnel, à gauche, est fatalement **majoritaire**, dans une conception unitaire et démocratique de la société. De fait, l'individu s'efface dès lors devant le collectif, malgré toutes les déclarations d'intention. Et si l'on parle d'émancipation individuelle, cela ne peut passer que par « le » collectif. Or, chez les anarchistes, la conception de la liberté ne s'oppose pas à celle de la liberté d'autrui. Selon la célèbre formule de Bakounine, la liberté d'autrui étend la mienne à l'infini. Individu(s) et collectif(s), bien loin de s'opposer, aliementent mutuellement leur épanouissement social.

- Dès lors, pour les anarchistes (contrairement à la gauche), le politique – et ses instances – ne consiste pas à *délimiter* les libertés, c'est-à-dire, fatalement, à réprimer ce qui ne se plie pas au « bien commun » – qui de fait n'est jamais formulé en commun, et qui est édicté. Mais à *coordonner*, à mettre en relation des dynamiques d'émancipation et de créativité sociale.

Cela peut se résumer à la différence entre le **fédéralisme anarchiste, et la démocratie** (y compris dite « réelle », ou « directe »). Dans le cas de l'anarchisme, l'autonomie, la libre association et la contractualité se placent sous la volonté de l'entraide et de la solidarité, issue d'une compréhension de l'intrication étroite des intérêts individuels et collectifs (et non d'un impératif *moral*) ; les instances fédérales ne sont pas destinées à être *décisionnaires* (à moins de consensus, voire d'une unanimité – de fait impossible à grande échelle), mais à *mettre en relation*, à étendre *les liens* et elles offrent un espace et un temps de réflexion pour concevoir les moyens les plus adéquats de mettre en œuvre ces formes de l'entraide (peréquations, contractualités...). Dans le cas des gauches, prévalent au contraire le refus de la subsidiarité décisionnelle, l'association de fait (et de force s'il le faut) de tou-te-s sous les instances « légitimes », et la Loi (y compris les lois sociales, les droits sociaux), dans un sens global.

- D'où une autre conséquence : les anarchistes rejettent les élections. Et ce, pas uniquement contre l'idée de représentation et de représentativité, comme déjà évoqué, mais aussi contre l'idée que la majorité serait légitime à s'imposer aux minorités au nom du « bien commun/public » ; contre l'idée de lois générales. Si vote il y a chez les anarchistes, cela ne peut servir qu'aux personnes à se situer dans le débat, à se trouver pour élaborer ensemble, à synthétiser les vues diverses, voire divergentes en présence, mais certainement pas à astreindre les minorités à une pression de masse.

Les anarchistes préfèrent la notion de consensus, pour les décisions impliquant tout un groupe humain ; et de libre association pour toutes les autres décisions (bien plus fréquentes en fait) impliquant les concerné-e-s. Contre la loi, les anarchistes opposent le contrat entre concerné-e-s ; les règles, nécessaires, n'imposent pas, ne contraignent pas, mais permettent aux groupes humains de se *régler* les uns sur les autres, de façon à accroître leurs possibilités réciproques et mutuelles d'action réelle. Au passage, bien des anarchistes ont émis une critique forte du « contrat social », cet espèce d'Eden originel qui n'a jamais existé dans les faits, mais a toujours servi aux pouvoirs étatiques à justifier les inégalités et les injustices réelles, et qui tient lieu de légitimation quasi religieuse de la Loi.

La gauche quant à elle, même dans le cas où elle refuse les « élections bourgeoises », n'est pas contre le principe du vote décisionnel majoritaire ; bien au contraire, elle en a toujours été sa plus ardente promotrice, défendant le vote comme moyen d'organisation sociale, voire moyen principal, et même de principe, d'organisation sociale.

Nuance toutefois : le fonctionnement au vote et à la majorité se sont répandus dans certaines organisations anarchistes, et dans l'anarcho-syndicalisme. Avec une nuance de taille par rapport à l'extrême gauche : les minorités ne sont pas tenues d'appliquer les décisions majoritaires, alors que dans l'extrême gauche si – le droit pour les minorités ne consistant qu'à se constituer en « tendances ».

Cette prétention de la gauche à imposer l'unité montre qu'elle n'a été qu'un dispositif, et sans doute de fait le plus redoutable pour nos libertés, de l'évolution des sociétés vers les formes de l'État moderne, centralisateur, dont les lois globales se sont historiquement substituées avec violence aux cultures, droits coutumiers, jurisprudences associatives et contractualités diverses. Il suffit, du reste, de mesurer combien la période de la Révolution française a pu jouer un rôle déterminant dans l'unification autoritaire du territoire ; à un point auparavant inenvisageable, même sous l'absolutisme d'un Louis XIV. Voir la loi Le Chapelier, abolissant le principe même de l'organisation autonome et directe des personnes (associations, guildes, syndicats, etc.), au nom du bien commun. La gauche a été de fait un avatar efficace de cette vision si typique de l'État moderne. Au nom de la critique des formes passées de la domination sociale (féodalisme) et de son logiciel idéologique de servitude (la religion), la gauche a participé, peut-être plus encore que la droite, à légitimer une nouvelle forme d'organisation de la domination sociale (l'État-nation-centraliste) et son nouveau logiciel idéologique. À savoir la démocratie, ou pouvoir « du » peuple... sur les individus et groupes humains bien réels. Puis la « laïcité », inscrivant dans le marbre une conception toute capitaliste de la distinction entre « sphère privée » et « sphère publique », et trahissant récemment sa propension à servir l'écrasement de minorités avec sa critique hypocrite de l'islam et surtout des musulman-e-s, servant en réalité de paravent à la perpétuation d'un racisme d'État.

Ces formes organisationnelles ont correspondu à des évolutions économiques décisives, avec le passage d'une économie agricole mise

sous coupe réglée de petits groupes guerriers, à une économie de salariat, garantie par des armées étatiques. L'argent – y compris lorsqu'on exige un « partage des richesses » ! – remplace Dieu comme fétiche de l'unification sociale et truchement des rapports sociaux. La communauté unifiée de l'Église a cédé la place à la communauté unifiée du marché, des citoyens. Mais c'est toujours la même vision *totalitaire*. Le fait même que les gauches parlent tant des « masses » (pour abrutir les individus à coups de masse ?) montre d'ailleurs, entre autres indices de vocabulaire, avec quelle considération – ou plutôt absence de considération – les gauches traitent, canalisent, récupèrent, gèrent, caricaturent, simplifient, nient, voire démolissent les *liens* humains réels, dans leur infinie complexité et richesse, les transformant en *rapports citoyens*.

Troisième différence, qui va aussi avec : la conception de la fameuse « **transition** » vers une société libre, égalitaire et solidaire.

Ici, j'aimerais rappeler que les anarchistes ne rejettent pas forcément l'idée d'une phase de transition. La différence avec les gauches consiste principalement à situer cette transition *ici et maintenant*, et non après une révolution. Si révolution il y a pour les anarchistes, celle-ci ne peut être que le fruit de la praxis révolutionnaire, elle aussi *ici et maintenant*.

Cela va, concrètement, avec la question des **moyens**. En l'occurrence : comment faire pour mettre à bas les dominations sociales et les exploitations sociales, alors que les structures collectives sont organisées pour l'exploitation et la domination ?

Pour une grande partie de la gauche, il est incontournable de prendre le contrôle de ces structures collectives (parlement, puis syndicats, puis associations citoyennes), en les utilisant, en y faisant une sorte de lobbying intense. Ce fut toute la stratégie politique concrète de Marx, à qui je ne retire néanmoins pas les brillantes analyses sociales et économiques, puis d'un Lénine : sa critique du « gauchisme », c'est-à-dire de celles et ceux souhaitant s'organiser de façon extra-parlementaire, et rejetant l'idée du parti unique, résume paradoxalement l'essence des gauches (le véritable gauchisme donc) à savoir l'inscription dans un projet social unitaire, et même son affirmation, dénigrant tout ce qui ne rentre pas dans ce moule.

À l'inverse, les anarchistes, bien loin de rejeter la nécessité de l'organisation et de collectifs humains, contrairement à ce dont les

accusent bien des gens de gauche, souhaitent constituer ici et maintenant d'autres formes de collectif, d'association, de relations sociales, débarrassées de l'exploitation et de la domination. Il ne s'agit pas chez les anarchistes de nier le poids des institutions du pouvoir, qu'ils-elles sentent d'ailleurs souvent peser particulièrement sur eux-elles. Mais, plutôt que d'en user, ce qui est selon leurs observations (et non leurs idéaux) voué à l'échec, les affaiblir et les détruire par une autre façon de s'organiser ici et maintenant, en opposant à une dynamique de destruction des liens sociaux sous l'apparence d'unité sociale, celle d'une construction de liens sociaux réels. Ce qui donne d'ailleurs l'avantage, à l'anarchisme, de ne pas se poser en émancipateur, mais en force de proposition et de lutte, en *dynamique* d'émancipation.

On notera ainsi que les gauches, bien qu'elles partagent avec les anarchistes l'objectif (du moins affiché) d'une société débarrassée de l'exploitation capitaliste et de la domination de l'État, prônent très souvent la taxation du capital ou les augmentations de salaire ou l'application de lois ou le « votez pour nous », ou la *nationalisation* de la production. Mais ne revendiquent pas l'abolition du salariat et de l'État, ni la *socialisation* de la production. D'ailleurs, les anarchistes au fond ne revendiquent pas, mais pratiquent l'action directe: « les libérés ne se donnent pas, elles se prennent », disait Kropotkine.

Quatrième différence, la **démarche théorique**. Les gauches ont une vision idéaliste, y compris lorsqu'elles se disent matérialistes ou dialectiques, de par le déterminisme trop souvent mis en avant dans des analyses au final simplificatrices, même lorsqu'elles se parent de discours complexes. Cet idéalisme conduit à affirmer que la fin prime sur les moyens. L'idéal, aussi fin dans son analyse soit-il, détermine la vision du réel, l'action sur le réel, et tant pis pour celles et ceux qui refusent de rentrer dans ce moule par essence trop étroit pour embrasser la complexité du vécu.

Les gauches ont par ailleurs (et cela va avec, l'idéalisme occidental étant intrinsèquement lié à la vision monothéiste) une vision holiste, aussi bien sociologiquement qu'ontologiquement. En bref, il faudrait saisir l'unité pour comprendre le réel, et construire l'unité et la ligne commune pour émanciper l'humanité.

Les anarchistes ont en revanche une vision pragmatique, partant du vécu. En ce sens, ils et elles ne proposent pas d'idéal, mais l'action

directe et l'affirmation de la diversité, ou plutôt de la multiplicité. La seule « unité » à construire entre les anarchistes est une solidarité d'autonomies, dans une multiplicité pragmatique de l'émancipation sociale. Il ne s'agit pas d'un relativisme ; il s'agit du constat assumé qu'il n'y a pas une vérité valable en tout lieu, et encore moins en tout temps, mais des pratiques plus ou moins adéquates selon l'immense diversité des situations, et que ce sont les premier-e-s concerné-e-s qui sont les plus à même d'y répondre.

Comme tous les tyrans voulant préserver leur pouvoir, l'État et le Capital se préoccupent avant tout de gérer leur contestation. La consécration de l'illusionnisme bourgeois trouve hélas son apogée dans la gauche, ce rempart idéologique ultime des crises du capitalisme, ce mouvoir de toutes les révolutions sociales, cette caution morale des classes un peu instruites du prolétariat. Ces confusions sur la nature du capitalisme, qui ont toujours été un élément tactique fondamental des dominants pour étouffer les vellétés sincères de changement social, sont extrêmement préjudiciables à l'organisation de toutes celles et tous ceux d'entre nous qui sommes dominé-e-s et contraint-e-s de vendre notre force de travail pour survivre. En ces temps de crise, où le capitalisme se restructure et où nous sommes pris.es dans une course de vitesse entre un contrôle plus grand encore sur nos vies, et nos tentatives d'émancipation, il peut paraître paradoxal de *prendre le temps* nécessaire de la réflexion, d'une *critique radicale* du système, c'est-à-dire de ses racines. C'est pourtant essentiel, car les théories sociales se construisent sur les pratiques sociales, qui s'en nourrissent à leur tour.

Les réflexions suivantes porteront ainsi sur les notions de propriété et de droit, souvent insuffisamment creusées par les discours anticapitalistes.

Autour de la question de « propriété »

On voit parfois quelques anarchistes s'attaquer indistinctement à la « propriété » avec un rejet total de la jouissance matérielle, confinant à un certain ascétisme, rappelant certains des discours revendiquant la *décroissance*. La décroissance est un terme intéressant, au sens polémique, pour lutter contre le capital qui ne peut survivre que par sa

croissance, mais ses tenants omettent hélas bien souvent les analyses anticapitalistes, pour donner un tout autre contenu à la notion. Pour vivre heureux, il faudrait ainsi vivre sans jouir des objets, sans s'y s'attacher. Il est vrai que le flot d'images et de consommables peut prêter à l'indigestion, à la désensibilisation, à l'ataraxie. Cette tendance est selon moi une mauvaise interprétation de la critique de la propriété privée, car il n'y a rien de plus légitime que de vouloir s'approprier ce qui nous entoure, tisser des liens émotifs, tisser une expérience avec son environnement et ses voisins, qui nous soit *propre*. Nous avons le droit de vivre et de jouir, et nous avons le droit au bonheur matériel. Tout ce que nous possédons ne nous possède pas forcément, à condition d'envisager autrement la possession. Le fait que bien des léninistes, dont on connaît l'amour tout relatif pour la notion de liberté quand il s'agit de la retirer aux populations soumises à leur diktat, se soient acharnés tous azimuts contre la notion de propriété, devrait pourtant nous mettre la puce à l'oreille.

Si la propriété peut être «le vol», elle peut aussi être «la liberté»: les deux affirmations ont de fait été défendues par Proudhon. Tout dépend en effet de l'*acception* que l'on donne au mot *propriété*, qui recèle en réalité de nombreux sens, fort différents et fort divergents. Un petit travail de clarification s'impose, en particulier contre l'acception bourgeoise de ce mot, dominante – et qualifiée de «*sacrée*» depuis les droits de l'homme riche de 1789.

L'acception la plus courante, diffusée largement par les politiciens, les capitalistes, les juges et les flics, est en effet celle de propriété *privée*, au sens de *privative*. C'est-à-dire qu'elle ne se définit pas tant par la possibilité de jouissance de la personne propriétaire, que par l'*exclusion* de toutes les autres personnes (non-propriétaires) de son usage, et – ce qui est lié – des *décisions* quant à cet usage.

C'est du reste l'acception juridique du terme, qui implique trois caractères de la propriété: le côté *exclusif* (la jouissance du bien n'appartient qu'à une personne, donc à l'exclusion de toutes les autres personnes), le côté *absolu* (cette personne décide *seule* de son usage), et le côté *perpétuel* – la propriété est attachée à l'objet pour toujours, jusqu'à la fin de l'objet... introduisant une vision fétichiste et fermée sur eux-mêmes des biens et ressources de ce monde, vision marchandisant le monde entier avec l'extension du champ du capitalisme et de la propriété privée ces derniers siècles.

À mon sens, c'est bien ce caractère privé, en fait *privatif*, qui pose le véritable problème ; car une fois évacué ce caractère privé, demeure seulement la *possession*, c'est-à-dire le droit de jouir de ce que l'on use déjà réellement – ainsi que le dit le vieil adage « *Possession vaut droit* ».

Il faut introduire là trois aspects classiques de la propriété : l'*usus*, le *fructus* et l'*abusus*. L'*usus*, c'est le droit d'user, de jouir d'un bien – son plat de lentilles, sa maison, son manteau. Quoi de plus légitime ? Le *fructus*, c'est le droit de récolter les fruits renouvelables de son bien – manger les fruits de son verger, par exemple. L'*abusus*, c'est le droit de disposer de son bien comme on l'entend – le louer, le céder, le vendre, le détruire. On constate alors qu'entre l'*usus* et l'*abusus*, on est passé de la possession (au sens de pouvoir jouir de ce dont on éprouve le besoin, et pourquoi pas éprouver un attachement à lui) à la *propriété privée*, au sens de *décider seul* sur un bien. En ce sens, à l'inverse de la conception courante, nous pouvons considérer qu'au fond, un *loyer* ne relève pas tant du *fructus*, que de l'*abusus*. Notons ici que pour Proudhon, un loyer n'est acceptable, pour un logement ou une terre, qu'à la condition d'impliquer la prise progressive de possession dudit bien, et à défaut de sa possession finale (en cas de rupture de contrat avant le rachat total), la prise de part proportionnelle dans la possession de celui-ci.

Ce glissement de l'*usus* à l'*abusus*, qui est bien loin d'être naturel puisque contradictoire (l'*abusus* des uns rendant *impossible* l'*usus* pour tous), s'inscrit dans l'histoire humaine de la domination. Il ne se comprend en effet que si l'on garde à l'esprit qu'on est dans un système social de *domination de l'homme par l'homme*. En société capitaliste, la force de travail humaine est en effet considérée comme un *bien comme les autres*, que l'on peut acheter (pour les capitalistes), et que l'on peut (ou plutôt que l'on est *contraint* de) vendre (en ce qui concerne les « *prolétaires* », c'est-à-dire celles et ceux qui n'ont pour toute ressource que la vente de leur force de travail). L'*abusus*, caractéristique fondamentale de la domination, est indissociable de l'histoire de l'asservissement contraint de l'homme par l'homme, qu'elle prenne la forme antique de l'esclavage, la forme médiévale du servage ou la forme moderne du salariat. Cet aspect est très important, car il rejoint l'exclusivité et la privation quant aux décisions, qui caractérisent la « propriété » telle qu'elle est entendue aujourd'hui.

Les anarchistes sont au contraire pour la possession, c'est-à-dire contre l'aspect *privatif* de la propriété, sans lequel ne demeure justement *que* la possession. Ils s'inscrivent en cela dans une conception réappropriatrice de la liberté, qui n'est pas celle d'une exclusion réciproque (chacun-e n'étant cantonné-e qu'à ce dont il/elle est propriétaire, c'est-à-dire privé-e de liberté réelle car réciproquement interdit-e de jouir des biens des autres), mais celle d'une conception dynamique de la liberté, c'est-à-dire *mutuelle*. Si quelqu'un possède quelque chose, et c'est son droit à notre sens s'il en jouit, il peut aussi en faire profiter ses voisins (le surplus d'une récolte, un vélo lorsqu'il est au garage, un ordinateur lorsqu'il est éteint, une production artistique, etc.), qui eux-mêmes, étant rendus plus libres, peuvent eux aussi mieux faire partager leurs propres ressources, ainsi que les fruits de leur activité et de leur créativité. La possession est une conception sociale de l'appropriation humaine des ressources et des biens. La prise sociale de possession jette aux orties les concepts bourgeois, pipés, de « propriété privée » et de « vol ». Les seuls vrais voleurs sont ceux qui n'acceptent pas d'être « volés » à leur tour, ce sont ceux qui font trimer les autres à leur place, qui leur volent au quotidien temps, vie et activité, qui veulent contenir, par la force de la contrainte violente, celles et ceux qu'ils ont déposés hors de l'espace de ce qu'ils se sont illégitimement, c'est-à-dire exclusivement, accaparé. Propriété si manifestement peu « légitime » (cet adjectif suggérant un accord social), qu'elle se cantonne aujourd'hui derrière des enclos, des cadenas, des titres notariés, des flics, des armées, transformant le monde en espace fragmentaire, carcéral.

La conception anarchiste de la liberté, se traduisant en termes de *prise de possession*, échappe ainsi tant à la propriété privée qu'à la propriété étatique (si chère aux léninistes), qui toutes deux consistent en une confiscation des ressources comme des décisions par une minorité d'individus (actionnaires dans un cas, technocrates gouvernementaux dans l'autre), en un *empêchement contraint de prise de possession*.

Le caractère fondamental du capitalisme ne réside donc pas tant dans la « propriété » – terme pour le moins complexe et confus signifiant nombre d'aspects contradictoires – que dans la *privation*, c'est-à-dire la *dépossession*.

Nous ne voulons pas rejeter la possession : bien au contraire, nous voulons tout posséder. Nous voulons nous réapproprier ce monde,

pour en jouir librement, et ce ne sera pas les un-e-s contre les autres, mais les un-e-s avec les autres, dans le cadre d'une conception *dynamique et mutuelle* de la liberté, et non une conception exclusive. Ma liberté ne s'arrête pas là ou commence celle des autres.

Cette conception de la liberté et de la propriété au sens de *prise de possession*, implique une conception nouvelle du *politique*, c'est-à-dire de nos relations sociales. La responsabilité bien sûr, au sens où l'appropriation ne peut être obtenue que par la lutte des dépossédé-e-s, sans rien attendre de ceux qui les privent. Ce qui suppose fondamentalement *l'autonomie* de chaque individu et groupe social. Mais cette autonomie ne reproduit que la guerre si ces entités sociales sont étanches, ce qui suppose une coordination libre de ces entités, au sein de laquelle elles préservent leur liberté, tout en adoptant une conception dynamique et mutuelle de la jouissance des biens de ce monde. C'est le principe de *subsidiarité* dans les prises de décisions qui garantit à la fois la liberté et la coordination : les entités individuelles ou collectives décident et gèrent *prioritairement* tout ce qu'elles souhaitent et peuvent gérer, ne reportant sur une circonférence plus large de la coordination sociale que ce qu'elles ne peuvent pas gérer en propre. C'est enfin l'adéquation ou la péréquation dans la répartition des ressources, permises par la liberté et la subsidiarité, qui rendent l'égalité réelle possible. Ce qui suppose, pour les instances de coordination assurant l'égalité réelle aux ressources, des mandats clairs, impératifs, et la révocabilité des mandaté-e-s.

Ces principes ne sont pas ceux de la démocratie (même directe), atomisant les individus en entités étanches votantes sous une autorité *pseudo-commune*, une représentation illusoire, une *représentativité décisionnelle* stérilisant toute autonomie ainsi que toute dynamique collective.

Ces principes sont ceux du fédéralisme libertaire.

Du droit et des droits

S'il fallait résumer le rôle de la gauche, ce serait peut-être par sa stratégie perdante consistant à réclamer des droits à des ennemis qui prétendent en être les garants, et consistant à les implorer de se les appliquer

à eux-mêmes. Comme si ceux-ci pouvaient abolir d'eux-mêmes leur emprise sur nous. Comme s'ils pouvaient ne pas profiter de ces revendications pour accroître leur pseudo-légitimité.

En société étatiste, c'est-à-dire d'organisation sociale sous le dénominateur commun d'une domination politique, économique et sociale de certaines personnes sur d'autres, le droit n'est qu'une mascarade. Le droit écrit, apparu en même temps que la volonté des États de fixer leur domination dans un marbre sacré, s'est construit de fait au gré de rapports de force. L'ambiguïté du droit des dominants, avec un volet répressif d'une part et un volet « social » d'autre part, ne reflète pas du tout une « neutralité » de l'État. À notre sens le droit étatique, pas plus que l'État, ne peut être considéré comme un outil neutre.

Si l'ensemble des composantes du mouvement social réprouve (quoiqu'il y ait hélas des exceptions) le côté répressif du droit bourgeois, au sens où celui-ci sanctifie la propriété privée d'une part et la domination d'autre part, et si le même mouvement social considère aussi généralement que les droits sociaux ne sont obtenus, et n'ont jamais été obtenus, que par un rapport de force, la façon d'envisager tactiquement ces droits sociaux diverge néanmoins radicalement. Notamment entre les tenant-e-s de la « transition », s'inspirant des traditions centralistes de la social-démocratie ou du léninisme, et les anti-autoritaires, s'inspirant de la tradition anarchiste ou libertaire, fédéraliste.

Les droits dits « sociaux » n'ont jamais été conquis que par les luttes, c'est un fait. Un État ne décrète de tels droits, débordant de ses prérogatives régaliennes traditionnelles qui sont sa véritable nature (domination armée, judiciaire, fiscale), que s'il est placé *malgré lui* en situation de devoir faire des concessions, lorsqu'il sent que les fondements mêmes de sa domination vacillent. Que le rapport de force faiblisse, voire s'inverse, et ces droits ne seront pas ou plus appliqués ; ils seront même parfois purement et simplement supprimés.

Nous constatons ainsi que l'État outrepassé quotidiennement son propre droit en termes de répression, mais rechigne en permanence à appliquer les droits sociaux (le droit au logement, par exemple). Les attaques régulières de l'État, ces dernières décennies, contre les « droits sociaux » et les « services publics » s'inscrivent dans ce rapport de force. Que ce rapport de force ait tourné à la faveur des dominants et des

exploiteurs n'est d'ailleurs pas sans rapport, à mon sens, avec l'accaparement du champ des luttes sociales par une certaine gauche « citoyenne », avec son cortège d'illusions mortelles pour le mouvement social.

On pourrait m'objecter que l'État met encore tout de même en œuvre des droits sociaux bien réels, aidant de fait nombre d'exploité-e-s / dominé-e-s à survivre. C'est un fait indéniable, mais ce qu'il me paraît intéressant de relever ici, c'est justement ce caractère de survie, et non de vie épanouie. Si droit de grève, RSA, planning familial (pour exemple) permettent en effet de rendre la vie moins dure à des millions de gens, ce n'est que pour les maintenir en vie dans l'objectif de continuer à les soumettre, en monopolisant la gestion de ces droits.

Il est en effet intéressant de noter que ces droits sociaux préexistent dans les faits. Avant même d'obtenir le « droit » de faire grève, les associations ouvrières occupaient les usines et manifestaient en force, et les manches des drapeaux ne battaient pas que du vent. Avant même l'instauration par l'État de la Sécurité sociale (avec le soutien du PCF stalinien), les syndicats avaient leurs propres caisses de solidarité autonomes pour les grèves, les retraites, les maladies, le chômage, au point qu'au début du xx^e siècle, la CGT rejetait la velléité de l'État d'en accaparer la gestion. La Sécurité sociale de l'après-Deuxième Guerre mondiale a depuis occulté cette réalité historique. Les plannings familiaux ou le droit à l'avortement s'inscrivent eux aussi dans la velléité de l'État de monopoliser la gestion de pratiques qui étaient auparavant nées et organisées au sein de collectifs féministes autonomes de lutte. Le « droit de vote », de type représentatif et historiquement défendu par la gauche bourgeoise, s'est inscrit très tôt dans la volonté de briser les fonctionnements égalitaires des mouvances révolutionnaires, qui pratiquaient plutôt le mandat impératif, et où les mandaté-e-s, révocables, devaient rendre compte à leurs mandataires. Et ainsi de suite...

Comme l'indique l'allégorie de la justice, le droit est en fait indissociable pour l'État d'une sorte d'épée symbolique, inspirant crainte et respect ; mais à un seul tranchant, celui forgé pour tailler dans les opprimé-e-s. L'autre tranchant, celui des responsabilités sociales de l'État sensées garantir les opprimé-e-s contre leurs oppresseurs, est toujours assez émoussé pour être rendu inoffensif. Cette évidence historique est toujours actuelle, il suffit pour s'en convaincre de voir l'impu-

nité avec laquelle les puissants échappent à la « justice » qu'ils imposent aux pauvres.

Cette arme du droit, de la « légitimité » de l'État (sans laquelle il ne pourrait se maintenir à long terme, en n'exerçant qu'une simple force brutale de coercition), continue néanmoins d'exercer un véritable mirage chez nombre de militant-e-s de partis politiques, de syndicats et d'associations. Dans ce système généralisé de la dépossession politique, économique et sociale, le droit sert surtout à maintenir l'illusion d'un État comme lieu « neutre » de « médiation » universelle, de « dialogue social ». C'est cette illusion de droit qui confère aujourd'hui encore à l'État sa légitimité auprès d'un grand nombre d'exploité-e-s et de dominé-e-s, qui se soumettent régulièrement au rituel du vote, croyant qu'il pourrait ressortir des urnes autre chose que la ratification de l'injustice actuelle. Ratifier et légitimer l'injustice systémique, voilà le fondement du système judiciaire.

Pour nous libertaires, les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. Il n'y a rien à attendre de l'État dans des négociations, sinon tactiquement, dans la perspective résolue de gagner en force contre sa domination pour le faire disparaître. En appeler à l'illusion de sa bienveillance et à son arbitrage, à moins de le faire tactiquement, c'est retourner cette dynamique contre nous-mêmes. Nous ne sommes pas contre le fait de procéder par étapes, mais si étapes il y a, c'est dans le but précis d'une abolition de la domination, qui définit par ailleurs la nature et la forme même de ces étapes.

La conception libertaire de la liberté n'est pas celle du citoyennisme des droits de l'homme riche. Ma liberté ne finit pas là où commence celle des autres, c'est au contraire là qu'elle commence. Dans le cadre d'une société libertaire, c'est-à-dire débarrassée de la dépossession sociale, économique et politique, débarrassée de rapports sociaux de domination et d'exploitation, et où primerait autonomie, entraide et possession sociale des moyens de production, plus mon voisin et moi-même serions libres de créer, d'inventer, d'agir et de nous organiser comme nous l'entendrions, plus lui et moi aurions accès aux fruits de l'activité sociale ; plus lui et moi serions libres.

Cette proposition, que nos détracteurs qualifient souvent d'utopiste, n'est pas un rêve décliné au futur, dans un horizon sans cesse repoussé aux lendemains qui chantent. Nous l'expérimentons au quotidien, dans

nos luttes, dans nos alternatives en actes, dans nos organisations formelles ou informelles. C'est cette « utopie », en luttes et en actes, qui permet d'ailleurs aujourd'hui à nos détracteurs de bénéficier des maigres droits qu'ils chérissent, concédés à regret par le pouvoir. C'est cette « utopie » qui surgit partout où des gens se rencontrent et s'organisent sans chefs, pour cultiver des terres, créer des réseaux d'échanges de ressources et de savoirs, vivre plus heureux ici et maintenant. Cette « utopie » est celle de la maturité humaine. Pour nous libertaires, l'utopie délirante est celle qui consiste à croire que nous pourrions bénéficier de libertés sans avoir à les susciter, et à lutter pour les défendre. Que nous pourrions continuer indéfiniment à vivre dans ce système de destruction sociale et écologique qu'est le capitalisme, sans être menacé-e-s à plus ou moins long terme d'extinction de l'humanité et de la planète.

Dès lors, notre droit ne se définit pas par la répression, qui n'est garante que des monopoles économiques, sociaux et politiques qui privent tout le monde des décisions et d'un accès aux ressources. Le droit se comprend selon nous, si tant est qu'on éprouve encore le besoin de parler de « droit », en contractualités libres, en repères permettant à chacune et chacun de vivre mieux, au sens où ces repères permettent de mieux nous organiser dans nos activités. Nulle sacralisation du droit, du principe idéologique primant sur nos besoins réels. Dans le cadre d'un tel « droit », partant du réel et de nos vécus, il est à tout instant possible de redéfinir ensemble ces règles en fonction des données réelles de nos situations respectives et collectives. La règle n'est pas ce qui interdit et limite, la règle est pour nous, lorsqu'elle est jugée nécessaire, ce qui nous permet de nous régler les un-e-s sur les autres, pour démultiplier nos potentialités respectives et collectives. Voici l'un des fondements du fédéralisme libertaire.

Assez donc, de revendiquer des droits auprès des ennemis de notre liberté. Nous ne voulons pas de faux contrats, léonins, dissimulant des inégalités de fait, et légitimant notre soumission. Nos contractualités doivent au contraire nous permettre à tou-te-s de nous épanouir, dans nos diversités, et même nos divergences.

Les droits sont nôtres, ou ne sont pas.

Accumulations

«Et couper c'est ton boulot, il faut couper les roseaux, d'où le sucre coule à flot, coupe, coupe, brother.» Vanessa Paradis

S'il est bien une pseudo-vérité à démasquer, c'est celle consistant à prétendre que la source du capital proviendrait du labeur passé de générations de travailleurs courageux, ayant épargné et fait fructifier le fruit de leurs efforts. Si le capital provient bien du travail passé, ce n'est pas de celui des capitalistes, mais de populations entières, vouées au travail forcé, à la misère et à la mort. Le capitalisme est né de plusieurs vagues violentes «d'accumulations primitives», et se perpétue à chaque restructuration par de nouvelles vagues d'accumulations primitives. Il est lui-même accumulation primitive permanente au sens où le capital, quand il rémunère la force de travail présente, a pour source l'extorsion contrainte de la force de travail passée. La fin d'un cycle de production, lorsque le capital revient à lui-même augmenté de la plus-value, marque le début d'un nouveau cycle d'accumulation. Avant de développer sur ces origines du capitalisme, allons plus loin encore dans le temps pour évoquer la question de l'argent et de la valeur elle-même. Histoire de rappeler que la monnaie n'est pas un fait éternel, qu'elle s'inscrit dans l'histoire de la domination sociale.

L'argent et la dette

L'argent et la dette ont évidemment préexisté au capitalisme. Néanmoins, ils jouent dans celui-ci un rôle central et fondamental dans la valorisation du capital. La monnaie est à la fois l'étalon universel du Capital, et sa manifestation. Elle est le pilier de l'imaginaire du pouvoir social, du mythe de «liberté» bourgeoise. Elle attribue une valeur à toute chose et à tout être, qu'elle atomise en particules marchandes s'échangeant au marché du néant. Évoquons à présent les origines historiques, fort intéressantes, de la monnaie et de la dette.

La monnaie a d'abord été utilisée par les sociétés, sans doute même avant de servir de valeur d'échange, comme *signe*. Signe sacré de prestige, de pouvoir symbolique, de puissance sociale ; à l'occasion de cérémonies d'intronisation de chefs, de dépenses somptuaires, de dettes aux dieux, de rituels magiques implorant le pardon de la communauté pour une faute commise, etc. Que la valeur de médiation universelle se soit matérialisée sous la forme de coquillages, de plumes d'oiseaux rares ou de pièces d'or n'a guère d'importance. Ce qu'il est intéressant de noter ici, c'est combien l'adoption d'une notion même de valeur universelle, matérialisée sous la forme d'une monnaie, est liée au sacré, à la religion. Cet aspect de *foi* religieuse se traduit d'ailleurs dans le vocabulaire financier (crédit, fiduciaire). On fait encore brûler des billets de banque symboliques sur des autels, pour obtenir les faveurs des dieux ou de bouddha.

La qualification de « fétichisme » de la valeur universelle d'échange est une heureuse trouvaille lexicale de Marx, sur le poids réel de la valeur. Aujourd'hui la valeur monétaire, devenue le truchement universel des rapports sociaux, semble avoir acquis une existence propre, autonome, indépendante, bien qu'elle ne puisse survivre que par sa circulation dans les circuits bien réels de la production et de la domination économiques, aussi traversés par des rapports de force. La monnaie est indissociable de sa fonction de pouvoir, à la fois symbolique et réel.

Quant à l'utilisation plus massive de la monnaie métallique, elle n'apparaît pas avec l'émergence des premiers grands échanges internationaux : les Phéniciens, grands navigateurs, marchands et bâtisseurs de comptoirs dans la Méditerranée antique, l'emploient à l'origine peu, voire pas, lui préférant le troc. C'est l'intégration de la Phénicie dans l'Empire perse qui lui imposera son usage. La monnaie apparaît surtout avec l'emploi de mercenaires ou de soldats par les États, c'est-à-dire de forces armées, notamment en Mésopotamie. Les premières monnaies d'État dans la zone occidentale, en Lydie ou à Carthage, sont ainsi employées pour permettre aux individus armés qui servent ces États de transporter facilement une marchandise pouvant être échangée contre les biens nécessaires à leurs besoins de subsistance. Les habitants ou les vaincus sont invariablement sommés d'accepter ce moyen de paiement, sous la menace de répressions exemplaires.

Il s'agit là de rechercher une marchandise assez rare et compacte pour pouvoir être facilement transportée par des individus à pieds, déjà bien chargés par leur packaging ; rôle que l'or ou l'argent, rares car difficiles à produire, remplissent à merveille. La monnaie en circulation augmente ainsi lors des grandes campagnes militaires. Les campagnes militaires elles-mêmes nourrissent le système de la monnaie, car les esclaves issus des razzias sont employés dans les mines d'or et d'argent, travail mortel à plus ou moins court terme. Dans l'antiquité athénienne, au sud de l'Attique, les mines du Laurion sont creusées au rythme de l'arrivée d'esclaves capturés lors de guerres contre d'autres cités. Le développement massif de la monnaie comme moyen d'échange est donc historiquement indissociable de ruptures historiques, celles de prédati- ons brutales sous le signe de la violence des premières cités-États.

Il est notable de constater que le cours de la monnaie n'a pas été un long fleuve tranquille. Son utilisation a pu régresser, au point de se tarir presque complètement. Elle est ainsi relativement peu utilisée dans le Moyen Âge occidental, pendant des périodes parfois assez longues. Dans le cadre d'une économie agraire et locale, les impôts sont en effet ponctionnés «en nature», sur les récoltes. Ce sont les nobles locaux qui favorisent la concentration des échanges au pied de leurs châteaux, dans des marchés et des foires, en même temps qu'ils se mettent à battre monnaie. La monnaie leur permet d'imposer plus facilement taxes, péages et octrois sur les flux de marchandises, rassemblés sous la surveillance vigilante de forces armées. En dehors des périodes de guerre, les souverains politiques développent donc la monnaie non dans le but de *faciliter* les échanges de biens, mais de les *exploiter*, les vampiriser. Le déclin notoire des foires de Champagne en France démontre assez bien cet aspect. Les marchands italiens et flamands, qui s'y retrouvaient en suivant la route géographique la plus aisée, cessent progressivement d'y recourir, au vu des impôts exorbitants jalonnant son parcours. Les riches cités médié- vales de Champagne, telle que Provins, ne sont plus aujourd'hui que des communes désertes, du fait de la rapacité historique des seigneurs de France. La route des Alpes et de la vallée du Rhin, moins logique géogra- phiquement, est peu à peu préférée par les marchands médiévaux, du fait des facilités accordées par des potentats locaux moins gourmands, et où l'État centralisateur est moins influent. Elle dessine aujourd'hui la fameuse « dorsale européenne », cœur économique de l'Europe.

Nous constatons donc ici que la monnaie est indissociable d'une volonté étatique de médiatiser les échanges spontanés de biens, pour les canaliser à son profit. Cette exigence du pouvoir imprime aux échanges de nouvelles nécessités, transformant sensiblement leur nature. Offices de change, lettres de change et banques prospèrent dans l'ombre des milices armées des seigneurs. Bien souvent, dès les origines antiques de la monnaie, les temples se chargent de collecter et de stocker les biens, et de gérer l'échange monétaire : l'institution religieuse est indissociable de l'institution étatique.

Quant à la dette, souvent alternative à la circulation de monnaie, elle est indissociable de l'émergence de la valeur d'échange comme matérialisation écrite d'une sujétion et d'un devoir de payer, c'est-à-dire de travailler pour le dominant. La dette apparaît elle aussi avec les conquêtes militaires et les premiers États. Il s'agit généralement, en échange de la vie laissée sauve aux vaincus, de les faire passer sous le joug de l'esclavage ou d'exiger d'eux un tribut. Ce qui revient peu ou prou à la même chose, l'esclavage intervenant surtout lorsque les populations ne parviennent plus à payer l'impôt ou le tribut. La dette est si indissociable de l'esclavage que, dans l'Antiquité, il est courant lorsque l'on est surendetté, de se voir tomber en esclavage, ou inversement, de sortir de l'esclavage quand on parvient à racheter sa liberté. La « dette », qui structure aujourd'hui le système économique, est l'une des meilleures illustrations de la fausseté et de l'injustice des « échanges » capitalistes, qui sont tout sauf un « libre marché ».

David Graeber parle d'alternance entre monnaie-métal et monnaie-dette, et relève que les époques de monnaie-dette sont caractérisées par une relative paix sociale, tandis que les époques d'utilisation massive de monnaie métallique se caractérisent par l'instabilité politique et la guerre. Notons que ces systèmes de circulation de valeur d'échange supposent un pouvoir d'État. Ces formes alternatives de la valeur d'échange varient simplement selon la stabilité de cette domination étatique, qui dépend aussi bien de la concurrence avec d'autres États, que du degré de conflictualité sociale.

Il y a néanmoins une grande différence entre le capitalisme et les formes précédentes de domination sociale. Dans l'Antiquité comme au Moyen Âge, quand les dettes devenaient trop massives avec le temps, qu'elles en venaient ainsi à concerner une majorité écrasante des popu-

lations, elles étaient purement et simplement effacées par les souverains. En effet, de trop grandes dettes avaient pour conséquence un certain degré de désordre social. Nombre de gens, fuyant la menace d'être réduits en esclavage, se faisaient brigands et maraudeurs. À faible intensité, le désordre permet au pouvoir de justifier son emprise militaire sur les populations, de légitimer son interventionnisme tous azimuts. L'histoire, de même que les actualités, nous montrent assez combien le désordre peut être entretenu, voire suscité par les États. Mais à un certain niveau, il devient ingérable, et donc préjudiciable et dangereux pour la stabilité du pouvoir. Les seigneurs effaçaient ainsi régulièrement la dette lorsqu'ils commençaient à devenir inquiets de l'hémorragie de force de travail à leurs services. Ainsi que du coût pour eux, aussi bien en termes économiques qu'en termes de crédibilité, des troubles suscités par des bandes de pillards de plus en plus nombreux et organisés, souvent issus de troupes militaires démobilisées à la suite d'une guerre. Graeber évoque l'origine du premier mot connu exprimant la «liberté»: «amarga» signifie en sumérien «retour à la mère», lorsque les enfants exilés, une fois leur dette remise, pouvaient revenir au foyer. Le pouvoir politique s'attachait donc, en vue d'éviter des troubles ingérables, à protéger aussi bien à court terme les créanciers (dont il constitue l'aboutissement), qu'à long terme la masse des débiteurs devenus insolvable.

Le capitalisme, au contraire, cherche les moyens de faire s'accroître indéfiniment la dette, de réduire l'humanité tout entière à un esclavage salarial pérenne. Son règne est encore trop court (et nous souhaitons qu'il le sera) pour que nous puissions savoir s'il se résoudra finalement à effacer les dettes qu'il a imposées aux populations. Ce point constitue une véritable gageure actuellement pour les États, et il est régulièrement en débat au sein de l'Union européenne. Les États européens seraient bien tentés d'effacer une bonne partie des dettes de certains pays du Sud mis sous coupe réglée, tant cela stérilise leur productivité et donc la pérennité des profits sur le long terme... mais ils ne peuvent le faire sans menacer la notion de valeur elle-même.

Du féodalisme à l'État moderne : l'accumulation primitive

Venons-en à présent aux origines historiques du capitalisme proprement dit. Le capitalisme s'est développé avec la révolution industrielle. La domination politique, c'est-à-dire le monopole des décisions lié au pouvoir de contrainte pour les imposer, qui suppose l'exploitation économique des classes dominantes sur les classes dominées, ne repose plus comme au Moyen Âge sur la seule force de l'épée, légitimée par un droit divin et des titres de noblesse.

Elle repose désormais sur l'accumulation du capital, légitimée par la sacro-sainte « liberté » de « propriété » des droits de l'homme, cette pseudo-liberté devant s'entendre par « libre » commerce et « libre » vente de la force de travail à un patron. Ce changement de paradigme dans l'imaginaire diffusé par les classes dominantes a renversé la légitimation ancienne des exactions de la noblesse, à savoir l'imaginaire religieux, pour lui substituer la légitimation moderne des exactions de la bourgeoisie, reposant sur un imaginaire de « liberté ». Pour nous les dominé-e-s, cette pseudo-liberté ne se résume de toute évidence qu'au choix de la façon d'abdiquer notre liberté réelle, en nous vendant, en consommant, en *consumant* nous-mêmes nos forces.

Si l'argent était un paramètre du pouvoir de la noblesse, il n'en était qu'une *manifestation* : la noblesse manifestait son pouvoir par sa capacité à *dépenser*, lors de banquets et de festivités fort coûteuses, dont le but consistait aussi à diffuser le modèle d'une chevalerie héroïque, à travers tournois et joutes d'une brutalité féroce. La force était au centre des valeurs chevaleresques, l'argent ne servant qu'à financer la pratique de la guerre. Au point qu'à l'époque moderne, la noblesse issue du Moyen Âge se nommait elle-même « noblesse d'épée », face à cette partie de la bourgeoisie récemment anoblie, qualifiée par elle de « noblesse de robe ». La noblesse traditionnelle, qui adulait la violence armée, méprisait aussi bien l'épargne que le travail manuel. L'essentiel de son pouvoir provenait de la crainte des populations d'être brutalisées, torturées et tuées.

Ce règne de la peur s'illustre aussi dans la crainte des tourments infernaux, diffusée dans les populations par les prêtres acoquinés aux seigneurs féodaux. Les tortures de l'enfer sont censées châtier la désobéissance à Dieu, c'est-à-dire aux nobles que ce fameux Dieu aurait

placés au-dessus des populations. Cette menace de l'enfer aussi bien que de la répression brutale, qui s'exprimait déjà sur les bas-reliefs des églises romanes, a trouvé son paroxysme dans la théorie du droit divin. Au contraire, la montée de la bourgeoisie urbaine donnera lieu à d'autres modèles esthétiques, dans la construction de cathédrales gothiques manifestant l'indépendance des villes par rapport au pouvoir des seigneurs. Notons que pour ces cathédrales, les représentations démoniaques s'expriment désormais à *l'extérieur* de l'édifice, à travers les gargouilles. Elles ne sont plus destinées à frapper l'imaginaire des personnes pénétrant dans le lieu de culte, mais sont au contraire dardées vers l'extérieur, contre toute prétention à menacer l'autonomie de la ville. L'expression artistique est elle aussi traversée par l'histoire des rapports de force.

La bourgeoisie moderne s'est constituée sur un réseau organisé de marchands et de banquiers, souvent issus de lignées d'artisans des bourgs et des villes franches. Elle se distingue donc complètement, par ses valeurs d'épargne et de travail, mais aussi par sa remise en cause des dogmes ecclésiastiques du catholicisme (notamment l'interdit religieux frappant l'usure), de la noblesse traditionnelle qui fondait par ailleurs son pouvoir matériel sur une économie rurale, essentiellement agricole. Qu'est-ce qui a permis à la bourgeoisie d'accumuler assez d'argent pour remettre en cause le pouvoir de la noblesse ? S'agit-il de seules évolutions matérielles ou techniques, comme le prétendent les marxistes dits « orthodoxes » et, si oui, pourquoi a-t-il fallu attendre des siècles pour qu'apparaisse le capitalisme moderne ? Là encore, la réponse se trouve en réalité dans les choix *politiques* des souverains des États d'Europe occidentale, États qui se sont véritablement constitués à l'époque moderne.

Ce sont en effet, paradoxalement, les options militaires des souverains d'Europe (les rois et empereurs à la tête des pyramides féodales), d'origine noble, qui ont favorisé la bourgeoisie de façon décisive. À la fin du Moyen Âge et durant toute l'époque moderne, les souverains bâtissent ce que les historiens appellent aujourd'hui les « États modernes ». Auparavant, ces souverains n'étaient que des nobliaux locaux, rois seulement de nom, peinant à se faire respecter de leurs vassaux et n'ayant concrètement aucun pouvoir sur les moyens de production de ces vassaux, les terres agricoles. Sans parler du pouvoir de l'Église,

alliée de la noblesse et concurrente du pouvoir royal : une abbaye comme celle de Saint-Germain-des-Prés possédait des millions d'hectares dans toute la France. Pour accroître leur pouvoir temporel, ces souverains fantoches doivent mettre à genoux leur noblesse et plier l'Église à leur bon vouloir. D'où des luttes formidables entre les rois et leurs vassaux, s'exprimant régulièrement au sein des parlements, où l'opposition nobiliaire aux décisions royales est récurrente. D'où aussi les tentatives de rapprochement avec l'Église au détriment des vassaux, inspirant le nom même de la plus grande dynastie des rois de France. Le premier capétien, Hugues dit *Capet*, devait son nom à la cape d'abbé laïc de la collégiale de Saint-Martin de Tours. Politiquement faible, il renoua avec les évêques.

Les souverains choisissent donc d'accroître leur pouvoir temporel et pour cela, il faut être capable de faire la guerre. Il faut donc s'enrichir. Dans des proportions bien plus considérables que les potentats locaux, car le roi est censé être au sommet de la pyramide féodale ; s'il veut être souverain au-delà d'un simple aspect symbolique, il doit pouvoir accumuler assez d'argent pour lever une grande armée, y compris contre ses propres vassaux. Or au Moyen Âge, l'argent ne provient principalement que de l'économie rurale, sur laquelle les souverains n'ont pas de mainmise réelle. Les emprunts à divers banquiers d'Europe ne peuvent conduire qu'à des banqueroutes successives, si les souverains ne rentabilisent pas leurs guerres. Il s'agit donc de conquérir de nouvelles terres ; sur leurs nobles récalcitrants d'abord, sur celles des souverains voisins ensuite.

L'époque moderne marque la fin de ce long processus de centralisation, de mise au pas de régions relativement autonomes, notamment en France ou en Espagne. Elle est ainsi marquée par des guerres atroces, alignant sur les champs de bataille des forces considérables rappelant celles des empires de l'Antiquité. Elles n'ont plus rien à voir avec les bagarres anecdotiques du Moyen-Age, alignant quelques dizaines hommes d'armes à cheval, au pire quelques centaines, entourées de leur piétaille de fantassins d'origine paysanne souvent inexpérimentés. Au Moyen Âge, il ne s'agissait pas tant de tuer, que de capturer l'ennemi pour exiger une rançon de sa famille. Cette conflictualité est quasiment un mode de vie, un jeu de guerre permanent et souvent codifié entre voisins, que l'on pourrait presque qualifier de sociabilité, rappe-

lant d'autres sociétés dites « primitives ». Il ne s'agit pas là de faire l'apologie d'une organisation sociale dont les populations souffraient réellement, mais de montrer que la guerre moderne change complètement de perspective. Les guerres modernes ont pour but la suprématie et l'écrasement total de l'adversaire. Elles suscitent ainsi des pertes humaines considérables, y compris parmi la noblesse : la guerre de Cent Ans, puis les guerres dites de religion, marqueront un tournant décisif du Moyen Âge occidental, avec la banalisation croissante du massacre des chevaliers et des populations du camp adverse, ce qui aurait été considéré comme absurde quelques siècles auparavant. Les guerres deviennent de véritables boucheries, sans parler des famines et des maladies qu'elles entraînent dans leur sillage. Pour faire la guerre et maintenir sous leur contrôle des territoires parfois éloignés et éparpillés (comme c'est le cas de l'empire espagnol, allant des Pays-Bas à l'Italie), ces souverains ont besoin de toujours plus d'argent, car les guerres nécessitent d'entretenir des soldats nombreux, en pièces sonnantes et trébuchantes.

Or l'argent transite essentiellement par les seigneurs locaux, laïcs ou ecclésiastiques, qui perçoivent l'impôt sur les récoltes et frappent leur propre monnaie. Et par les marchands italiens, qui profitent du monopole de l'Empire turc ottoman sur le passage des denrées d'Orient (induisant une grande cherté des prix, dont l'État turc fait aussi grand profit) pour créer des banques et prêter aux souverains d'Europe. Les souverains d'Europe, régulièrement en banqueroute, s'ils disposent d'un accès à la mer, vont peu à peu se résoudre au financement des projets farfelus de navigateurs tels que Christophe Colomb, pour contourner l'obstacle du verrou ottoman et ainsi accéder aux richesses des Indes sans leur truchement. Avec la découverte de l'Amérique, leur projet évolue : il s'agira désormais de mener une colonisation agressive, avec des troupes de mercenaires stipendiés, pour faire entrer l'or à flots dans leurs caisses centrales. Cette colonisation se justifie par le fait que les Indiens auraient des pratiques païennes selon l'Église catholique. Ce souci sempiternel de l'État de légitimer ses exactions se traduit bien dans le discours de l'empereur Charles Quint, qui propose le débat théologique de la Controverse de Valladolid avec cette déclaration : *« les conquêtes dans le Nouveau Monde [doivent se faire] avec justice et en sécurité de conscience »*. Cette colonisation se traduira par le génocide amérindien.

Les souverains des États d'Europe occidentale vont prendre le contrôle crucial des grands ports atlantiques, qu'ils contribuent d'ailleurs bien souvent eux-mêmes à développer, pour accroître le commerce dit triangulaire. C'est ce lucratif commerce d'êtres humains qui va donner un souffle décisif à la bourgeoisie européenne. C'est d'ailleurs dans les colonies américaines que les premières industries et machines modernes vont se développer. Au prix de l'esclavage et de la déportation de millions d'Africain-e-s dans le Nouveau Monde. Selon Miller, entre la prise d'êtres humains en Afrique, leur transport et leur mise en baraquements sur la côte, entre 45 % et 50 % des Africain-e-s capturés meurent. Le voyage transatlantique en lui-même, dans des conditions épouvantables, coûtait la vie à encore 13 % environ d'entre elles et eux, avec de fortes variations. Sur place, la mortalité annuelle des esclaves dans les plantations était forte. Cette source massive de bénéfices débouche sur une formidable accumulation de capital, accaparée par les États d'une part (qui le dépensent sans compter dans des guerres ruineuses), et la bourgeoisie d'autre part, qui va, quant à elle, investir ce capital rougi du sang de 112 millions de victimes, selon Inikory, en développant l'industrie moderne.

Parler de génocide peut paraître approprié, vu l'ampleur de l'horreur de la traite négrière. Mais ce terme éluderait le fait que les marchands d'esclaves ne tiennent pas à exterminer toute une population : cette population déportée est considérée comme une marchandise, il convient donc pour les esclavagistes qu'il y ait des survivant-e-s, de réduire la casse pour leurs « marchandises ». Du reste, il n'est nul besoin de parler de « génocide » pour disqualifier un fait historique atroce. Si le capitalisme est responsable de centaines de millions de morts, c'est dans l'optique d'exploiter, non de détruire. C'est cette exploitation durable qui le rend paradoxalement plus destructeur encore. Les fascismes génocidaires ne furent qu'un avatar historique passager de ce capitalisme. Si les fascismes ont émergé avec l'aide décisive de grands groupes industriels jugeant qu'une phase autoritaire brutale pouvait relancer leurs profits, ils ont disparu non parce qu'ils constituaient une aberration éthique, mais parce qu'ils n'étaient plus rentables. De même que l'esclavage négrier n'a pas disparu du fait d'une culpabilité soudaine des États occidentaux, mais lorsqu'il est devenu pour eux manifeste que cet esclavage fournissait moins de productivité, et donc de

profit, que la forme nouvelle d'exploitation que constituait le salariat, alors en pleine émergence.

La bourgeoisie a profité des mutations politiques et économiques qui ont vu l'émergence d'un marché européen, dopé par la découverte du Nouveau Monde, pour les échanges de biens issus du secteur secondaire (industrie, transformation des matières premières). L'origine historique de cette accumulation « primitive » du capital, ce capital qui étend aujourd'hui son emprise sur le monde entier, réside donc dans des guerres, des génocides et un esclavage de masse d'une violence inouïe. Mais il ne faut pas croire que cette accumulation primitive se serait pour autant, depuis, achevée. Elle est un processus permanent qui ne cesse de se reproduire. Dans l'histoire atroce des conquêtes violentes et du défrichement de toujours plus d'espaces communs, la deuxième étape d'accumulation primitive est traditionnellement située par les historiens dans la phase d'expropriation massive par les États d'Europe de leurs propres populations paysannes.

De l'esclavage au salariat

Les révolutions européennes des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles permettent peu à peu l'accession au pouvoir de cette nouvelle classe sociale qu'est la bourgeoisie, qui profite des révoltes populaires suscitées par le système inégalitaire et injuste des privilèges aristocratiques. Les tensions qui opposent la bourgeoisie montante à la noblesse en déclin vont se muer en collaboration, avant que la bourgeoisie n'impose peu à peu sa vision politique de la démocratie, corollaire à un changement profond du système économique. La légitimation du pouvoir ne repose désormais plus sur les vieilles religions et leur clergé, qui tentaient de justifier l'obéissance aux nobles, mais sur la propriété privée, érigée au rang de liberté fondamentale des « droits de l'homme ». Le protestantisme, fondé sur la légalisation du prêt usurier, jusque-là officiellement interdit par l'Église catholique, n'aura été qu'une phase du développement de la bourgeoisie vers la « laïcité » démocratique, dans cette lente évolution des idéologies du pouvoir politique.

Le capital, en système capitaliste et de par sa nature même, n'est jamais totalement concentré dans les mains d'une seule puissance

dominante. Non seulement les souverains des États rivaux sont en concurrence, mais aussi les bourgeoisies nationales, à travers leurs compagnies de commerce, déployant peu à peu leur emprise sur un territoire bien plus vaste que le marché transatlantique. Avec cette concurrence consubstantielle à l'accumulation du capital, la masse d'argent en circulation augmente, ce qui signifie que chaque fortune individuelle se dégrade, perd de la valeur. Le propriétaire d'un capital qui ne s'investit pas (ainsi le noble, détenteur de ce capital sans grande possibilité de croissance que sont les terres agricoles) voit la valeur de celui-ci se dégrader. Ceci est une règle fondamentale du capitalisme : le capital doit s'investir pour augmenter, sous peine de se voir rapidement dégrader. Nous y reviendrons.

Comment augmenter son capital ? Il n'y a jamais eu qu'une seule solution, et c'est toujours vrai aujourd'hui : accaparer une partie des richesses issues du travail humain productif ; dans la version financière actuelle, on peut aussi spéculer sur les richesses futures prélevées sur le travail humain productif futur, ce qui revient à terme au même dénominateur : la plus-value. Et comme personne n'accepte facilement de se voir voler les fruits de son activité, il faut contraindre par la force. Il faut réduire en esclavage.

Or l'esclavage sous sa forme brutale commence à donner des signes de faiblesse tout au long de la période moderne, notamment aux époques des révolutions d'Europe. L'esclave ne possédant rien, étant entretenu-e par son maître, n'est pas tenu-e d'assumer sa propre survie, et renâcle à un effort qui ne sera proportionnel qu'aux menaces de punitions qu'on lui infligera. L'étymologie du mot « travail » en français, le tripalium, instrument de torture à Rome contre les esclaves récalcitrant-e-s à l'effort contraint, exprime bien cette fâcheuse contradiction pour les maîtres d'esclaves. La productivité des esclaves d'Amérique est donc relativement faible, même si elle permet dans un premier temps de considérables retours sur investissements. Elle ne peut augmenter, nécessité du Capital, qu'à la condition d'exercer sur les esclaves un contrôle armé permanent. Ce qui coûte de plus en plus cher. Les révoltes d'esclaves qui éclatent aux Antilles (comme à Haïti, la plus prospère des colonies françaises, en pleine révolution) donnent des sueurs froides aux États et à la bourgeoisie.

De même qu'au Moyen Âge le servage, forme brute et peu productive de l'exploitation, caractéristique d'un système nobiliaire primitif, avait peu à peu disparu d'Europe occidentale, cédant la place à des chartes et des franchises qui concédaient des terres nobiliaires aux communautés villageoises et urbaines en contrepartie d'impôts amoindris, l'esclavage est finalement aboli par les États et la bourgeoisie. Ceux-ci inventent une autre forme de servitude plus subtile : le salariat industriel. Non bien entendu sans une forte résistance des propriétaires terriens qui recourent encore aux esclaves. Certaines révoltes de ces propriétaires seront mises au pas par la force (guerre de sécession aux États-Unis, où le Nord industriel écrase le Sud esclavagiste). Certains propriétaires d'esclaves sont par ailleurs peu à peu convaincus de l'efficacité meilleure du salariat en termes de productivité. Le parcours d'Abraham Lincoln, défenseur de l'abolition de l'esclavage par souci d'enrichir la bourgeoisie industrielle de son pays dans le cadre de l'Union, est à cet égard bien révélateur des évolutions des stratégies bourgeoises de l'époque, et des mutations du capitalisme.

En quoi consiste le salariat, inhérent au fonctionnement du capitalisme ? Un capitaliste investit son capital hérité de prédatons antérieures ; il y est obligé par la concurrence, comme nous l'avons dit plus haut. Pour cela, il va convertir une partie de son capital en deux parts : le capital fixe, et le capital variable. Le capital fixe, que Marx rebaptise capital « constant » au sens où il ne peut guère fructifier par lui-même, consiste en des locaux, des matières premières, des énergies, et dans une technologie permettant de transformer ces matières premières. Ces machines, disponibles sur le marché auprès d'une clientèle bourgeoise et donc fort réduite, ont un coût relativement peu variable, imposé par le marché. Le capital constant, issu de l'accaparement capitaliste d'une part du travail vivant des salarié-e-s, est appelé par Marx, dans une image saisissante, le « travail mort ». Les entrepôts, les usines et machines qui ont aujourd'hui colonisé la quasi-totalité du monde, avec leur présence aussi familière qu'inquiétante, sont ainsi la matérialisation du travail volé passé. Cet étai de béton et de technologie autour de nos vies matérialise et perpétue l'oppression de la vie réelle des individus, aussi bien passée que présente.

Encore faut-il que des gens travaillent sur ces machines, contre des salaires leur permettant de reproduire leur force de travail, des salaires

qui soient assez flexibles et élastiques pour que le capitaliste puisse prélever une « plus-value » sur ce travail et les richesses qu'il a produites. Il suffit de faire travailler les salarié-e-s plus de temps qu'ils et elles ne devraient en consacrer pour produire leur subsistance si les machines leur appartenaient. C'est cette plus-value, ou « surtravail », qui permettra au capitaliste de valoriser son capital, en étendant toujours plus son capital constant, en se procurant toujours plus de machines pour asservir des salarié-e-s.

En ce sens, les capitalistes ne peuvent jouer que sur l'élasticité de ces salaires, ou « capital variable », pour dégager un profit. Marx identifie l'origine de cette plus-value dans la différence entre le travail et l'achat de la force de travail. Le capitaliste achète du temps de travail, dont il dispose librement. La plus-value est la différence que le capitaliste empoche, entre la rémunération de la force du travail des salarié-e-s, et l'argent obtenu par la mise en vente de la production de leur travail collectif.

Or la main-d'œuvre industrielle manque.

L'immense majorité de la population vit encore à la campagne. Depuis le Moyen Âge, la paysannerie est pauvre, car elle subit depuis des siècles des prélèvements brutaux de ses récoltes par les autorités nobiliaires locales ; auxquels il faut ajouter la pression des marchands (les « spéculateurs et agioteurs » dénoncés par les franges populaires de la Révolution française). Mais elle survit tout de même. Elle n'est certes pas indépendante, mais concrètement assez autonome pour produire par elle-même la majeure partie de ce dont elle a besoin au quotidien. De la nourriture bien sûr, certes fort frugale, mais complétée par l'usage des terres communales et des forêts. Elle produit aussi la plupart de ses vêtements et outils, rudimentaires, ainsi que son énergie, essentiellement à partir de bois de chauffe, dont le droit de prélèvement dans les forêts seigneuriales, l'affouage, est réglementé par un droit coutumier. Droit coutumier qui, comme tous les autres droits, est issu de rapports de force et de tractations historiques. La paysannerie est ainsi parvenue, au cours des siècles, à obtenir de nombreux droits en achetant aux nobles des chartes et des libertés toujours plus grandes dans l'usage des terres. L'anarchiste Kropotkine évoque avec enthousiasme ce mouvement communal, attaquant de front l'image mensongère et biaisée d'un Moyen Âge socialement arriéré, colportée par la bourgeoisie industrielle

moderne. La noblesse française, en 1789, est certes encore outrageusement riche et privilégiée ; mais elle ne possède plus de fait qu'entre un cinquième et un quart des terres du royaume.

L'argent, frappé par les nobles pour faciliter le racket sur les récoltes et financer les guerres contre d'autres nobles voisins, ne sert aux populations qu'à verser l'impôt, et à se fournir ce qu'il est impossible de se procurer auprès des voisins : l'immense majorité des échanges (et des impôts), permettant de satisfaire les besoins des populations, se fait en réalité par le troc des surplus, en nature et de façon très informelle ; l'échange échappe ainsi en grande partie aux autorités, dont la capacité de racket demeure en réalité fort limitée. Elle bute sur l'autonomie de la paysannerie, certes relative (les lopins de terre sont bien étroits, et peu productifs du fait de l'impossibilité matérielle d'investir dans des moyens agricoles modernes) ; mais il existe aussi de nombreuses cultures collectives, ainsi que des « communaux », terres disponibles pour toute la communauté villageoise (forêts, pâturages, etc.), et protégées par un droit coutumier ancestral.

Les timides tentatives de remise en question de ces coutumes par les souverains d'Europe débouchent bien souvent sur ces fameuses jacqueries du Moyen Âge et de l'époque moderne, dont l'histoire passionnante n'a évidemment été traitée que de façon fort marginale par les historiens bourgeois. Comment la bourgeoisie peut-elle donc parvenir à recruter de la main-d'œuvre, dans ces conditions de relative autonomie paysanne ?

La destruction de la paysannerie

Ce sont encore les souverains des États d'Europe occidentale qui vont donner un formidable appel d'air à cette bourgeoisie européenne, qui leur est alliée depuis les croisades, depuis l'émergence des cités marchandes d'Italie ou de Flandre, et plus encore depuis l'émergence du commerce atlantique. Les États modernes démantèlent le droit coutumier d'une part, et privatisent les terres communales d'autre part. D'abord en Angleterre, avec le mouvement des *enclosures* : les communautés paysannes sont massivement expropriées de leurs champs et de leurs pâturages communs dès le XVI^e siècle. Ces espaces agricoles, jusque

là exploités en autonomie et à égalité, bien souvent en usage collectif, laissent place à d'énormes troupeaux de moutons destinés au commerce de la laine. Ce qui a pu faire dire à Thomas More, dans son *Utopie*, « Vos moutons, que vous dites d'un naturel doux et d'un tempérament docile, dévorent pourtant les hommes... ».

Les moutons ne sont pas seuls à être tondus. En effet, la concentration de terres aux mains de la noblesse, qui a pour conséquence la préférence de celle-ci pour l'élevage, permet aussi de rémunérer moins de main-d'œuvre agricole. Ce phénomène de l'augmentation massive de l'élevage est corollaire à la montée en puissance de l'industrie textile, sans commune mesure avec le commerce de la laine qui existait déjà avec les cités flamandes au Moyen Âge. Les mouvements de révoltes, comme celui des Midlands en 1607, ou celui des Bêcheux (« diggers ») en 1649-1650, sont brutalement réprimés. Entre 1760 et 1840, les *enclosure acts* imposent peu à peu les clôtures et les haies, abolissant de fait les cultures collectives, mais aussi les droits d'usage (pacage, affouage, glane, etc.) par la fin de l'accès libre aux communaux.

Le même mouvement suivra, dans une moindre mesure, dans les autres États d'Europe, avec des oppositions paysannes certes parfois réprimées, mais dont la capacité de résistance a payé. En France, où la propriété foncière est bien plus morcelée, bien moins concentrée dans les mains de la noblesse qu'en Angleterre, les tentatives royales de dépeçage des communaux ont suscité beaucoup d'oppositions, conduisant au statu quo de l'Ordonnance sur le fait des Eaux et Forêts en 1669. Au XVIII^e siècle le mouvement reprend timidement, avec le partage des communaux à Auch ou à Pau, et les tentatives de Turgot (partage des communaux sous le régime du fermage), qui désavantagent les paysans les plus pauvres. Avec la loi du 10 juin 1793, des communaux sont officiellement démantelés (voir le cas emblématique de Lalandelle, dans l'Oise), mais de façon bien plus limitée qu'en Angleterre, du fait de fortes résistances paysannes locales retardant ainsi l'industrialisation et la prolétarianisation du pays ; la main-d'œuvre demeure donc rurale beaucoup plus longtemps en France. C'est, paradoxalement, la Révolution française qui opérera la concentration foncière, avec la saisie de nombreux biens nobiliaires et, surtout, celle des terres immenses appartenant à l'Église. Pour l'histoire de ces communaux en France, voir les travaux de l'historienne Nadine Vivier. Nous pourrions souligner qu'à

travers la répression de la paysannerie, l'intervention des États en faveur des capitalistes se double aussi (à l'image de la concentration capitaliste), d'une intention manifeste de concentration des pouvoirs, face à des fonctionnements sociaux autonomistes. La répression des Vendéens par la Convention révolutionnaire en 1793-1794, alors dominée par la gauche montagnarde, est sans doute l'une des illustrations les plus célèbres de ce pouvoir d'État qui s'est étendu en France sur toute velléité d'autonomie paysanne et, plus largement, sur toute velléité d'autonomie locale. Les nobliaux à la tête des colonnes de paysans vendéens ne furent que la partie émergée d'une contestation locale bien plus populaire, profonde et ancrée, contre les prérogatives de l'État. Les débats autour de la répression des Vendéens, opposant les réacs aux nostalgiques d'une gauche d'État autoritaire, passent souvent à côté de cette question historique de fond, celle de la destruction de l'autonomie paysanne.

Plus tard, toujours pour la France, on peut aussi mentionner «l'aménagement» et la «mise en valeur» des Landes de Gascogne avec la loi du 19 juin 1857, les jugeant «improductives». Improductives pour la bourgeoisie industrielle du Second Empire, car ces landes faisaient alors bel et bien vivre la population locale, majoritairement constituée de petits fermiers et de bergers. La loi consiste à assécher les landes, au nom de prétextes hygiénistes notamment (nous retrouvons ici le «biopouvoir»), pour les transformer en cultures privatisées et en plantations massives de pins, des arbres à croissance rapide et commercialisables en une génération, mais destructeurs en termes de biotopes car acidifiant les sols. La loi supprime de fait les droits coutumiers de libre-parcours du mode agro-pastoral traditionnel. C'est l'arrêt de mort des agriculteurs et éleveurs les plus pauvres, les terres étant accaparées à bas prix par la bourgeoisie locale ou parisienne. La population locale, qui vivait jusque-là d'une économie de subsistance, conteste cette politique. Mais la tradition paternaliste du métayage dans cette région contient la révolte, pourtant longtemps crainte par l'État. Elle n'éclatera que dans l'entre-deux-guerres, avec la révolte des gemmeurs (résiniers), et des grèves dures qui amélioreront les salaires et les conditions de travail de ces ouvriers.

Le déclin programmé des communaux et des cultures collectives et les expropriations massives de paysans entraînent une véritable

catastrophe sociale, reconnue par nombre d'historiens comme le début du capitalisme contemporain, du moins sur le sol européen. Les théories libérales sur la fameuse « tragédie des biens communs », prédisant une surexploitation du biotope si les biens communs ne deviennent pas propriété d'État ou privée, sont démenties par les analyses sociales d'historiens (Peter Linebaugh) et d'économistes (Elinor Ostrom) : les coutumes locales, régissant les communs et leur exploitation collective, préservaient au contraire la biodiversité. Des arrangements locaux empêchaient une surenchère d'exploitation des communs par certains membres des villages ; la destruction du milieu ne se constate pas. Nous pourrions ajouter que, bien au contraire, l'appauvrissement alarmant des sols constitue, de fait, l'une des conséquences les plus évidentes et les plus préoccupantes du capitalisme dans son application agro-industrielle moderne.

Des millions de paysans, écrasés par les forces armées des États, sont donc expropriés ou contraints de revendre leurs terres à des prix dérisoires. Mouvement de concentration des terres, synonyme d'un « exode rural » massif qui n'a depuis jamais cessé à travers le monde, et porte la marque du mode de production capitaliste : la dépossession brutale des espaces et des moyens de production, permettant jusqu'alors aux humains de vivre de leurs propres activités. Par ailleurs, les États ont condamné avec force le vagabondage, par le harcèlement, la torture et l'emprisonnement, alors même que ce vagabondage résultait justement d'expropriations paysannes massives. Il est aussi significatif de constater que la première grande loi de la bourgeoisie, lors de la Révolution française, la fameuse loi Le Chapelier, frappe d'interdiction aussi bien les associations ouvrières (et les grèves) que les rassemblements de paysans, et toute forme de coopération entre travailleurs. Ceux-ci doivent être directement soumis à la loi centralisatrice de l'État ; toute forme d'autonomie organisationnelle est déclarée illégale, pour le plus grand bonheur de la bourgeoisie au pouvoir.

C'est aussi l'État qui, en France par exemple, avec la création de lois permettant la création de sociétés anonymes sous le Second Empire, permet aux capitalistes de rassembler leurs capitaux, et ainsi de diminuer les risques de pertes par l'émergence de l'actionnariat. Actionnariat dont ils demeurent les maîtres, les petits porteurs n'ayant plus hier qu'aujourd'hui voix au chapitre, ni vent des magouilles opportu-

nes dans les politiques d'entreprise. Sous le Second Empire également, l'État encourage la création de grandes banques de dépôt permettant de drainer l'épargne populaire, dans le but de proposer des crédits avantageux aux capitalistes industriels.

Une main-d'œuvre affamée afflue donc dans les villes industrielles, prête à se vendre pour une bouchée de pain, au grand bénéfice de la bourgeoisie. Et de l'État, qui pourra désormais, par le biais de la monétarisation accrue des échanges induite par le système capitaliste industriel, prélever les impôts nécessaires à son renforcement ; sur les entreprises, mais aussi et surtout sur des salarié-e-s toujours plus nombreux-euses, gonflant des villes plus propices à l'emprise du pouvoir sur les populations. Il ne faut par ailleurs pas négliger la collusion très forte entre la classe politique et la classe bourgeoise industrielle, ponctuant l'actualité de l'époque de scandales politico-financiers à répétition. Désormais, avec l'aide décisive de l'État et sa répression armée, les capitalistes disposent donc d'une masse immense de main-d'œuvre livrée pieds et poings liés, qu'ils peuvent mettre au travail pendant un nombre effarant d'heures quotidiennes, à un coût dérisoire. Ce qui leur permet ainsi d'accumuler toujours plus de capital.

Ce capital, qui a pour fond le travail contraint et pour forme le fruit du travail volé, est réinvesti dans toujours plus de machines, d'une part parce qu'il est contraint de fructifier sous peine de se dégrader, d'autre part (et cela va ensemble), pour rester dans la course, face à la concurrence des autres capitalistes, achetant eux aussi toujours plus de machines performantes. Ainsi, la part du temps de travail réel, volé pour être transformé en profit, se réifie toujours plus, dans toujours plus de capital constant. C'est d'autant plus vrai qu'avec les gains de productivité dans le travail humain, avec les machines, celles-ci remplacent peu à peu l'homme. Le « surtravail », autre nom de la plus-value, devient « travail mort » en s'incarnant dans des machines. Comme Marx le rappelle dans ses *Grundrisse*, si l'outil était au service de l'homme, l'homme est désormais au service de la machine.

Nous verrons que ce mouvement a rapidement débordé l'Europe, avec la colonisation, et continue de se poursuivre à travers les économies d'échelle et les délocalisations. Nous évoquerons ce phénomène dans les chapitres suivants. Ce qui importait ici, c'était de rappeler combien l'origine même du capital est frappée du sceau de la brutalité

et de l'injustice d'État. Les déclinaisons ultérieures de cette violence hallucinante à l'échelle de populations entières (colonisation, néo-colonialisme, plans d'ajustement structurels) sont à l'image de cette origine du capitalisme, aussi sanglante qu'occultée.

Le grand intérêt du salariat, par rapport à l'esclavage, consiste à mettre en concurrence chaque exploité-e dans une situation atomisée, individualisée d'exploitation. Chaque personne, face à la concurrence des autres prolétaires guettant l'opportunité d'un emploi, est de fait soumise à l'impératif d'augmenter sa productivité, pour ne pas perdre son travail. Le capitalisme est une organisation sociale cannibale. Là où le chrétien dévorait un rond de farine symbolisant le fils de l'homme, principe mythifié de sa soumission, là où le religieux se *consumait* en sacrifices, le citoyen dévore désormais réellement son semblable, en recourant à des pièces de métal pour *consommer* le travail aliéné : le sien, et celui des autres.

Tout va-t-il pour autant pour le mieux chez les capitalistes, dans le meilleur des mondes immondes possible ?

Vicissitudes du capital

*«Celui qui veut avoir ma fille doit me rapporter de l'enfer
trois cheveux d'or du diable, arrachés sur sa tête»,
Les trois cheveux d'or du diable, conte populaire*

Entre autres théoricien-ne-s du socialisme, Marx a établi un certain nombre de contradictions dans le capitalisme, qui en fonction de la vigueur des oppositions populaires, peuvent aussi bien être porteuses de sa destruction, que de l'accroissement de son emprise, de son empire sur le monde. Ces contradictions sont telles que l'on peut dire qu'il n'y a pas des «crises» du capitalisme, mais que le capitalisme est *lui-même* la crise de l'humanité. À cet égard, relevons les chiffres d'André d'Orléan qui, dans une tribune du *Monde* du 2 avril 2012, évoque la période ayant précédé la crise de 2008. Entre 1970 et 2007, il ne compte pas moins de 124 crises bancaires, 208 crises de change et 63 crises de dette souveraine à travers le monde. Ces chiffres ne sont pas révélateurs d'un emballement particulier à notre époque ; il suffit de remonter jusqu'aux débuts de l'ère industrielle pour constater la permanence et la prolifération des ces «crises». L'intensification desdites crises révèle surtout la croissance de la masse monétaire en circulation, le degré d'emprise de l'argent sur nos vies.

Voyons à présent ces contradictions principales du capitalisme, exposées avec brio par Marx, quoiqu'en termes souvent bien complexes. Elles correspondent aux deux étapes de la valorisation capitaliste : la production d'une part, la distribution ou mise en vente sur le marché d'autre part. Bref, l'offre et la demande. Ces deux étapes, en apparence indépendantes l'une de l'autre, ont elles-mêmes leurs contradictions, et entrent elles-mêmes en contradiction.

La baisse tendancielle du taux de profit

L'une de ces contradictions, fondamentale dans l'œuvre de Marx et dont les prémices sont déjà exposées chez Proudhon, est la fameuse «baisse tendancielle du taux de profit». Pour l'expliquer, rappelons que l'investissement capitaliste dans la production se partage nécessairement

entre un capital constant (échéances des emprunts contractés, locaux, matières premières, achat et entretien des machines) et un capital variable (achat de force de travail, sous forme de salaires versés).

Or, en système capitaliste, c'est-à-dire d'appropriation jamais totalement centralisée de la plus-value, bref en système *concurrentiel*, les détenteurs du capital sont en compétition entre eux dans la course au monopole. Le capitaliste, qui n'investit pas assez efficacement son capital et n'augmente pas son taux de profit, voit celui-ci se dégrader du fait de l'augmentation de la masse monétaire dans laquelle son capital, au départ figé en valeur, est inscrit. De plus, ses concurrents investissent dans des machines, pour avoir une longueur d'avance en termes de profit à court terme, en abaissant les prix. C'est d'autant plus le cas en période de plein-emploi, car le coût de la force de travail est généralement plus élevé ; le recours à l'investissement technique permet alors, à condition d'augmenter la productivité horaire, d'abaisser la masse salariale, d'emporter une part plus importante du marché en abaissant le prix de vente à l'unité des marchandises, bref d'accroître le profit en produisant davantage... à condition d'avoir la possibilité financière de contracter d'importants crédits.

Il faut donc convertir son capital en capital constant, qui soit au moins équivalent, en taille (volume d'installations et de machines) et/ou en qualité (performance technologique), à celui des autres capitalistes concurrents dans le même secteur de production. Un capitaliste qui n'investit pas toujours davantage dans du capital constant, est condamné à ne plus pouvoir vendre ses marchandises, dépassées et trop chères. Il est contraint à terme de revendre ses actifs à plus gros capitaliste que lui. C'est de fait le cas, en permanence : dans la classe des grands détenteurs de capitaux, s'il y a des gagnants, il y a aussi des perdants. Ce sont bien sûr les détenteurs des moindres capitaux, moins aptes à s'endetter pour investir dans de nouvelles machines, qui succombent les premiers sous le joug toujours plus pesant du développement productif. Paradoxalement, c'est l'aspect concurrentiel du capitalisme qui suscite la tendance inéluctable au monopole des détenteurs des plus gros capitaux sur tout un secteur donné de la production. « *Le monopole est le terme fatal de la concurrence* », au sein de laquelle « *la victoire est assurée aux plus gros bataillons.* » (Proudhon)

Donc le capital constant augmente de façon tendancielle, inéluctable, parce que les machines permettent de faire la même production en un laps beaucoup plus court de temps, et donc de la multiplier, pour le même salaire d'une journée de travail (sans pour autant réduire le temps de travail, bien au contraire). Dans la « composition organique du capital » (Marx), cette augmentation de la part du capital constant (dans laquelle peuvent être inclus les crédits contractés auprès des banques pour financer les machines) augmente au détriment du capital variable, c'est-à-dire du travail humain, les travailleurs étant de plus en plus inexorablement réduits au rôle de servants des machines, éparpillés, atomisés. Ce phénomène est renforcé par le fait que le gain de productivité des travailleurs, permis par la technologie et les machines, réduit la force de travail nécessaire, et donc la masse salariale. De plus, les machines permettent aussi de produire en plus grande quantité (et donc à moindre coût) les biens nécessaires à la survie du travailleur, c'est-à-dire à réduire son salaire, *relativement* à la somme des richesses totales produites (salaire qui se monte toujours, comme l'a montré Marx, à la somme des biens et services que le travailleur doit se procurer pour reproduire sa force de travail et nourrir sa progéniture, futur gisement de force de travail). Pour résumer, les salaires augmentent moins vite que le capital dans l'absolu, ce qui signifie qu'ils diminuent relativement à lui.

Notons ici que la division du travail qu'implique le machinisme annihile les savoir-faire de métiers, exposant les travailleur-euse-s à une concurrence plus rude, au travail précaire ou au chômage, permettant d'autant plus aux capitalistes d'écraser les salaires. Le machinisme, intrinsèque à la croissance du Capital, repose sur la division du travail en tâches simples, répétitives et abrutissantes. Ce qui a rapidement permis aux capitalistes industriels de déqualifier la plupart des savoir-faire du prolétariat et ainsi de le payer moins. La baisse des salaires et la déqualification ont aussi contraint les ouvriers les plus pauvres à faire travailler d'autres membres de leur famille, pour assurer leurs besoins. Il a suffi de faire entrer sur le marché du travail enfants et femmes, moins bien payé-e-s encore. Ce phénomène, relancé dans l'après-guerre avec l'extension rapide du salariat féminin, n'a pas compensé la mise en excédent d'une part croissante du prolétariat, devenant superflue et inutilisable pour le système. La marginalisation d'une partie croissante de la population est corollaire à l'expansion de la productivité.

Or, cette extension du capital constant renferme une contradiction énorme pour le Capital. Si l'augmentation de la productivité induite par le machinisme augmente la plus-value dans l'absolu, à court terme, elle la réduit relativement, globalement et à plus long terme. Car est-ce sur cette part de capital constant que se réalise globalement le profit ? Non. Le profit, comme on l'a dit, ne se réalise que sur la marchandise force de travail, permettant le surtravail et donc la plus-value. Le salaire ne peut s'entendre que comme reste d'une soustraction (au sens mathématique mais aussi au sens du vol), entre les richesses réalisées par la mise en vente des produits du travail productif, et le profit capitaliste. Or, si cette part de l'investissement dans le travail humain, le capital variable, est de plus en plus petite dans l'investissement global, la part du profit (le taux de profit par rapport à l'investissement de départ, au capital de départ) se voit, elle aussi, inéluctablement réduite.

Le seul moyen de s'en sortir consiste, paradoxalement, à augmenter encore davantage la part de capital constant, à toujours détenir le meilleur outil de production, le plus récent, pour inonder toujours plus le marché et écraser toujours plus la petite concurrence. Cela nécessite d'augmenter encore la productivité, d'instaurer le travail de nuit pour rentabiliser la machine au maximum et réduire ce paramètre d'usure de la machine d'une part, d'obsolescence d'autre part, du fait d'une innovation technique de plus en plus rapide. Cela nécessite aussi de baisser encore plus la part de capital variable, ce qui fait encore davantage baisser à terme le taux de profit, à l'échelle globale.

L'accroissement de la part de l'investissement dans le capital constant a pour corollaire la réduction mécanique de la part dans l'investissement variable (les salaires), c'est-à-dire le travail humain, qui est pourtant seul à générer du profit. *« Le capital est lui-même la contradiction en procès, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. »* (Karl Marx, *Grundrisse*) Du fait de la concurrence, impliquant l'augmentation permanente des investissements dans l'appareil technique de la production, le taux de profit tend à diminuer, en même temps que l'humanité est peu à peu colonisée par la machine, transformant les hommes et les femmes travaillant et consommant en une espèce d'humanité cybernétique.

Marx relativise immédiatement cette baisse tendancielle du taux de profit par les tentatives, selon lui forcément provisoires et contextuelles, des capitalistes pour la pallier (et non la résoudre définitivement) : ce sont les « contre-tendances ». Si le taux de profit baisse de façon relative, les profits quant à eux ne baissent pas forcément dans l'absolu, loin de là. Ces contre-tendances, palliatives, sont fondées sur l'expansion inexorable des marchés. Comme l'augmentation de la productivité, l'impérialisme/colonialisme, l'économie de guerre, l'introduction de nouvelles techniques de gestion des salarié-e-s, et plus récemment la financiarisation, tout cela reposant sur l'intervention des États. Nous verrons cela plus en détail au prochain chapitre.

Le capitalisme est donc en mutation permanente, du fait de la baisse tendancielle du taux de profit : il doit sans cesse se purger, faire circuler le capital des secteurs moins rentables vers les secteurs plus rentables – produisant davantage de survaleur. Nous évoquerons la multiplicité de ces leviers palliatifs, constitutifs de l'histoire du capitalisme en forme de fuite folle en avant, dans la partie suivante de cet exposé.

Certaines critiques ont été formulées très tôt contre cette thèse de Marx : les capitalistes pourraient se contenter de conserver les mêmes moyens de production, et d'augmenter l'emploi de la force de travail. C'est ignorer non seulement la réalité historique (hausse du chômage, hausse de l'investissement en capital constant), mais aussi le contexte concurrentiel qui pousse chaque capitaliste, notamment pour attirer les investissements, à développer son taux de profit à court terme en consacrant toujours plus de capital à des technologies plus performantes, permettant de produire plus et donc d'écraser les prix (et la concurrence). Une autre des réfutations, en vogue depuis les années 1960, est le « théorème d'Okishio », qui affirme que le taux de profit augmente avec la productivité suscitée par l'emploi de technologies nouvelles. Or, c'est non seulement un raisonnement à court terme et à petite échelle, mais c'est aussi et surtout une erreur du point de vue de la dynamique capitaliste, reposant sur un pilier essentiel, le crédit : le moyen de production, acquis au début d'un cycle de production, a une valeur qu'il faut bien continuer à rembourser après la fin de ce cycle, au prix où on l'a acheté. Le théorème d'Okishio ne tient en réalité pas compte de la différence pourtant évidente de situation entre chaque cycle : si une technologie coûte certes moins cher après de nouveaux cycles de

production introduisant de nouvelles technologies plus efficaces, cela ne change pour autant en rien le coût initial de cet investissement matériel au début du premier cycle, qu'il faut d'ailleurs continuer de payer après la fin du cycle s'il a été financé par un crédit concédé par une banque. Michel Husson soutient quant à lui que le taux de profit a augmenté au cours des dernières décennies, mais il élude de la même façon le rôle palliatif de plus en plus fondamental des institutions financières au cours de cette période plus récente, qui s'est doublé du rôle qu'ont joué les aides significatives des États.

La surproduction, ou sous-consommation

La deuxième contradiction du capitalisme, celle du rapport profit-salaires, correspond à l'étape de la mise en vente sur le marché des marchandises produites, une fois la production achevée. Cette étape de la circulation, de l'exposition au marché, n'est pas subsidiaire : elle est fondamentale. Il est en effet indispensable que la production s'écoule pour se transformer en valeur, qui puisse permettre de reproduire la force de travail en concédant des salaires réduits à la stricte nécessité de la survie, rembourser les emprunts bancaires, investir dans de nouvelles machines pour rester dans la course... et surtout réaliser le profit, motivation première de l'investissement dans la production. Investir dans une technologie super-efficace et dans l'emploi de salarié-e-s ultra-compétent-e-s ne sert à rien, si les marchandises produites sont invendues : non seulement le capital ne se valorisera pas, mais il sera tout simplement perdu.

Or le marché est constitué, pour une part non négligeable, des salarié-e-s eux et elles-mêmes, qui usent de leurs salaires pour acheter la production. Certes, le capitaliste dépense aussi pour sa consommation, qui dans l'absolu est souvent plus impressionnante quantitativement et qualitativement que celle d'un-e prolétaire. Mais, par définition, le capitaliste ne consacre à cette consommation courante qu'une part bien inférieure de son revenu que ne peut le faire un-e salarié-e, car il peut capitaliser davantage. Ne serait-ce que pour investir, là aussi de façon plus juteuse que ne le pourrait un-e salarié-e plaçant ses maigres économies dans un fond d'épargne ou quelques actions d'une entre-

prise sans en avoir aucun tenant ni aboutissant. Les salarié-e-s dépendent la part la plus importante de leur salaire à leur entretien, à leur survie. Le niveau des salaires à verser correspond en effet pour un capitaliste à ce qu'il est nécessaire de concéder aux salarié-e-s pour la reproduction de leur force de travail. Ce sont donc les salarié-e-s qui achètent les marchandises leur permettant de vivre, et qui permettent ainsi de réaliser la dernière étape de la circulation du capital : la vente des marchandises. La consommation de la marchandise produite permet au capital de revenir à son état premier, augmenté.

Or, si un profit est prélevé sur les richesses produites, s'il est accaparé, retiré du circuit de consommation, si le capital constant augmente dans la part totale de la valeur existante, la part des salaires baisse structurellement d'autant. Bref, la demande baisse tendanciellement par rapport à l'offre, dans une proportion intimement liée à celle de l'augmentation du capital. La production ne peut plus s'écouler entièrement : c'est la surproduction, aussi appelée sous-consommation. Proudhon citait déjà un manufacturier anglais : « *Partout où nous employons encore un homme, ce n'est que provisoirement, en attendant qu'on invente pour nous le moyen de remplir la besogne sans lui* », ce à quoi l'auteur du *Système des Contradictions économiques* répond : « *Si les ouvriers vous coûtent, ils sont vos acheteurs : que ferez-vous quand, chassés par vous, ils ne consommeront plus ?* »

En cas de crise de surproduction, pour préserver au mieux son profit et au pire son capital de départ, le capitaliste se résout rapidement à baisser les salaires ou à licencier. Le problème, c'est qu'il n'est pas le seul à le faire. D'une part, à son échelle, cela réduit encore davantage la part du capital variable, soit la source de son profit futur ; d'autre part, à plus large échelle, cela fait encore plus baisser la demande, ce qui réduit aussi le profit futur. Outre les fermetures en cascade des usines d'entreprises trop faibles pour supporter la baisse brutale des prix, les conséquences sociales de ces spirales de crise de surproduction sont désastreuses. Cette contradiction du capitalisme s'illustre par exemple dans les conséquences de la crise de 1929, en apparence absurdes, mais mettant en réalité à nu tout le cynisme de la *logique* capitaliste : les stocks surabondants de produits invendus ont été massivement détruits, d'innombrables familles furent expulsées de leurs logements, les machines étaient laissées dans les usines vides... tandis qu'une masse énorme

de gens n'avaient plus même de quoi se loger ni se nourrir, et cherchaient désespérément du travail.

Pour résumer, la valorisation du capital implique tendancielle-ment l'augmentation de l'offre (la production), et donc la réduction de la part des salaires, mais ne se réalise qu'en trouvant, en face de l'offre, une demande capable de l'absorber (le marché), cette demande dépendant directement du niveau des rémunérations salariales. Structurellement, du fait de l'augmentation de la part du capital constant (baisse tendancielle du taux de profit) et de l'offre d'une part, et de la baisse structurelle de la part des salaires et donc de la demande d'autre part, la demande a tendance à devenir inférieure à l'offre. Le cycle de valorisation du Capital est non seulement grippé, mais il peut s'enrayer définitivement et la valeur elle-même s'effondrer.

Les crises du capitalisme ne lui ont, pour l'instant, pas été fatales. La surproduction, ou sous-consommation, avec son lot de faillites, de restructurations, de rachats, a eu au contraire pour effet de concentrer toujours plus le capital, de le vidanger en quelque sorte, en jetant à la casse les circuits de valorisation les moins rentables. Ce phénomène inéluctable, intrinsèque au capitalisme, a bien été souligné par Proudhon puis Marx, qui n'omettent pas de rappeler la conséquence sociale de tout cela : l'appropriation toujours plus vaste des forces productives par les capitalistes signifie la dépossession toujours plus vaste du plus grand nombre.

Nous le verrons au chapitre suivant : une crise ne peut se résoudre que par l'extension du marché. Lorsque des champs de profit en viennent à être stérilisés par les contradictions fatales du capitalisme, le Capital conquiert et défriche, en permanence, de nouveaux espaces du monde et de l'organisation sociale, de nouvelles ressources. Ce rôle de vidange et de réorientation ne résulte pas de la « main invisible » du marché, ni de la « capacité naturelle d'autorégulation des marchés ». Ce rôle, nécessitant une mise au pas des populations, est dévolu à l'État. De même que c'est l'État qui a engendré l'accumulation primitive du capital par la conquête guerrière, c'est l'État, avec toute sa puissance militaire, juridique et financière, qui garantit l'extension du capital. Il y a des différences dans les rythmes des cycles de production, entre les secteurs de biens de production et ceux de biens de consommation par exemple. Les États interviennent pour équilibrer ces différences, à tra-

vers des plans économiques, à coups de subventions, de financements de la recherche, de marchés publics et d'intelligence économique. Les nouvelles technologies ainsi développées permettent de réajuster la productivité dans les secteurs les plus en retard (ou de s'en débarrasser carrément), et de l'accroître encore davantage pour les secteurs les plus en pointe afin de permettre aux capitalistes nationaux d'acquérir une situation monopolistique.

Mais une autre contradiction réside au sein de l'extension du marché évoquée plus haut, comme tentative de dépassement des contradictions de la baisse tendancielle de taux de profit et de la surproduction, pour pallier aussi bien la chute du taux de profit que la baisse de la demande.

À terme, cette extension des marchés s'est en effet traduite par la mondialisation de ces marchés, les fondant en un marché capitaliste unique, et ce qui va avec, par la mondialisation de la circulation des capitaux. Or, qui dit mondialisation des capitaux dit intensification importante de la concurrence, et donc recours plus grand à la finance : appel aux crédits, mais aussi aux capitaux avec cotations en Bourse. Mais au moment de la répartition de la plus-value, le capitaliste doit alors rémunérer des actionnaires toujours plus exigeants et rembourser des crédits toujours plus coûteux, en même temps qu'il doit aussi garder une part du profit pour le réinvestir, l'immobiliser transitoirement dans un nouveau cycle de production.

Si tout le profit est reversé en dividendes aux actionnaires, c'est l'enrichissement optimal à court terme, mais l'effondrement productif à terme car il n'y a plus de réinvestissement dans le développement de l'appareil productif et technologique. Ce qui expose l'entreprise à être dépassée dans le cadre de la concurrence internationale. Ni de réinvestissement dans la part des salaires qui sont de fait charcutés, exposant le marché à une crise de surproduction à l'échelle mondiale. À l'inverse, si tout le profit est investi dans la production, la capacité productive augmente mais il y a gain zéro pour le capital à court terme : plus personne ne va vouloir investir de capital dans l'entreprise.

Pour croître, le capital doit en permanence être réinjecté. Le capital est donc maximisé lorsqu'il est mis en mouvement dans le cycle production-consommation, reposant tout entier sur l'exploitation du travail humain. Or la tendance d'un marché mondialisé est d'investir

de plus en plus à court terme pour maximiser les profits, et donc de détruire la production pour réaliser des dividendes. Cette logique est aujourd'hui exacerbée avec les fonds spéculatifs qui, pour réaliser des dividendes optimales, investissent dans les rachats-restructurations ; opération bien plus juteuse que l'investissement productif. La production est paradoxalement menacée à plus ou moins court terme, pour survivre, par la finance qui lui permet justement de survivre. Et la finance est menacée à terme de s'effondrer par l'affaissement de la production.

La lutte des classes

Autre contradiction, et non des moindres puisqu'en elle réside la restructuration permanente du capitalisme : il s'agit de la lutte des classes. C'est-à-dire du risque d'organisation consciente des exploité-e-s, dont le capitaliste a mobilisé la force collective de travail. La lutte des classes peut mener le prolétariat à obtenir une part plus conséquente du gâteau (salaires et conditions de travail). Cette augmentation des salaires, et donc de la demande, si elle n'est jamais souhaitée par les capitalistes eux-mêmes, contribue malgré tout à les aider à écouler leur production.

En revanche, à terme, l'enthousiasme suscité par ces petites victoires du prolétariat peut s'étendre à tous les espaces de production, gagner en intensité, et risque d'aboutir à une révolution sociale, c'est-à-dire à l'expropriation des capitalistes, à l'abolition du salariat, du Capital, de l'État et de la société de classes. Cette dernière perspective est hélas délaissée par la plupart des centrales syndicales qui font leur beurre du salariat, du fait que la satisfaction locale de revendications immédiates toujours plus larges pénalise le profit, et donc menace le système lui-même... ainsi que la survie des bureaucraties syndicales.

Contrairement à ce qu'énoncent aussi bien des économistes classiques que des économistes marxistes, la valeur n'est pas totalement autonome ni universelle : les prix sont la manifestation de la valeur, et connaissent une variabilité où les luttes sociales interviennent car ils sont la traduction de rapports de forces, aussi bien entre capitalistes eux-mêmes et qu'entre États (voir les bagarres autour de l'éolien avec la Chine), qu'entre classes, salarié-e-s et capitalistes. Ce sont les États et leurs administrations, et les multinationales adossées à leur soutien,

organisées en oligopoles et en cartels et en structures verticales dont dépendent un réseau immense de sous-traitants, qui fixent en grande partie les prix. Échappant ainsi aux fameuses «lois du marché» qui ne concernent en réalité que le tissu des petites et moyennes entreprises, qui, quant à elles, n'ont pas plus le choix des prix que de leurs clients principaux.

Quant aux luttes sociales : salaires minimums, conventions collectives et grilles de salaire... ces acquis, ou plutôt ces concessions des États (qui sont d'ailleurs bien provisoires, on le voit avec le détricotage actuel du salaire global – direct et indirect – et du droit du travail par les États), peuvent être l'occasion de prises de confiance vers une contestation plus large du système lui-même. La politique du pire n'a jamais engendré rien de bon, alors que des luttes victorieuses, même partielles, ont parfois conduit à bien davantage que les revendications initiales.

La possibilité d'une telle organisation autonome, contre la logique du capital mais aussi de l'État, envisagée par les premier-e-s syndicalistes organisé-e-s (dont beaucoup se revendiquaient de l'anarchisme), est d'autant plus un risque pour le pouvoir politique et économique que le capital est contraint de concentrer une grande masse de travailleuses-s dans les lieux de production, c'est-à-dire de les faire se côtoyer, les rendant ainsi aptes à constater leur condition commune d'exploité-e-s/dominé-e-s, et à réagir en conséquence. Exploiter un grand nombre de gens rapporte gros, mais c'est un jeu risqué. D'autant plus que le capitalisme ne peut dégager de profits sans faire coopérer les travailleuse-e-s. Le tout est de les faire coopérer de façon disciplinée, canalisée, de façon à ce qu'ils et elles demeurent soumis-es à l'organisation du travail par les capitalistes.

Le capitalisme est un rapport social de domination, d'aliénation et d'exploitation, transformant tout en rapports marchands, jusqu'à la vie même de l'Homme ; mais il ne peut prospérer que par le processus productif, où sont nécessaires (certes réduits à leur portion congrue et canalisée) le partage et l'entraide. Pour employer une image, le capitalisme a pour dynamique celle d'un virus colonisant et détruisant les organismes, passant sans cesse à d'autres organismes (d'autres champs sociaux à défricher), mais il doit en même temps fonctionner en parasite pour assurer sa survie, c'est-à-dire maintenir en vie le champ social, sous peine de n'avoir à terme plus rien sur quoi prospérer qu'un champ

de ruines. Il est par essence une dynamique de destruction des *liens* sociaux, mais ne peut dans le même temps prospérer qu'à la condition que se perpétuent des *rapports* sociaux.

Cette contradiction est bien illustrée par ce concept proudhonien de «l'aubaine»: le capitaliste s'approprie avant tout la valeur résultant de la force de travail collective des travailleur-euse-s associé-e-s, tout en ne rémunérant chacun-e de ces travailleur-euse-s que comme s'il ou elle travaillait isolément, et en leur interdisant de s'approprier le fruit de leur travail. C'est pourtant leur collaboration qui produit une quantité de richesses bien supérieure à la simple addition de leurs forces individuelles isolées. Sans compter que la coopération permet d'entreprendre certaines tâches en conjuguant les efforts de tou-te-s, tâches qui seraient impossibles à des travailleur-euse-s isolé-e-s. Proudhon prend l'exemple de l'obélisque, qui ne peut être levé que par une force commune de deux cents grenadiers rémunérés, et non par la rémunération successive de l'effort isolé de chacun de ces grenadiers. Le capitaliste rassemble donc et fait coopérer, dans le processus de production, un grand nombre d'individus, pour mieux les déposséder. Pour Proudhon, «l'aubaine» réside dans cette «erreur de compte» consistant pour des capitalistes à s'approprier le travail collectif d'autrui: *«la propriété est un droit d'aubaine, c'est-à-dire le pouvoir de produire sans travailler»*.

La coopération permet en outre au capitaliste de planifier et ainsi d'assurer son rendement, en calculant une moyenne productive, qui permet aussi d'économiser (en les mutualisant) les matières premières, l'énergie et les machines. La force collective de travail permet enfin et surtout la division du travail, augmentant la cadence productive au sein de chaque étape de la production, en accélérant les gestes répétitifs de chacun-e. Au prix de l'abrutissement des prolétaires, et de leur «spécialisation» qui les prive en réalité d'une connaissance globale de toutes les étapes de la production, d'un savoir-faire de métier, les rendant dépendant-e-s du système capitaliste et de ses machines. Proudhon était très attaché à l'observation des phénomènes sociaux, et souligne que la socialisation engendre des forces collectives dépassant la simple addition des forces individuelles, ainsi que de nouvelles formes sociales, transformant les individus eux-mêmes. Il a donc beaucoup plus insisté que Marx sur le profit comme appropriation par les capitalistes de la force collective, ce dernier insistant davantage sur le surtravail, la plus-value.

Or, le capitaliste ne prospère que sur la destruction de ces rapports égalitaires de coopération, en y introduisant la division, la déresponsabilisation, l'obéissance et, bien entendu, la hiérarchie. Il doit donc toujours contenir, parcelliser, diviser, éclater, étouffer et canaliser avec doigté ces liens sociaux de coopération, en même temps qu'il doit les susciter artificiellement en concentrant la main-d'œuvre, pour les diriger dans le seul but de son profit. Sinon, il est inévitable que les travailleur-euse-s constatent qu'ils et elles produisent tout par eux et elles mêmes, par leur collaboration, et qu'ils et elles peuvent très bien se passer du capitaliste qui les parasite. C'est le cas lors de certaines révoltes ouvrières et de certains mouvements sociaux prenant de l'ampleur ; c'est le cas dans les révolutions. Dans ce cas, il ne reste plus que la force répressive de l'État pour tenter de sauver les meubles, en exterminant les éléments les plus déterminés du prolétariat, celles et ceux qu'il ne parvient pas à corrompre.

Pour augmenter son profit, le capitaliste doit donc d'une part pressurer toujours plus les salarié-e-s, pour les rendre plus productif-ve-s, et donc parcelliser la production, hiérarchiser les rapports, créer tout un tas de statuts différents. Et pourtant son profit ne vient que de la collaboration entre ses salarié-e-s. Le management tente de trouver des solutions à cette dangereuse contradiction, ferment de la lutte des classes, et que Marx croyait insoluble pour l'ennemi capitaliste. À tort. Marx était pour la concentration d'une masse ouvrière dans les usines toujours plus grande et centralisée, et donc pour une alliance temporaire du prolétariat avec la bourgeoisie dans une stratégie de social-démocratie, parce qu'il pensait que la contradiction qui résulterait de la réunion du prolétariat, en termes de potentiel révolutionnaire, conduirait au seuil critique d'une révolution, prélude d'une société sans classes et sans État. Or, le système capitaliste a depuis longtemps démontré que, sur le terrain de la centralisation, il était toujours le plus fort pour garder la main.

Le modèle de l'entreprise d'aujourd'hui a pallié la contradiction de la coopération par la diffusion d'un modèle idéologique de pseudo «liberté» et de pseudo «responsabilisation» de chacun-e, en diffusant l'implication et surtout de l'identification de chacun-e au processus productif et au processus de consommation. Pour cela, chaque individu atomisé est enjoint à caresser l'espoir de gagner un peu plus de pouvoir sur les autres prolétaires participant à la production, de gagner

un peu plus d'avantages et d'argent que les autres, au lieu de construire de la solidarité et de l'entraide qui lui seraient pourtant bien plus profitables à tout point de vue. Le « pouvoir » et les « responsabilités », et surtout les devoirs qui vont avec, sont diffusés au sein de tout l'appareil productif.

Cette contradiction entre la nécessité de soumettre, piller et diviser d'une part, et la nécessité de se nourrir de la liberté créatrice, de la collaboration et de l'échange non marchand d'autre part, est l'une des plus profondes du capitalisme. Mais comme tout système de domination sociale, le capitalisme s'en sort en nourrissant un imaginaire commun, un mythe idéologique, un spectacle. L'une des plus profondes erreurs des organisations révolutionnaires, de Marx jusqu'à aujourd'hui, a consisté à singer cette arme du pouvoir qu'est le mythe unitaire, par l'incantation à l'unité fictive du prolétariat et à la construction du parti unique ouvrier. Lorsque cette incantation a triomphé, comme en Russie ou en Chine, un capitalisme pire encore en est ressorti, avec une aliénation plus grande encore, sous le signe de la domination totale de l'État.

Pour dissimuler l'exploitation barbare de l'humanité, la misère de l'isolement et la dépossession de toute forme d'appropriation libre de la vie, il s'agit de diffuser l'idéologie commune du mérite et du travail, de l'effort à la tâche, de l'accession au bonheur individuel par la consommation, de la *participativité* – cette pseudo « responsabilité » individuelle dans le projet collectif en réalité cantonnée au fait d'assumer les dégâts collatéraux, mais où les salarié-e-s et citoyen-ne-s ne décident de rien. D'entretenir une vision unifiée de la société quand elle n'est qu'atomisation. Ce mensonge est aujourd'hui dévolu aux politiciens, aux publicitaires et aux médias. En même temps que se diffuse l'idéologie de la pseudo « liberté » (libre échange, libre concurrence, libre expression, etc.), la liberté réelle de disposer de nos propres vies s'amenuise, dans une misère toujours plus criante, touchant les sphères les plus intimes de la vie individuelle et sociale, vampirisée par la somme d'aliénations et de médiations toujours plus prégnantes. De la conscience généralisée de la misère subjective, émerge ainsi une sorte de nihilisme passif et cynique. Lors de crises graves du capitalisme, ce désespoir global a favorisé la mise en avant par la bourgeoisie de guides suprêmes, décidés à mettre tout le monde au travail obligatoire. La résignation sociale engendre le fascisme.

Mais de la conscience généralisée de la misère peut aussi naître un changement radical de perspective, nous faisant passer de la résignation cynique à la révolte. Du constat de plus en plus évident du désert social, de l'aliénation, constat suscité par celui de l'indigence toujours plus profonde du spectacle de la « société », peut naître un mouvement révolutionnaire. Pour les situationnistes, Vaneigem notamment, de la conscience commune de l'isolement peut naître une volonté commune de bâtir un nouveau monde, sur les ruines de l'ancien.

Les leviers du désastre

« Quand il n'y a plus de place en enfer, les morts reviennent sur terre. » George A. Romero

Pour faire face à toutes ses contradictions, le capitalisme a trouvé de nombreuses parades pour se restructurer et continuer d'investir le monde, repoussant ainsi la révolution sociale, ce « Grand Soir » que les grand-e-s théoricien-ne-s du socialisme au XIX^e siècle jugeaient à tort inéluctable. Le capitalisme ne s'est pas « effondré de lui-même ». Il a hélas perduré, se diffusant dans les espaces et les consciences, en se restructurant au fur et à mesure de ses crises, mais aussi de ses triomphes sur les luttes sociales.

Le rôle central des États, liés aux grandes entreprises capitalistes, apparaît pleinement dans la redéfinition constante de nouvelles « règles ». La « dérégulation » à l'œuvre depuis les années 1970, terme cher aux gauches diverses, s'est en réalité traduite par la prolifération de nouvelles règles et de nouvelles instances de décision, sur le dos des populations. Tour à tour divers leviers du processus de valorisation sont actionnés : le capital constant, le capital variable (main-d'œuvre salariée), la conquête de nouveaux marchés, la gestion des oppositions sociales, etc. Ce sont bien les États qui ont joué et jouent toujours ce rôle central, d'une façon plus ou moins manifeste selon que ces facteurs entrent ou non en crise ensemble. L'État demeure toujours présent, que les « crises » soient « conjoncturelles » ou « systémiques ».

Nous verrons qu'un aménagement volontaire de l'un de ces paramètres entre souvent en synergie avec d'autres, mais qu'il finit toujours par buter sur d'autres contradictions internes du capitalisme, elles-mêmes à nouveau dépassées – tant qu'aucune lutte d'ampleur ne vient contrecarrer ce dépassement. Les aménagements sont comparables à des rééquilibrages, un peu comme un coup de pédale à gauche et un coup de pédale à droite sur un vélo déglingué, le système lui-même ne s'équilibrant jamais totalement, mais restant debout, si l'on veut bien employer une image, par son énergie cinétique. Cette folle fuite en avant du système dans toujours plus de destructions, sociales et écolo-

giques, provient de l'impulsion sans cesse renouvelée de la domination sociale, martelée du sceau de la hiérarchie, sur des populations délibérément divisées. Le capitalisme est indissociable d'un modèle social de classes, c'est-à-dire de domination sociale.

Lors de phases de déséquilibres majeurs et de restructurations, liées à la concurrence entre États ou entre « multinationales », le capitalisme est fragilisé et se fait plus violent. Jaurès disait que « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ». La crise de 1929 s'est ainsi purgée dans les fascismes et les destructions de la Deuxième Guerre mondiale, soldes de contradictions devenues insurmontables. Lors de ces restructurations, le système autoritaire fait tomber le masque démocratique, expose ses flancs, laisse entrevoir ses failles. Sur lesquelles il est possible d'appuyer, à condition d'en connaître les lignes de force – et de faiblesse. Sous peine de tomber dans le vieux piège du nationalisme et du racisme, qui n'est rien d'autre que celui de la division des exploité-e-s.

De l'inconstance du capital constant

Le capital constant, soit l'investissement dans des matières premières et des machines, dont le prix est en apparence grosso modo le même sur le marché, n'est à bien y regarder pas si fixe que cela. Avec l'intervention puissante des États, les coûts des matières premières peuvent être considérablement abaissés. Les capitalistes européens ont ainsi pu à la fois augmenter leurs profits dans leurs industries, et augmenter relativement les salaires pour désamorcer les conflits sociaux. Cette option réduit par ailleurs la concurrence entre les capitalistes au sein d'un État : il y aura toujours une marge de profit à se faire, parce que les investissements fixes seront bien moins élevés. Le prix à payer est l'écrasement d'autres populations.

La stratégie coloniale ou « impérialisme »

La construction d'empires coloniaux par des États occidentaux volant au secours de leurs industriels, n'a pas seulement permis de créer de nouveaux débouchés à la production, de leur ouvrir de « nouveaux marchés à conquérir », selon l'expression consacrée des

économistes et des politiciens va-t-en-guerre. Elle a aussi et surtout permis aux industriels européens de se procurer des ressources à moindre coût. Ressources énergétiques, matières premières, mais aussi ressources humaines : des populations entières d'Amérique, d'Afrique ou d'Asie, ont été soumises au travail forcé. Les administrations coloniales, avec l'institution d'impôts sur place contraignant les populations à rejoindre des camps de travail forcé, leurs armées d'occupation et leurs massacres, ont perpétré de nouvelles « accumulations primitives ». Cette option s'est poursuivie bien au-delà de l'époque coloniale du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, par le « néo-colonialisme » toujours actuel. Les « plans d'ajustement structurels » imposés depuis les années 1990, en Afrique notamment, se sont accompagnés d'un renforcement de la présence militaire occidentale.

Ce néo-colonialisme, qu'il soit à la sauce françafricaine, américaine ou plus récemment chinoise, consiste en la mise en place, pendant et après la période prétendument dite de « décolonisation », d'États-laquais sur les continents dits sous-développés. Avec leurs gouvernements locaux corrompus, dont la latitude à prélever une part monstrueuse des richesses localement produites, toujours menacée par les coups de chefs militaires aspirant au pouvoir ou des révolutions populaires, a été garantie par les forces armées des États « développés », lors d'opérations extérieures de maintien de l'ordre, déguisées sous des opérations de maintien de la « paix ». Ces gouvernements locaux sont notoirement réputés pour leur propension à ne pas s'encombrer des oripeaux de légitimité que constitueraient des élections « transparentes ». Nombre de leurs représentants ont été mis au pouvoir par les services secrets et autres barbouzards stipendiés par les États occidentaux.

En retour, ces dictateurs se sont mis au service dévoué des capitalistes et des gouvernants des États qui les ont placés au pouvoir, et les y maintiennent encore. Ils ont fourni aux capitalistes des États dits développés les énergies, les minerais, les bois précieux ou les monopoles divers sur les infrastructures, ainsi que des débouchés juteux pour les ventes d'armes. Pour leur fournir une main-d'œuvre corvéable à merci, ils ont signé tous les plans d'ajustement structurel proposés par les institutions capitalistes mondiales. Ils ont orchestré l'exode forcé vers les villes d'une paysannerie qui, appauvrie et expropriée, a été contrainte de se vendre pour un salaire de misère, dans de grandes usi-

nes ou exploitations agricoles, où le droit du travail est une sinistre farce. Ces dictateurs ubuesques ont aussi redistribué aux gouvernants occidentaux une partie des sommes monstrueuses d'argent, dégagées par ces mises sous coupe réglée des populations locales. De généreuses rétro-commissions ont permis le financement occulte de partis des pays dits développés. De nombreux ouvrages traitent de ces questions, dont ceux de François-Xavier Verschave.

Mais dès le début, cette option coloniale n'a contribué qu'à repousser les contradictions de la concurrence, en la déplaçant seulement sur une échelle plus vaste : celle des espaces étatiques, en concurrence sur le plan colonial. De plus en plus de moyens ont été investis par les États dans l'industrie de l'armement, pour protéger leurs prés carrés coloniaux respectifs (ou pour faire valoir leur prétention coloniale qui ne trouvait pas de débouchés, comme l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale). Là aussi, ce sont les États qui ont payé la note. Ces tensions capitalistes et inter-étatiques avaient déjà conduit à la Première Guerre mondiale, au grand profit des entreprises des États-Unis qui ont fourni des armes, prospérant ainsi sur l'industrie militaire, et qui – participant de bien moindre façon à cette grande guerre ruineuse – se sont retrouvées avantagées dans la concurrence capitaliste internationale. C'est aussi la production massive d'armement qui a pour un temps relancé l'économie dans les pays industrialisés des années 1930, palliant l'échec du keynésianisme pour un temps très court, puisque cette course à l'armement a finalement débouché sur la Seconde Guerre mondiale.

On peut de même constater, aujourd'hui, des tensions géopolitiques de plus en plus vives, liées au partage du gâteau des matières premières dans les régions « néo »-colonisées du monde. L'Afrique et le Moyen-Orient, regorgeant de richesses minières et pétrolières, sont le champ de bataille des nouveaux impérialismes industriels, entre les États-Unis, la Chine et les anciens États coloniaux européens comme la France. De même que les colonisations du passé se légitimaient à grand peine par des intentions « civilisatrices » sur des « races » prétendument « inférieures », celles d'aujourd'hui, à coups de frappes aériennes dont la qualification de « chirurgicales » dissimule mal la masse des victimes civiles dites « collatérales », tentent de justifier leur barbarie par une défense des « Lumières » et des « droits de l'homme », à grands

renforts d'une communication tour à tour humanitaire et va-t-en-guerre. Les seules lumières qu'aperçoivent les populations meurtries, ce sont celles des bombes à fragmentation qui déchiquettent les chairs de leurs proches.

On voit ainsi régulièrement les chefs d'État occidentaux redorer leur blason terni en s'affichant comme les missionnaires d'une « croisade » du « bien » contre le « mal » (dixit G.W. Bush), ou d'un « choc des civilisations », sous le prétexte grotesque d'apporter les « Lumières » et la « démocratie ». Comme si la liberté politique était défendue par ces États occidentaux, où la liberté démocratique consiste à faire élire des « élus du peuple » tous les cinq ans pour dominer les pauvres et réprimer les mouvements sociaux.

La guerre aux femmes

Au passage, insistons ici sur l'un des prétextes les plus grossiers donnés par les États « démocratiques » à leurs interventions militaires : la fameuse « défense des droits des femmes ». L'Occident a beau jeu de vilipender le voile islamique sous toutes ses formes, alors qu'il véhicule un discours genré, masculiniste et sexiste à longueur de discours politiques, médiatiques et publicitaires. Les clichés sexistes surabondent en Occident, des plateaux télé aux publicités, avec des modèles féminins affligeants, amaigris par des régimes délirants, bimboïsées, aussi érotisées que dénuées de tout érotisme. Les femmes sont violemment incitées par la publicité, suintant de toutes les pores du système marchand, à dépenser leurs maigres salaires en fringues, en régimes dangereux ou en maquillages chimiques, dans l'injonction permanente de rester sexy, bref soumises et disponibles à la domination masculine. Tant pis pour les innombrables jeunes femmes tombant dans la spirale destructrice de l'anorexie, pour les « garçons manqués », pour les « camionneuses », pour les « moches », pour les « vieilles » passé la quarantaine. Tant pis pour toutes celles qui, faute d'argent, de temps ou d'envie, sont considérées comme des boudins parce qu'elles commettent la faute impardnable de « ne pas assez prendre soin d'elles ». Tant pis aussi pour celles qui, se refusant de jouer ce rôle imposé de se montrer disponibles aux avances libidineuses de mâles en mal de domination, seront traitées d'allumeuses. Toute l'hypocrisie patriarcale

autour de la marchandisation du corps des femmes apparaît en plein jour, avec la condamnation quasi-unanime des « putes », c'est-à-dire de toutes celles qui en arrivent, pour une raison ou une autre, à vendre ouvertement des services sexuels.

Le spectacle médiatique contraint les femmes à se soumettre au salariat ou au cirque citoyenniste. Les rares femmes parvenant à des postes de domination, au sein d'entreprises ou d'appareils étatiques, sont contraintes d'afficher encore plus de froideur émotionnelle, de volontarisme ou d'autoritarisme que les hommes pour s'intégrer au système patriarcal, car les médias ne manqueront pas de leur tailler un short au moindre faux pas. Les juges, les autorités religieuses et autres « spécialistes » de l'éducastration continuent d'imposer aux femmes l'éducation exclusive des enfants, véhiculant le mythe de « l'instinct maternel ». Les femmes qui n'auront pas d'enfants, passés trente-cinq balais, feront l'objet de remarques incessantes. L'avortement continue d'être attaqué dans la sphère politique par une réduction des budgets des plannings familiaux, et sur la place publique par des associations religieuses obscurantistes et fascistes, protégées par des cordons de police et auxquelles les médias ouvrent leur tribunes au nom du « débat public ».

Pour le capitalisme, qui veut que la force de travail se reproduise à ses propres frais dans la sphère dite « privée », le fait est qu'en Occident, la tâche de reproduction du prolétariat reste autoritairement dévolue aux femmes. Voter pour des chefs (par ailleurs largement masculins), bosser comme une esclave à temps partiel et mal payée, veiller à se montrer performante sexuellement tout en continuant à torcher les lardons, à faire les courses et à repriser les chaussettes, voilà la conception de la liberté féminine à la mode occidentale. Et l'on reprochera encore aux femmes, placées sous une pression sociale insupportable, d'avoir une propension à « l'hystérie »...

Si le voile islamique est un marqueur sexiste bien souvent imposé parmi d'autres, dans les régions du globe sous le joug de machos prétextant de lois religieuses pour maintenir leur domination abjecte sur les femmes, l'islamisme n'a bien évidemment pas le monopole du patriarcat. Voir les États occidentaux stigmatiser les musulmanes voilées au nom des « droits des femmes » a de quoi donner l'envie de bons grands coups de pieds dans les couilles.

La structuration en trusts/conglomérats

Pour abaisser les coûts fixes, les grands détenteurs de capital ont bâti avec l'aide des États des conglomérats industriels et financiers, dotés de filiales, de départements de recherche et de structures bancaires. Cela leur permet de se procurer à moindre coût la main-d'œuvre, les technologies et les crédits nécessaires. En soumettant les petits producteurs et les intermédiaires sur le marché, réduits à une sous-traitance généralisée, une marge plus conséquente de profit est dégagée dans le prix de vente. La constitution de tels monopoles permet de sortir de la contrainte concurrentielle, tout à la fois faisant jouer à fond sur les petites et moyennes entreprises, majoritairement sous-traitantes. Les plus grosses entreprises capitalistes, en s'entendant régulièrement sur les prix pour les maintenir élevés tout en réduisant le volume de la production, échappent de fait à la fameuse loi pipeau de « l'offre et la demande ». Elles réduisent ainsi considérablement les investissements dans les branches productives qu'elles sont parvenues à monopoliser, pour pouvoir les diriger vers d'autres branches productives ou financières : le monopole a une tendance inéluctable à coloniser ainsi tous les secteurs de la valorisation capitaliste.

Il faut souligner ici combien ces trusts sont farouchement soutenus par les États, voire carrément adossés à eux, au nom de la « politique industrielle du pays » et du « patriotisme économique ». Slogan consternant, repris jusqu'à la gauche de la gauche : le socialisme c'est bien, mais « chez nous » seulement. Il suffit de voir certains parcours professionnels, très instructifs, de technocrates opérant des allers-retours entre grandes firmes, banques et cabinets ministériels. Le gratin nord-américain illustre d'une façon grand-guignolesque cette collusion de toujours entre industriels, politiciens et banquiers, avec des lois très permissives ; le complexe militaire et pétrolier ou le lobby de l'industrie financière en sont de célèbres et effrayants exemples. Ce phénomène s'observe aussi dans les autres États du monde, qu'ils soient ou non dits « développés ». Nul besoin d'ailleurs de tourner nos regards loin de nous. En matière de solidarité de classe dominante, la France compte parmi les États champions.

Depuis quelques décennies, la restructuration capitaliste s'est traduite par des « fusions-acquisitions », stratégie permettant de réduire

l'aspect concurrentiel, de rehausser les prix et d'assurer les bénéfices pour pallier les crises de surproduction. Pas très efficace du point de vue purement économique : le capital est majoritairement consacré au rachat d'entreprises concurrentes, au lieu de se consacrer à l'investissement technologique. Mais très efficace du point de vue de la domination sociale, qui répétons-le, est le fondement du capitalisme ; comme, du reste, de tous les précédents systèmes étatiques de domination.

La socialisation des coûts fixes

Les États proposent des contrats très avantageux aux grandes entreprises nationales qu'ils soutiennent : qu'on songe aux factures astronomiques, comparées à celles proposées à des États étrangers, des avions régulièrement achetés par l'État français à un célèbre industriel milliardaire goinfré à l'argent public, ou à celles d'hélicoptères achetés à un autre industriel, considéré comme un « frère » par un ex-président français. Ces deux philanthropes vendeurs d'armes n'ont pas pour rien la mainmise sur tout un réseau de médias. Ces médias ne leur rapportent quasiment rien financièrement, mais offrent régulièrement des tribunes opportunes aux amis bureaucrates qui leur signent les carnets de commande d'engins de mort.

Les États fournissent aussi, on l'a dit en évoquant la colonisation, des matières premières à moindre coût, du fait de l'entretien d'une présence armée dans les pays producteurs et de relations diplomatiques avec des gouvernements corrompus. Les États concèdent des subventions énormes, bien souvent sans aucune compensation, à des secteurs industriels bien particuliers, sur de nouvelles technologies très ciblées. Notamment dans le secteur de l'armement, traditionnel moteur de l'économie capitaliste et de l'innovation technologique. Le cas du lobby nucléaire pour la France, lui aussi lié à l'industrie militaire, est assez emblématique d'un flot d'argent public stérilisant de fait toute autre innovation potentielle. Les subventions permettent de doper artificiellement les exportations, dans le cadre d'un dumping institué et validé par des organisations inter-étatiques prétendument neutres, afin d'étouffer toute concurrence. L'exemple des subventions européennes ou américaines aux industries agricoles en est l'exemple le plus connu, contribuant tragiquement à la destruction de la paysannerie dans les pays moins développés. Au passage, notons que ce sont précisément les

États qui se déclarent les plus attachés au « non-interventionnisme économique », par exemple les États-Unis, qui sont aussi ceux qui subventionnent le plus leur économie – et qui sont les plus farouches défenseurs de leurs douanes.

Au début de l'ère industrielle, les capitalistes ont financé transports et énergies, paramètres indispensables à la production industrielle. Les États ont rapidement apporté leur soutien, en nationalisant ces secteurs s'il le fallait, le temps d'en assumer les coûts. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les grandes nationalisations du ^{xx} siècle, comme celle de la SNCF en 1938 : elles ne sont nullement une « socialisation » de certaines branches productives, mais une socialisation d'une partie importante des coûts productifs, permettant aux capitalistes de réduire la part fixe de leurs investissements. Par ailleurs, on nationalise surtout quand un secteur rapporte trop peu, ou pas ; on privatise lorsqu'il redevient juteux. Qu'on songe au sort des autoroutes françaises, l'un des plus gros scandales économiques de la V^e République dans ce domaine. Si canaux, routes, autoroutes, voies ferrées et aéroports ont été financés par les États, leur gestion a bien souvent été ensuite concédée à des multinationales privées. Ce tour de passe-passe, aussi grossier que juteux, se poursuit actuellement avec la grande vogue des partenariats public-privé.

Les États ont de même nationalisé pour un temps les énergies : nul besoin de détailler par le menu les innombrables scandales de l'industrie pétrolière, enjeu crucial de nombreux conflits depuis la Seconde Guerre mondiale et, plus généralement, du développement de l'automobile. Qu'on songe aussi au coût dérisoire de l'électricité pour les industriels, permis par le programme nucléaire mis en place en France à partir des années 1970, à la faveur des chocs pétroliers. Ce programme coûte astronomiquement cher en termes de budget national. L'extraction de l'uranium est garantie par une présence militaire permanente de la France en Afrique, qui engloutit des sommes faramineuses. Le financement éhonté des dictateurs françafricains coûte aussi cher, mais les chiffres sont évidemment plus difficiles à estimer. Sans oublier l'essentiel : des budgets de recherche colossaux, la construction et l'entretien ruineux des centrales nucléaires, y compris les centrales « nouvelle génération » (un véritable gouffre financier qui ne cesse de se creuser). Mais aussi la « gestion » des déchets, si tant est que l'on

puisse parler de gestion pour des déchets nuisibles qui restent à ce jour ingérables et les resteront longtemps. Il faudra aussi payer une note incalculable en cas de catastrophes éventuelles, comme à Fukushima, avec une entreprise quasi-nationalisée par l'État nippon. Si l'on tient compte de tous les coûts collatéraux du nucléaire, l'électricité devrait être ruineuse pour les industriels français. Sur les factures qui leur sont adressées, elle ne l'est pas. Radieux exemple de gros cadeau aux industriels. Ceux-ci ont aussi bénéficié du marché offert par la généralisation du tout-électrique, notamment pour le chauffage, une gabegie notoire s'ajoutant aux délirantes conséquences du choix français du tout-nucléaire.

Revenons à présent sur ces chantiers pharaoniques dits en « partenariat public-privé », qui se multiplient un peu partout dans le monde : hormis les centrales nucléaires, citons les lignes à grande vitesse, les aéroports, les tunnels, les lignes à très haute tension, les barrages hydrauliques, etc. Leurs avantages économiques réels sont souvent fort contestables, pour employer un euphémisme. Ces chantiers sont par ailleurs aussi inutiles que nuisibles socialement et écologiquement, et sont souvent contestés par des résistances sociales très vives, coûtant parfois cher à l'État en termes de répression. L'enjeu n'est pas là : en s'endettant colossalement pour subventionner des multinationales, les États permettent simplement au capitalisme productif de se maintenir, ainsi qu'ils ont pu le faire durant des décennies pour le secteur automobile, ce véritable désastre humain et écologique.

Ces multinationales n'y gagnent pas qu'à la construction, mais aussi à la gestion et à la rente, qui leur sont généreusement concédées. La multiplication de ces grands chantiers inutiles manifeste l'obsession de maintenir un taux de profit suffisant dans certains secteurs symboliques du capitalisme productif, pour préserver la crédibilité d'un productivisme à tout crin sur lequel s'adosse, quoi qu'on en dise, le secteur financier qui garantit lui-même le maintien de la valeur du capital. Ces projets de grands chantiers inutiles sont invariablement soutenus par une propagande éhontée des autorités, vendant à qui mieux-mieux les « emplois » qu'ils permettraient. Or ces emplois, par ailleurs précaires quand on observe les conditions de travail, ne sont qu'à court terme : la logique de centralisation de l'appareil productif, que ces chantiers induisent par une concentration de la production dans des pôles métropolitains, « rationalise » l'emploi de main-d'œuvre à grande échelle.

Suscitant à long terme plus de chômage encore. Les pisse-copies de torchons locaux vantant les mérites de ces chantiers ont certes des injonctions éditorialistes, mais ils feraient tout de même bien de revoir leurs bases d'économie.

Par ailleurs, une grande part de la couverture diplomatique et médiatique des marchandises capitalistes est assurée par les États, ce qui réduit les coûts fixes en communication (publicité, prise de parts de marché, etc.). Autant de frais considérables qui ne sont pas assumés par les multinationales, mais bien par les États. C'est-à-dire les contribuables, les impôts pesant sur les grandes entreprises étant aujourd'hui dérisoires. Pour vendre les étrons toxiques des fleurons de leurs industries nationales, les gouvernants européens n'hésitent pas à accueillir, sur le perron de leurs appartements, les pires caricatures de dictateurs. N'hésitant pas à s'indigner ensuite de leurs pratiques autoritaires, quand il s'agit de les remplacer par d'autres dictateurs, plus conciliants à signer des contrats et enclins à partager le contenu de leurs coffres-forts, où s'entassent les profits réalisés sur le dos de populations martyres.

On relèvera enfin que le coût de la formation de salarié-e-s « qualifié-e-s » (techniciens, ingénieurs, cadres), incombant à l'origine aux entrepreneurs à l'époque du « paternalisme patronal », a progressivement été pris en charge par les États, par le racket des contribuables. Ce sont ainsi les exploité-e-s qui financent leur formatage scolaire et professionnel. L'école publique est chargée par l'État de former une main-d'œuvre « adaptée au monde du travail », répondant aux desiderata de patrons qui n'auront plus à déboursier pour cette formation. Cette dynamique se poursuit : la table ronde du patronat européen a ainsi imposé en Europe un « socle de compétences » consistant à imposer à la future main-d'œuvre salariée des exigences de « polyvalence » bien ciblée. Lire, écrire et compter, parler l'anglais commercial et technique, utiliser des logiciels de base, telles sont les exigences imprimées au sein d'une éducation d'où sont délibérément bannis les outils de la critique sociale, pour constituer une armée de futur-e-s salarié-e-s flexibles, corvéables et remplaçables à merci.

Socialisation des nuisances, privatisation de leur gestion

Dans le même sens, il est notable de constater la socialisation croissante du coût du retraitement des déchets et des pollutions industriel-

les, et de la gestion des maladies liées au travail et au stress suscité par les inégalités sociales. Ces dégâts collatéraux à la production industrielle capitaliste sont assumés par les États. Et ce, par un discours étatique de biopouvoir de plus en plus récurrent sur la responsabilisation citoyenne : chacun-e doit bien trier « ses » déchets, veiller à se maintenir en bonne santé, payer pour mettre son lieu de vie en conformité avec des normes écologiques, consulter d'honorables dealers d'antidépresseurs et de somnifères. Les États font mieux : en endossant la responsabilité de la collecte et du retraitement des déchets, ou de la dépollution, ils font des appels d'offres aux entreprises privées pour assumer ce rôle. Les capitalistes se délestent ainsi des coûts liés aux effets nocifs de leur production en les socialisant, et empochent une deuxième mise en se faisant rémunérer pour traiter ces problèmes.

Cette variabilité des coûts « fixes » par le truchement de l'interventionnisme étatique pour socialiser les coûts mais jamais les profits, est souvent occultée par les partis et syndicats dits d'opposition, pour la simple et bonne raison que ceux-ci ont été contaminés par la vision d'un État opposé au capital, vision héritée des formes autoritaires du « communisme », confondant lamentablement socialisation et nationalisation. On voit ainsi les bureaucraties syndicales batailler pour obtenir le dernier marché de la gestion sociale d'un grand chantier inutile et nuisible, ou de retraitement des déchets. Et les généreuses subventions y afférentes.

L'élasticité du capital variable

Le capital « variable », ou coût de la rémunération de la force de travail humaine, a toujours été – comme son nom l'indique – la part d'investissement du capital la plus facile à compresser par le surtravail pour dégager du profit (de la survaleur ou de la plus-value, pour employer les termes marxistes). D'autant plus variable que la mise au travail collectif suscite un effet « d'aubaine », pour reprendre Proudhon. Nous aborderons ici les leviers les plus connus de la flexibilisation de ces coûts, et nous verrons combien, là aussi, les États sont indissociables de ce jeu sur les salaires.

Les licenciements

Comme nous l'avons déjà rappelé, les licenciements sont une conséquence structurelle de l'accroissement inéluctable du taux de capital constant (technologies, machines) dans la composition organique du capital. La machine seconde de plus en plus le travail humain, augmentant considérablement sa productivité. Si un-e travailleur-euse doté d'une machine peut faire, sur une durée donnée, la même quantité de produits possibles à écouler sur le marché que dix travailleur-euse-s, alors neuf travailleur-euse-s sur dix deviennent un coût superflu, d'autant plus si le marché est saturé, faisant économiser au capitaliste une part du capital variable. Une part croissante du prolétariat se voit ainsi mise « hors circuit ».

Licencier a toujours été la façon la plus simple d'ajuster les coûts de main-d'œuvre dans la production, pour préserver le taux de profit. C'est une stratégie néanmoins dangereuse à plus long terme puisqu'en définitive, c'est le travail humain qui seul produit des richesses et seul permet l'extraction de plus-value, le profit. Le capital, en expulsant la force humaine de la production, détruit à terme les bases mêmes de sa valorisation.

Certains facteurs notables doivent néanmoins nuancer ce constat classique de la baisse tendancielle du taux de profit. D'une part les licenciements, massifs dans l'industrie durant plusieurs décennies du fait de l'explosion de la productivité, se sont accompagnés d'exigences croissantes sur les travailleur-euse-s ayant le « privilège » de pouvoir continuer à travailler dans une firme : le gain de « productivité » ainsi obtenu, pas seulement par la technologie mais aussi par la menace du chômage, permet de relativiser la perte globale en termes de taux de profit. À une large échelle, le chômage apparu dans les années 1970 a fait jouer jusqu'à présent la précarité et la peur de l'exclusion, en particulier dans les secteurs de production les plus anciens et pâtissant le plus de la concurrence. Ce qui a d'autant plus permis aux capitalistes de jouer sur la baisse générale des salaires et l'augmentation des exigences pesant sur tous les travailleur-euse-s, en termes de productivité.

Les emplois de services (secteur tertiaire) ont compensé en partie la chute des emplois industriels (secteur secondaire). En effet, plus les entreprises sont robotisées, cybernétisées et mondialisées, moins le taux de profit est important, et plus il devient nécessaire de recourir à

des emplois d'encadrement pour augmenter encore plus la productivité. Emplois de gestion et de contrôle, que nous pourrions qualifier de « para-productifs », car ils sont indispensables au fonctionnement de l'entreprise : administration, comptabilité, ressources humaines/management, mais aussi structures dites « du personnel », où se sont ruées les bureaucraties syndicales pour « fluidifier le dialogue social ». Les emplois tertiaires sont tout aussi indispensables à l'écoulement des marchandises sur le marché : communication, marketing, publicité, relations et lobbying. Attribuer des emplois para-productifs à un grand nombre de gens a aussi correspondu à une stratégie de restructuration de la domination sociale. La multiplication de ces emplois de contrôle et de gestion a aussi bien permis de prévenir une éventuelle explosion sociale, que de répandre l'idéologie du *contrôle social* au sein des salarié-e-s désormais majoritairement tertiaires. La tertiariisation de l'économie des pays dits développés fut indispensable au maintien d'un système qui a rejeté, et continue de rejeter, toujours plus de gens hors de la sphère productive.

Néanmoins, le chômage s'est installé. Cette tendance est inévitablement amenée à se creuser. Les « chômeurs » ne sont plus considérés comme un gisement de salarié-e-s potentiel-le-s par les États. Plus personne ne croit aux promesses fumeuses des gouvernements successifs d'un retour au « plein-emploi ». Les partis de gauche, y compris de gauche dite « extrême », s'indignent encore des licenciements boursiers, en faisant croire qu'il serait possible qu'il y ait un emploi pour tou-te-s en système capitaliste, au lieu de condamner le capitalisme lui-même et d'appeler à la prise de contrôle des moyens de production par les populations. Or, le capitalisme est fondé sur l'élasticité de la masse salariale, gisement fondamental du profit, dont les licenciements restent et demeurent un levier incontournable. Depuis des décennies, l'augmentation énorme de la productivité a exclu de fait une grande quantité de gens du marché du travail. Les précaires et chômeurs-euse-s ne peuvent plus être considéré-e-s comme une « armée de réserve » ainsi que le disait Marx. Ce qui était une analyse pertinente à son époque ne l'est plus au sein du capitalisme actuel, puisqu'il n'y a plus de possibilité pour tou-te-s de participer à la production. C'est de fait tout le prolétariat qui est actuellement précarisé.

À l'heure du capitalisme financiarisé, où le profit à court terme prévaut toujours plus sur celui à long terme et où les profits du secteur productif sont devenus insuffisants, les licenciements sont une façon de plus en plus courante d'obtenir une montée rapide du titre en Bourse, faute de résultats significatifs. Les dirigeants de grandes entreprises, à l'époque encore récente où ils étaient distincts de l'actionnariat, considéraient peut-être encore comme une priorité de faire tourner durablement leur boîte dont ils avaient la gestion. Mais depuis qu'ils sont rémunérés en primes d'intéressement et en parachutes dorés, et non plus seulement en salaires faramineux, ils se sont largement convertis aux licenciements boursiers. Ils sont aidés en cela par des cabinets spécialisés de conseil en « plans sociaux », payés rubis sur l'ongle : virer les salarié-e-s est un métier d'avenir.

La réduction de masse salariale a aussi lieu dans les services publics, puisque l'État préfère consacrer ses deniers au maintien du profit privé, par des subventions et des défiscalisations : la cour des comptes en France parle pour 2010 de 172 milliards d'allègements de cotisations et de niches fiscales. Par ces aides, ainsi que par l'épongement des pertes financières, les États s'endettent délibérément, ce qui les conduit à licencier. Dans la situation actuelle du capitalisme, les États ne peuvent régler la question du chômage, qui est celle d'une dépossession des populations, sans se renier eux-mêmes. Ils jouent donc à fond leur rôle de contrôle social, pour contenir les potentielles explosions de colère liées à l'exclusion structurelle d'un nombre croissant de prolétaires hors du monde du travail. Les services de renseignement sont à pied d'œuvre. Les États se préparent à la répression de mouvements sociaux d'ampleur, en développant de nouvelles stratégies de gestion des manifestations et en favorisant le flicage généralisé des populations par les recoupements de données pour surveiller et cibler les éléments les plus contestataires. Vidéo-surveillance, communications téléphoniques, Internet et fichiers de police sont recoupés à travers des projets technocratiques.

Tant que les détenteurs du capital organiseront la production et la répartition des richesses produites et tant que l'État, bras armé de cette dépossession, perdurera, les jérémiades de la gauche se contentant de protester contre les licenciements et de réclamer des emplois pour favoriser la croissance et la productivité sont au pire hypocrites, au

mieux dérisoires. Fort heureusement, il reste encore des salarié-e-s menacé-e-s de licenciements qui, dans un sursaut de dignité, laissent éclater leur saine colère en action directe, bloquant leurs usines, séquestrant leur patron et menaçant de saboter leur outil de travail. À force de balader les salarié-e-s, les gouvernants risquent de les voir se débarrasser de la chape bureaucratique des partis et des bureaucraties syndicales prétendant les défendre.

Les gains de productivité

Un autre moyen classique de réduire le coût de la masse salariale consiste à augmenter la productivité des salarié-e-s pour un salaire équivalent, c'est-à-dire à augmenter les cadences et le temps de travail supplémentaire non rémunéré.

Le fordisme, ou taylorisme, a « rationalisé » la production en instaurant la division extrême du travail. Cette logique du travail à la chaîne a contribué à déposséder les ouvrier-e-s de ces savoir-faire qui faisaient la fierté des métiers. L'ouvrier-e est ainsi de plus en plus en souffrance au travail. N'étant plus à l'œuvre dans toutes les étapes de la production mais dans une seule, il-elle se retrouve isolé-e, empêché-e de se questionner sur le sens même de ce qu'il-elle produit. Le taylorisme n'a pas été qu'une traduction de la volonté capitaliste d'accroître la productivité. Il a aussi été une arme d'atomisation des liens sociaux au travail, une arme de dépossession critique, une arme de soumission rendant l'ouvrier-e totalement dépendant de l'organisation autoritaire de la production.

Aujourd'hui, la spécialisation induite par le productivisme concerne toutes les activités salariées, y compris tertiaires, y compris chez les cadres. Le corollaire de ce productivisme, contradictoire avec ses fins, est l'individualisation des conditions de travail, la solitude des salarié-e-s, la perte de sens au travail, la flexibilité et le turn-over. La souffrance et le stress au travail règnent à tous les échelons de la production, en même temps que la réduction des possibilités organisationnelles. Au sein du monde du travail, il est de plus en plus ardu de partager un constat et des perspectives de révolte.

Mais si cette division du travail suscite un gain de productivité à court terme, elle engendre aussi une perte de productivité à terme, qui inquiète les dirigeants. En effet le capitalisme se nourrit aussi, nous

l'avons vu, de la créativité des salarié-e-s, de la volonté encore présente du « travail bien fait », de la coopération et de la collaboration.

Face à ce dilemme, nécessité d'atomiser les salarié-e-s, mais nécessité de les faire collaborer à une nouvelle espèce de contremaîtres, typiquement capitaliste, est née : celle du management et des « ressources humaines ». La fonction des managers consiste à tirer le plus de productivité possible des employé-e-s (le fameux « capital humain »), tout en les faisant s'identifier à l'entreprise. Elle consiste à susciter de la coopération et de la circulation d'idées propres à améliorer la productivité, mais en les canalisant le plus efficacement possible dans le seul intérêt de l'entreprise et de son profit. La carotte et le bâton sont là aussi de mise.

L'échelle des salaires, de plus en plus diversifiée, permet de faire jouer la carotte de la promotion au détriment de la solidarité des travailleur-euse-s. La promotion est d'autant plus efficace si elle se traduit par une participation aux gains de l'entreprise. Il ne s'agit évidemment pas d'une participation réelle des salarié-e-s aux décisions des conseils d'administration, mais ces « concessions » sont bien pratiques pour faire en sorte que l'employé-e s'identifie à l'entreprise et augmente sa productivité. Le manager est aussi celui qui fait jouer le levier de la stimulation par la peur. Les retenues sur salaires ont été remplacées par la menace du non-renouvellement du contrat pour les personnes employées en CDD, et par les charrettes de licenciements pour les CDI. A deux époques différentes du capitalisme, nous l'avons vu, ces moyens de coercition ont permis aussi bien de réduire la masse salariale que de pousser les salarié-e-s ayant la « chance » de travailler à accroître leur productivité, de se plier toujours plus à la temporalité et à la discipline de l'entreprise, à faire des heures supplémentaires, sous la menace de « plans sociaux ». Les salarié-e-s sont ainsi tou-te-s invité-e-s à devenir les managers de leur propre misère individuelle, en même temps que de celle des autres. Un « élément » maladroit, moins productif, plus malade ou plus en retard que la moyenne, n'est plus seulement fliqué par le boss, mais aussi par des collègues de service ou d'atelier.

L'écrasement des salaires

Certaines périodes, notamment celle du compromis des Trente Glorieuses, boostée par la reconstruction après la guerre et par des investissements massifs des États les plus riches, ont pu voir un très

relatif encouragement de la demande par l'élévation des salaires. Très relatif, car les salaires furent en réalité stagnants dans la composition organique du capital. Relatif aussi car les méthodes «fordistes» de production répondaient à celle du fameux Henry Ford, qui, s'il est connu pour sa phrase «*Je paie mes salariés pour qu'ils m'achètent mes voitures*», a surtout instauré un flicage ouvrier antisindicaliste (4 ouvriers tués en 1932). Hitler disait d'ailleurs de Henry Ford qu'il était son «*inspiration*», dans le *Detroit News* du 31 décembre 1931. Du reste, les élévations de revenus dans les usines Ford n'ont été que la contrepartie d'une intensification terrible et sans précédent du travail à la chaîne, nécessitée par la volonté de stabiliser une main-d'œuvre fuyant ces usines évoquant l'univers carcéral. Le recours relatif à ce levier de la demande, répondant à une phase bien particulière du capitalisme, n'aura d'ailleurs pas duré. Les augmentations de salaires chez Ford s'achèvent avant les années 1930; celles des Trente Glorieuses, répondant à une situation de plein-emploi permise par la reconstruction et par l'aubaine néo-coloniale, sont désormais de l'histoire ancienne.

Les élévations conséquentes de salaires, concédées en 1936 ou en 1968, furent certes le résultat d'offensives notables du mouvement ouvrier, donnant des sueurs froides au pouvoir. Avec des occupations d'usines, la montée de discours prônant l'autogestion et des revendications révolutionnaires débordant largement le monde du travail. Mais elles ne furent que le résultat de négociations faites dans le dos des salarié-e-s. Ces augmentations ne constituèrent au final que de courtes parenthèses. Les négociations furent surtout le prétexte pour faire retourner les ouvrier-e-s au travail, à l'appel conjoint du patronat, du gouvernement (à gauche en 1936, à droite en 1968), du PCF («*Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue*», disait, en 1936, le stalinien Thorez, appelant à un «*Front des Français*») et des bureaucraties syndicales, huées par leurs bases, signant les accords pour étouffer le mouvement. Ces réévaluations salariales ont du reste été vite compensées par une féroce élévation des prix. Si un mouvement social d'ampleur se radicalise et devient ingérable, il débouche toujours sur le consentement des capitalistes à lâcher) à lâcher quelques miettes supplémentaires, avec l'aide des bureaucrates syndicaux et politiciens, censés «représenter» les bases et souhaitant garder le contrôle sur l'essentiel.

La solution la plus courante dans l'histoire du capitalisme consiste donc, en règle générale, à faire baisser le coût de la masse salariale. Cette stratégie patronale a largement été employée dès les premiers temps de l'ère industrielle. La répression par les forces armées de l'État (police, armée) des manifestations revendiquant des augmentations salariales et la réduction du temps de travail n'empêcha pas un certain nombre de conquêtes sociales, obtenues par les luttes et la solidarité entre les travailleur-euse-s (droits syndicaux, droits du travail). L'option de l'attaque frontale des patrons et de l'État contre les salaires a toujours été délicate à mettre en place.

Il a donc fallu agir plus subtilement. Il est par exemple possible de faire stagner les salaires par rapport à l'inflation (augmentation de la masse monétaire en circulation, consubstantielle à la croissance du capital). Ainsi, les salaires semblent ne pas baisser, voire même augmenter légèrement, mais en réalité ils baissent, relativement aux prix ou au volume de richesses produites. Ils baissent aussi par rapport au capital global de l'entreprise, ce qui permet de dégager plus de profits. Autre solution : «flexibiliser» la production. En détricotant les droits du travail, qui imposent une plus grande rémunération en cas de grande amplitude horaire, de travail de nuit ou les jours fériés. En atomisant les conventions de branches qui imposent des grilles de salaires et d'avancement. En sabordant le syndicalisme combatif par la création de syndicats jaunes, ou la mise des délégué-e-s de syndicats dans l'ornière de la représentativité, par des élections syndicales. Autant de stratégies auxquelles les États n'ont cessé et ne cessent de s'employer, avec la bénédiction de bureaucraties syndicales généreusement traitées par un système notoirement opaque de subventions : il faut bien «fluidifier le dialogue social».

L'un des meilleurs exemples de l'intervention des États sur la réduction des salaires porte sur une partie du salaire moins visible, moins symbolique : le salaire dit «indirect». C'est-à-dire la part du salaire versée par l'employeur sous forme de cotisations sociales (retraites, chômage, maladie). C'est le salaire socialisé qui est attaqué, et non le salaire net que les salarié-e-s voient sur leur fiche de paye : ça passe mieux. Surtout lorsque les médias et l'État stigmatisent les «assistés», et donnent une vision négative du salaire socialisé. Les salarié-e-s crédules peuvent même se croire gagnant-e-s

avec de telles politiques, qui les conduisent pourtant à raquer bien davantage pour assurer leur chômage, leur retraite et leurs maladies, pour le plus grand profit des compagnies d'assurance et des mutuelles privées.

Ce salaire socialisé, payé par les capitalistes, fait bien partie du salaire. En s'attaquant aux retraites, aux allocations de chômage et aux remboursements maladie, autrefois socialisés, puis nationalisés par eux, les États aident simplement les capitalistes à réduire la masse salariale et à augmenter leur profit. De plus, ils offrent ainsi un nouveau champ d'investissement au capitalisme, sur lequel spéculer : après la Sécurité sociale, vache à lait des lobbys pharmaceutiques, vient le tour des assurances et « mutuelles » privées évoquées plus haut. Celles-ci ont pour but de prélever une part maximale de profit sur l'ensemble des cotisations de leurs client-e-s, pour des prestations minimales.

Prestations qu'il faut bien verser néanmoins, d'où l'importance pour ces fonds privés de s'organiser pour investir l'argent des cotisations dans des opérations juteuses, c'est-à-dire, à l'époque actuelle, les opérations financières les plus risquées. Cette tendance explique que ces fonds privés soient devenus les plus importants acteurs de la spéculation financière, rendant le système plus instable. L'option de l'attaque sur les salaires indirects a pris une telle importance ces dernières décennies que les plus gros fonds spéculatifs sont aujourd'hui les fameux « hedge funds », ou fonds de pension de retraite pour les salarié-e-s américain-e-s : ce sont aussi les principaux responsables de l'instabilité et de la volatilité des marchés financiers, et de la crise financière.

Le recul du salaire indirect, socialisé et donc théoriquement sans marge de profit prélevée, et l'avancée de la privatisation de ces caisses, sont donc une perte sèche d'argent pour les travailleur-euse-s, à plus ou moins long terme. D'ailleurs, les fraudes aux allocations chez les prolétaires (chômage, retraites, maladie) sont absolument dérisoires, comparées aux fraudes patronales. Elles sont encore plus dérisoires si on les compare au racket gigantesque que constitue le profit privé réalisé dans le cadre des assurances privées, et dont les cotisant-e-s ne verront jamais la couleur.

Ce levier de l'abaissement délibéré des salaires (ici indirects) est l'une des plus grandes contradictions du capitalisme. Précariser le salarié-e-s c'est, on l'a vu, plomber le marché qui constitue le débouché

de la production ; c'est donc réduire à terme le profit, en accumulant un capital ne trouvant plus à s'investir autrement que dans la spéculation sur la production future, c'est-à-dire la spéculation financière.

Mais là aussi les États jouent le rôle de pompier des contradictions du capitalisme. En l'occurrence, en abaissant massivement les dépenses dites « publiques » (en réalité socialisées) de Sécurité sociale, ils ont joué leur rôle de garants du Capital contre les risques qu'ont dû prendre les banques à investir dans les produits financiers, faute de pouvoir investir de façon suffisamment rentable dans le secteur productif. Le discours d'austérité et de crise consiste à réclamer toujours plus d'efforts aux salarié-e-s, qui se trouvent trois fois victimes du capital : racketté-e-s une première fois lors de l'extraction toujours plus grande de la plus-value, racketté-e-s une deuxième fois pour assurer la pérennité de cette plus-value financiarisée, non investie dans le secteur productif, et racketté-e-s une troisième fois en se voyant contraints de filer une nouvelle part de leur salaire aux assureurs privés.

Le recours à une main-d'œuvre à moindre coût

Il est aussi possible de réduire les coûts de la masse salariale en recourant à une main-d'œuvre moins bien payée, appartenant à une catégorie des populations située au bas de la hiérarchie sociale. Ce fut pour un temps le cas des enfants en Europe. Si le travail des enfants est désormais interdit dans la plupart des pays dits développés, les enfants sont toujours employé-e-s dans certains pays dits en développement. Ce fut aussi le cas avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail. Les femmes restent aujourd'hui globalement moins payées que les hommes.

Et c'est toujours le cas avec la main-d'œuvre immigrée, à plus forte raison si elle est en situation précaire, notamment « sans-papiers ». L'État, en fabriquant le sans-papier, en refusant de régulariser sa présence effective, souvent liée aux difficiles conditions économiques du pays d'origine, garantit la différenciation des salaires (déclarés ou pas). Ce sont aussi les mêmes États qui signent des traités de libre-échange de marchandises et de capitaux, tout en durcissant la répression des flux migratoires économiques. Cela permet d'entretenir un différentiel de droit du travail et de rémunération, que les capitalistes appellent cyniquement « économie d'échelle ». Ce recours aux différentiels de droits du travail, intra ou inter-étatiques, est indissociable de la sous-

traitance. Les États permettent la multiplication juridique de contrats précaires échappant aux accords de branche, et organisent des arrangements en vue d'«externalisations» et de «délocalisations» dans les zones contrôlées par d'autres États.

Une fois de plus, ce sont les États et leurs émanations inter-étatiques, avec des traités de zones de libre-échange et des instances internationales, qui permettent un surcroît de profit en assurant ces différentiels de salaires. L'un des exemples les plus célèbres est la frontière entre États-Unis et Mexique. Grâce à l'accord de libre-échange de l'Alena, les capitalistes états-uniens font fabriquer des marchandises dans les usines (maquiladoras) situées de l'autre côté de la frontière mexicaine, avant de leur faire passer la frontière dans des défilés ininterrompus de camions vers les hubs étatsuniens (plate-formes de transports dispatchant les marchandises dans tout le pays). Sans aucune taxe à verser. Les salarié-e-s mexicain-e-s, mal payé-e-s, subissant une durée et des conditions de travail légalement impossibles aux États-Unis, sont en revanche bloqué-e-s à la frontière par des murs, des barbelés et des patrouilles armées. Cela n'empêche pas un grand nombre d'habitant-e-s d'Amérique centrale ou du Sud de la franchir, mais pour trouver aux États-Unis une situation de travailleur-euse-s clandestin-e-s, surexploité-e-s, sans aucun droit. Pour le plus grand bonheur du patronat américain : la frontière libre pour les capitaux mais fermée pour les prolétaires lui permet de disposer à l'extérieur comme à l'intérieur d'une main-d'œuvre sous-payée et servile.

On retrouve le même phénomène en Europe-forteresse, avec l'espace Schengen de libre-circulation, au différentiel interne important quant aux droits du travail et aux salaires. Cet espace est indissociable de frontières étroitement surveillées, où pénètrent chaque année des populations précarisées et privées de reconnaissance administrative, spoliées dans leur pays, puis exploitées en Europe. Ces frontières militarisées de «l'Euro-forteresse» n'arrêtent pas l'immigration mais la précarisent grandement, en rendant toujours plus périlleuses les conditions de passage pour les migrant-e-s. Chaque année, de nombreuses migrant-e-s meurent notamment en mer en tentant de passer clandestinement. Les gouvernants des États dits développés dénoncent hypocritement les «filières de passeurs», mais jamais leur propre cynisme.

Les moyens sont donc infiniment variés : s'il y a bien une qualité chez les capitalistes, c'est leur inventivité féconde en matière de crapulerie. Il est important de souligner combien les revendications des mouvements sociaux sont devenues indigentes, et la grande faute en revient à l'influence de la gauche et des bureaucraties syndicales dans les traditions de luttes. En ne développant que des perspectives tronquées sur les moyens de lutter contre l'écrasement de la rémunération des salaires, avec d'une part des revendications partielles et d'autre part une absence de contestation globale et radicale de la pseudo légitimité des capitalistes à décider de la répartition des richesses, on condamne les moindres gains de salaire et les moindres conquêtes de droits à être compensées par les capitalistes, qui peuvent agir sur un très grand nombre de leviers pour abaisser par d'autres moyens le coût général de la production.

Défricher de nouveaux marchés

L'une des plus fortes contradictions du capitalisme réside, on l'a vu, en une stérilisation inéluctable du profit sur un marché donné. C'est pourquoi le capitalisme est dans un effort permanent de recherche de nouveaux marchés à défricher.

Le colonialisme (ou « impérialisme »), présente l'intérêt, on l'a vu, de s'emparer brutalement et à bas coût (les coûts militaires et administratifs étant assumés par les États colonisateurs) de nouveaux territoires jusque-là peu exposés aux logiques capitalistes, où sont réprimées les populations qui vivent d'agriculture de subsistance. Il s'agit de faire main basse sur de nouvelles matières premières (eau, forêts primaires, minerais, etc.), et de disposer d'une main-d'œuvre locale dépossédée et asservie. Il s'agit aussi d'écouler une surproduction vers de nouveaux territoires. Lorsque les débouchés coloniaux deviennent trop étroits, du fait de la concurrence entre États colonisateurs, la guerre permet enfin de s'emparer des richesses d'autres territoires, tout en suscitant un marché de l'armement et de la sécurité, sans parler de celui de la reconstruction.

Il s'agit donc de transformer ce qui est commun, non estampillé d'une propriété privée, en biens ou services marchandisés, pour susciter

de nouvelles demandes. L'accroissement exponentiel des «brevets» étend son emprise sur tout et n'importe quoi, jusque sur les sources mêmes de la vie humaine (semences, plantes médicinales, techniques agricoles, eau, etc.). Le brevet consiste bien souvent en un accaparement pur et simple de ressources fondamentales à la vie humaine elle-même, ayant jusque-là échappé à la privatisation. Les organismes génétiquement modifiés sont l'un des sinistres exemples de ce phénomène. L'un des nombreux aspects néfastes de ces OGM est de supplanter tout autre organisme naturel : ils sont conçus pour supporter des pesticides destructeurs, fournis par les multinationales semencières. Ils se répandent facilement parmi les cultures non-ogm, dont les exploitant-e-s sont ainsi contraint-e-s de payer les multinationales semencières. Celles-ci, par leur lobbying actif auprès des États et des institutions inter-étatiques, obtiennent des lois pour empêcher la circulation libre des semences, soumises à une autorisation pour diffusion dans des catalogues officiels. De même, certains adjuvants traditionnels sont interdits à la commercialisation, comme le purin d'ortie, suspecté de faire concurrence aux pesticides et engrais chimiques. Le but consiste à contrôler jusqu'aux sources du vivant, à déposséder l'humanité de sa capacité de survivre par elle-même sans médiation de l'État et du marché capitaliste.

Il est aussi possible de créer de nouveaux marchés en suscitant de nouveaux «besoins» à grande échelle. Les nouveautés technologiques telles que la voiture, puis l'électronique ou le numérique furent imposés massivement, d'abord sous le discours du confort, puis sous celui de la nécessité, et enfin celui de la contrainte : une fois qu'un grand nombre de gens ont acheté un nouveau produit, celui-ci devient incontournable dans le fonctionnement social. La voiture, l'ordinateur, le téléphone portable et Internet ne sont plus présentés comme des luxes, mais comme des nécessités et des exigences, sur le plan du «développement personnel» comme sur le marché de l'emploi, sous peine d'exclusion sociale.

La préparation à l'utilisation forcée de ces technologies est ainsi enseignée jusque dans les écoles, avec la mise en place imposée par les États d'attestations scolaires de sécurité routière ou de brevets informatique et Internet. Les «TICE» (technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement), proposées il y a quelques

années encore comme un simple atout pédagogique, sont aujourd'hui obligatoires, avec leur lot de fichage centralisé des élèves, de l'école primaire jusqu'après le bac. Les médias bourgeois s'émerveillent régulièrement de l'irruption de tableaux blancs interactifs ou de tablettes numériques dans les classes. Ils s'inquiètent bien moins du contrôle social à l'école, de la nature autoritaire de l'enseignement, des contenus toujours plus étriqués et idéologiquement rétrogrades des programmes, de l'absence de participation réelle des élèves.

Dans le capitalisme, il est évident que ce n'est pas la demande qui suscite l'offre, mais l'offre qui s'impose à la demande. Comme pour tout, la coercition seule ne suffit pas ; il faut aussi susciter une idéologie de la consommation pour que le capital réalise son cycle de valorisation par l'achat des marchandises produites. Il s'agit d'augmenter la « *propension moyenne à consommer* » (Keynes), et non celle à épargner – y compris lorsque le salaire subit globalement une variation négative (« *propension marginale à consommer* »). Comment susciter le désir d'acheter le superflu ? En le rendant indispensable, par la communication publicitaire de masse, marginalisant les non-acheteurs. La publicité est directement issue des travaux de propagande des plus abjectes dictatures du *xx^e* siècle. La publicité s'inspire aussi de la phraséologie de la conquête militaire pour défricher de nouveaux marchés, avec ses « campagnes », ses « stratégies » de communication, ses « objectifs », ses « cibles ». Les habitants-e-s des pays dits développés passent aujourd'hui plus de temps à regarder la télévision qu'à travailler : 3 heures et demie par jour, mais sur une durée bien plus longue que 41 annuités de travail. La télévision est devenue la deuxième activité de l'humanité, après le sommeil. Le flot d'images télévisuelles hypnotiques, dont les programmes souvent racoleurs ne sont construits que pour permettre une audience publicitaire maximale, modèle les esprits selon les postulats de la perpétuation de la domination patriarcale, étatique, capitaliste. Comme tant d'autres produits du capitalisme, la télévision n'est pas un gadget « inutile ». Elle répond à une volonté de contrôle social.

L'État joue un autre rôle très important pour susciter des marchés, lorsque le profit ralentit. Plusieurs leviers existent. Nous avons vu le rôle de l'armement, qui joue encore un rôle très important. Avec le keynésianisme ou la montée des fascismes dans les années 1930, puis après la Première Guerre mondiale et d'autant plus après la Seconde Guerre

mondiale, nous avons aussi vu le rôle des politiques de «grands travaux», offrant des contrats énormes et juteux aux entreprises se jetant sur les appels d'offres. Là non plus, la nature même de ces travaux n'a rien d'innocent, derrière les déclarations «d'utilité publique» et les «créations d'emplois». Les infrastructures de communication (canaux, ponts, autoroutes, lignes à grande vitesse, aéroports), les centrales électriques (hydroélectricité, centrales au charbon, centrales nucléaires, etc.) et leur lot de lignes à haute tension, les réseaux satellites et optiques d'information diffusant télévision, téléphonie, Internet, médias, sont aussi des dispositifs démesurés, à échelle inhumaine, qui s'imposent aux espaces pour mieux les *quadriller*. Il s'agit aussi bien de rationaliser les flux de marchandises que la propagande. Remplissant ainsi une fonction indispensable : le contrôle social. Qu'il revient de payer, bien évidemment, aux contribuables, via la prise en charge par l'État. C'est toujours ça de moins à payer pour les capitalistes dans leurs coûts fixes. Si ces grands travaux sont une marque de l'«État providence», il serait temps de nous demander de quels ciels tombe cette providence, et à qui elle profite réellement.

Ces grands travaux participent d'un processus de métropolisation, qui est aussi à l'œuvre au sein des villes mêmes avec le phénomène de la gentrification. La gentrification consiste en une expulsion progressive des pauvres du centre ville (puis des périphéries, puis des grandes couronnes, etc.). Cette politique urbaine déménage les pauvres toujours plus loin, ailleurs, sous les prétextes hygiénistes les plus hypocrites ; c'est toujours pour le bien des pauvres qu'on les traite comme des chiens. Cachez cette pauvreté que je ne saurais voir, tel est le fond du discours tartuffe de l'État, en bons termes avec les entreprises privées de construction.

En France, c'est sous le Second Empire, très lié aux milieux d'affaires, que Paris se transforme sous la direction du baron Haussmann. Jusqu'à aujourd'hui, place nette est faite pour de grands boulevards, pour l'édification juteuse de magasins, de bureaux, d'appartements de «standing» avec une flambée du prix foncier. Les quartiers «populaires» (pauvres) se transforment progressivement en galeries marchandes, sous la surveillance de caméras de vidéo-surveillance et des flics, toujours prêts à harceler les «marginiaux» qui viendraient perturber la bonne hygiène des lieux, aseptisés de toute possibilité de rencontre réelle pour les habitant-e-s. De social, l'espace devient «public».

Là aussi, l'intérêt de créer un nouveau marché (immobilier, voirie, tourisme, etc.) se double de celui d'une atomisation de la société, placée sous contrôle policier et sous la dictature des rapports marchands. Déjà sous le Second Empire, l'aménagement de grandes avenues n'avait pas pour seul but de faire circuler la marchandise, mais aussi de détruire plus facilement les barricades révolutionnaires qui essaïaient jusqu'alors à intervalles réguliers dans la capitale, renversant les gouvernements successifs. Lignes de soldats et canons pouvaient enfin circuler. L'urbanisme moderne reçut son baptême dans le sang des communard-e-s.

Aujourd'hui, l'urbanisme s'étend toujours plus aux espaces de vie des quartiers populaires, avec des logements aménagés comme des clapiers ou des casernes, sans espaces communs, démunis de services publics. Dans les bidonvilles des grandes métropoles des pays dits « en développement », les centres sociaux, les dynamiques autogestionnaires, la débrouille et l'entraide, sont démantelés par les « propositions » plus ou moins contraintes de relogement en dur faites aux habitant-e-s, qui se voient ainsi dispersé-e-s et contraint-e-s de payer un loyer, fût-il minime.

Dans les centres de toutes les métropoles, place aux enseignes des grands magasins, aux « sucettes » publicitaires. Le « mobilier urbain » a ainsi inondé les centre-villes de propagande publicitaire, monopolisant tout l'espace public, avec la bénédiction de l'État et des mairies. Ces messages de propagande sont si peu légitimes qu'ils se claquemurent derrière du verre « *securit* » pour éviter la casse. Police, justice, services municipaux du nettoyage urbain ou de la « culture » sont sollicités pour éradiquer ou canaliser l'expression populaire dans l'espace public, et sanctionner durement les casseur-euse-s de pub. La « culture », à l'image de l'*agriculture* productiviste, consiste à exterminer toute mauvaise herbe d'expression spontanée, pour ne laisser la place qu'au discours unique et totalitaire du pouvoir. Ce totalitarisme s'exprime dans les architectures externes et internes des usines et des bureaux où s'exerce l'esclavage salarial, dans les établissements scolaires où celui-ci se prépare, dans les prisons où les damné-e-s du salariat sont entassé-e-s. Le panoptique règne partout en maître, avec les individus en permanence gérés et surveillés dans leurs moindres gestes par la hiérarchie patronale, éducastratrice, policière, matonne et psychiatrique, sous

l'œil inquisiteur et surplombant des caméras, des écrans de contrôle et du fichage numérique.

L'urbanisme, avec ses paysages proprement terrifiants, lorsque l'on daigne réfléchir à la façon dont ils ont été produits et à la manière dont ils nous étouffent, est aujourd'hui l'une des expressions les plus manifestes du mode de production capitaliste, et de la dépossession sociale. La métropolisation dépasse d'ailleurs largement l'espace des villes pour infester la « campagne », défigurée par les lignes à grande vitesse, les autoroutes, les lignes à haute tension, les panneaux publicitaires géants, l'organisation totalitaire des terres arables par l'agro-industrie, et les parcs touristiques où l'on divertit les prolétaires à coups de sensations fortes et d'émerveillement technologiste. Le reste des paysages ruraux est momifié dans le concept de « nature sauvegardée », au sein de parcs « naturels » délimités, placés en maintien de vie artificiel, pour urbains en mal de verdure et d'oxygène. Il est souvent interdit d'y faire du feu, d'y camper, chasser, pêcher, cueillir ou prélever du bois. Comme pour les vitrines des grands magasins : on regarde « la nature », mais *pas touche*. Comme la marchandise, la nature est « sacrée » ; elle est un « capital à préserver », un peu comme ce « capital patrimonial », qui s'étale parfois dans des musées de cire retraçant la vie des paysan-ne-s d'autrefois. Comme tout capital, la « nature » est une invention fictive, prétexte à un contrôle social enrobé de discours pseudo-écologues.

Mais l'intervention de l'État, lorsque la croissance ralentit, peut aller plus loin encore. Après avoir fait assumer par les populations les frais de ces infrastructures, l'État les privatise, c'est-à-dire qu'il les revend pour une bouchée de pain aux capitalistes. La privatisation des infrastructures, des réseaux de transport, de communication, d'information, permet aux actionnaires d'engranger rapidement des bénéfices considérables. Les capitalistes imposent aux populations une taxe pérenne pour l'utilisation de ces réseaux – à l'origine pourtant financés par elles.

Le racket n'a pas de limite : les États peuvent aussi, comme c'est le cas depuis plusieurs décennies, défiscaliser les entreprises capitalistes et accumuler les niches fiscales. Ils peuvent dans le même temps revendre, privatiser et marchandiser jusqu'aux services publics, formidables champs de profit. Caisses de retraites, santé, chômage, gestion des chômeur-euse-s, mais aussi énergies, eau, chemins de fer, poste, santé,

éducation, ramassage des déchets, etc. L'État se débarrasse de ses attributs dits « sociaux » pour ne garder que ses attributs véritables, c'est-à-dire régaliens (impôts, justice, police, armée, monnaie). S'il arrive que, dans ces fonctions régaliennes, les États suscitent là aussi des « partenariats public-privé », avec des constructions de taules privées, des agences de sécurité privées et le mercenariat barbouzard, ils gardent néanmoins la main sur les décisions.

Cette pauvre gauche aux revendications indigentes, en réalité obnubilée par la conquête du pouvoir et de ses petits avantages, hurle à qui mieux-mieux contre les privatisations : elle voudrait plus d'État, de nationalisations. Elle occulte ainsi le fait que les États sont non seulement le soutien, mais la condition même du processus de valorisation capitaliste. Les nationalisations n'ont servi qu'à concentrer le capital lorsque celui-ci ne fructifiait plus, pour assumer les frais du défrichement de nouveaux marchés à venir. Les privatisations sont l'inévitable suite, programmée, de ces nationalisations. Les États n'achètent et ne vendent des secteurs de production de biens ou de services qu'en fonction de l'État des profits capitalistes. Le rapport entre État et Capital, ces deux faces d'une même exploitation, d'une même domination des populations, n'a jamais consisté qu'en une socialisation des pertes et une privatisation des profits.

Ce sont encore les États, quand le profit ralentit, qui légifèrent pour mettre sur le marché des ressources naturelles (sols, forêts, eau, sous-sols, air respirable, etc.) jusque-là communes et préservées de la transformation productive et de la marchandisation. Le vivant est broyé, seules des ruines toxiques demeurent. La croissance verte, nouveau dada du capitalisme, n'est que le défrichement cynique d'un nouveau marché : celui de faire payer aux dominé-e-s le « droit » de ne pas subir les conséquences de la destruction écologique globale. Les mêmes entreprises qui font du profit en polluant feront du profit en dépolluant ou en recyclant une petite partie des déchets, en vendant des produits « alternatifs », se reconstituant ainsi une image vendeuse de vertu écolo-responsable, « équitable ». Ce *greenwashing* s'accompagne d'un marché cynique du droit à polluer. Même l'intoxication du monde se négocie en Bourse.

De fait, la destruction écologique est intrinsèque au capitalisme, de par ses caractéristiques d'accumulation, la baisse tendancielle de taux

de profit et l'expansion délirante du machinisme, transformant l'environnement en béton et pétrifiant toute forme de vie à son contact. À quand la taxe ou la facture sur l'air pur ? Dans certaines villes très polluées du monde, le fait de pouvoir acheter de l'air pur est déjà proposé par des entreprises aux particuliers. Les agences de voyage proposent elles aussi des destinations sous l'argument commercial du « bol d'air pur » (à condition de s'y rendre en prenant une bagnole ou un avion polluants).

La croissance économique est un processus de destruction environnementale, de transformation de la vie sociale, de la vie biologique même, en nécrose puis en mort pure et simple. Le capitalisme est un processus de massacre. À l'heure où le capital a investi la planète entière et se trouve confronté à une nouvelle contradiction majeure, la limite des ressources naturelles à accaparer et à transformer, la mise en avant d'une « écologie sociale » est à préciser avec intransigeance : il n'y a d'écologie que radicalement anticapitaliste, anti-étatiste et antipatriarcale. Ces termes nous semblent plus pertinents que celui d'un appel à une « décroissance » de fait impossible, tant que nous demeurerons dans un tel système fondé sur la dépossession et la destruction.

L'exemple de la dernière crise financière de 2008

Venons-en à la crise la plus récente, celle du système capitaliste financiarisé. Toutes appartenances politiques confondues, les leaders des partis institutionnels dénoncent en chœur cette financiarisation, au lieu de dénoncer le capitalisme qui en est la source. Or l'économie ne s'est pas financiarisée à cause d'une « mauvaise gestion » des États, mais du fait des contradictions mêmes du capitalisme, de la logique même des États.

L'économie capitaliste, moribonde à la veille de la Seconde Guerre mondiale du fait de ses contradictions internes (baisse du taux de profit, sous-consommation, lutte des classes), a pu se relancer à la fin des années 1940 grâce à l'appel d'air qu'a représenté le formidable marché de la guerre, puis celui non moins formidable de la reconstruction. Cette masse de plus-value dégagée pendant la période des « Trente Glorieuses » a redonné souffle au cadavre du keynésianisme, dont l'échec était pourtant patent dès la fin des années 1930.

Malgré une politique de relative redistribution des richesses, dès la fin des années 1960 la hausse des salaires directs et indirects s'avère de moins en moins suffisante pour compenser la masse des marchandises produites et équilibrer l'hypertrophie du profit capitaliste. Dès les années 1970, le capital engrangé ne trouve plus à s'investir de façon satisfaisante dans l'activité productive. De plus, la contestation sociale fleurit dans les années 1960 et 1970 contre un productivisme imposant des conditions de travail de plus en plus inhumaines. Tous les signaux indiquent donc un ralentissement inquiétant du taux de profit. La solution de l'inflation, envisagée au début des années 1970, ne tient pas la route : elle menacerait à nouveau d'écraser très vite l'économie.

Notons ici que cette crise des années 1970 débute donc structurellement avant les fameux « chocs pétroliers », qui n'en ont été que les révélateurs. On nous les agite comme explication de la crise des années 1970 et du chômage, pour mieux masquer les contradictions du capitalisme de l'époque. On remarquera au passage, dans cette imputation de la crise aux « pays arabes », le recours permanent des États occidentaux à la figure du responsable de tous les maux, le sémite (arabe ou juif). Cette vieille ritournelle raciste a toujours été utilisée par les gouvernants pour masquer les responsabilités du capital et de l'État dans le désastre social, et s'est traduite par des persécutions contre les Juifs des pogroms et à la Shoah, en passant par l'affaire Dreyfus. Aujourd'hui l'ennemi désigné de la crise est « l'Islam », ou dans des formes plus *policiées*, « l'islamisme » ou « le salafisme », dans la construction délibérée de catégories simplistes. Les commentateurs se succédant sur les plateaux télé rejettent aussi la faute sur la « concurrence déloyale » ou le « dumping social » de la Chine ou de l'Allemagne. Ils recourent à des analyses nationales au lieu d'analyser la crise en termes de lutte des classes. On vantera en revanche le « modèle allemand », quand il s'agira de faire accepter une baisse du salaire minimum.

Dans les années 1970 donc, du fait de contradictions internes, de contestations sociales et du contexte international, la croissance (qui est toujours la croissance du profit) se tasse dangereusement. L'essor de la mondialisation des échanges, jeu sur les économies d'échelle, ne suffit pas à pallier ce fâcheux dilemme. La seule façon de régler ces problèmes intrinsèques au capitalisme fut d'encourager des politiques dites néolibérales.

Celles-ci ont consisté en des privatisations massives, en une action simultanée sur tous les leviers de profit que nous avons détaillés plus haut, avec pour préalable l'écrasement des mouvements sociaux, pour désorganiser le prolétariat. Le Chili ou l'Angleterre donnent des exemples variés de la répression étatique. Ces politiques ont consisté à accroître la survaleur absolue en augmentant le travail à l'échelle mondiale et en abaissant globalement les salaires (y compris indirects) dans les pays développés, malgré le retour de la croissance. Les usines sont certes rentables, mais elles ne le sont plus assez : les prestations sociales sont diminuées, l'assurance sociale elle-même a recouru au crédit. La question des retraites, une attaque massive du capital et de l'État contre le salaire indirect, est revenue sur la scène française en 1993, 1995, 2003, 2007, 2010 et 2013. Ajoutons à cela la « mondialisation » accrue, dans le sens d'une « économie d'échelle », avec l'abaissement des barrières douanières, le développement du commerce maritime, les délocalisations, les plans d'ajustement structurel dans des pays pauvres suscitant la possibilité de recourir à des travailleur-euse-s immigré-e-s qui, précarisé-e-s par une politique corollaire de fermeture officielle des frontières aux flux humains, sont surexploité-e-s.

Mais le dispositif majeur est l'intégration financière mondiale. Une vague sans précédent de légalisations opportunes permet une prolifération galopante des produits financiers. Ceux-ci consistent à faire du profit dès à présent, malgré une croissance productive insuffisante voire absente, en développant le crédit aux particuliers à des taux effrayants, mais aussi en spéculant sur d'hypothétiques plus-values futures sur la production réelle, puisque celles d'aujourd'hui ne suffisent plus. De nombreux verrous existaient alors, dont (entre autres) l'emprise des États sur leurs banques centrales. Si rien n'avait été fait, le capitalisme se serait effondré, et les emplois chéris de la gauche avec. Les fameuses lois de 1973 ou de 1983 en France, et le thatchérisme en Grande-bretagne ou le reaganisme aux États-Unis, ont offert aux capitaux ne trouvant plus à s'investir et menaçant de s'effondrer sur eux-mêmes, l'horizon nouveau d'un eldorado de profit : le secteur financier.

Les banques centrales ne sont plus autorisées à prêter aux États, mais aux banques, prêtant elles-mêmes en retour aux États, ce qui leur permet d'engranger de confortables rentes. Des lois nouvelles ont permis l'endettement à tous les niveaux de la société, jusqu'aux particuliers :

l'économie sera désormais fondée sur la dette à grande échelle, jusqu'à un point encore jamais observé, au point que la monnaie en circulation ne représente quasiment plus que des dettes contractées sur d'hypothétiques productions futures. Puis dette sur la dette avec d'autres dérégulations, permettant les fameux produits dérivés, et leur titrisation, avec la création de produits complexes aux noms divers, censés assurer les pertes et dont le cours fluctuera en fonction du risque estimé des dites pertes. Il devient ainsi possible de spéculer à la baisse. Ces effets de levier et les spéculations à la baisse ont permis à certains, sur fonds de délits d'initiés aux montants hallucinants, de gagner des sommes considérables, tout en faisant perdre beaucoup d'argent aux petits porteurs. Les dindons de la farce boursière sont rarement ceux qui en tiennent les cordons.

Les États ont favorisé la prolifération de paradis fiscaux, et ont aussi, contrairement à ce qui est dit dans les milieux de gauche, produit tout un arsenal de nouvelles règles : il ne s'est donc pas agi de « dérégulations », bien au contraire. Une véritable surenchère de nouveaux textes et la constitution de réseaux institutionnels inter-étatiques ont, seuls, permis de mettre en place ces produits financiers. Ces nouvelles réglementations, qui ne sont une fois de plus qu'une fuite en avant face aux contradictions intrinsèques de la valorisation capitaliste, ont été mises en place partout dans les pays dits développés, par des gouvernements de gauche comme de droite, parce qu'ils n'avaient tout simplement pas le choix. Les États demeurent intrinsèquement dans une logique de domination qui, économiquement, se traduit dans le cadre du capitalisme – qui exigeait alors cette financiarisation.

La gauche de la gauche, aussi bien que l'extrême droite, font leurs choux gras d'une revendication de retour de la puissance politique étatique sur les banques centrales nationales, ce qui permettrait de prêter directement aux États pour relancer la croissance. Ces discours bidons prônent ainsi un modèle obsolète depuis au moins quarante ans, celui d'un capitalisme productif à l'échelle nationale, dans un contexte économique mondialisé et financiarisé, directement issu des impasses de ce même modèle périmé qu'ils défendent. Tous ces opposants de pacotille se contentent de hurler contre les banquiers, les spéculateurs.

Rappelons le danger de ce refrain, de cette analyse tronquée qui est le discours du pouvoir à chaque crise majeure du Capital. La dénoncia-

tion des seuls spéculateurs et la revendication d'un retour à la nation forte furent ainsi les discours des fascismes, des national-socialismes de triste mémoire, identifiant tous les malheurs des peuples à la rapacité des banquiers, pour mieux occulter la responsabilité du capitalisme. Fascistes qui furent, rappelons-le, financés par les industriels de l'époque. Rappelons enfin que ces banquiers ont souvent été identifiés aux Juifs, et l'on mesurera non seulement l'indigence, mais aussi le danger de tels discours tronqués. L'Internet voit proliférer des discours nau-séabonds dénonçant un « complot juif » (ou le « sionisme mondial »). Les discours fascistes profitent de l'oppression insupportable des populations palestiniennes par l'État d'Israël pour diffuser leur venin raciste et antisémite.

Les analyses « antilibérales » des partis de pseudo-opposition, largement subventionnés par les lois sur le financement des partis et les États, sont hélas relayées par des voix innombrables dans les mouvements sociaux et les organisations syndicales, dont les bureaucraties sont elles-mêmes copieusement arrosées. Toujours le même refrain : nationalisations et contrôle étatique de la finance, incantations magiques à la croissance et à l'emploi. Pas un mot sur le capitalisme. Ces bonnes âmes réclament tout simplement, comme leurs pseudo-adversaires, la « croissance », qui n'est jamais que celle de la plus-value, du racket généralisé. Qui plus est, avec des outils argumentaires dépassés, d'une pauvreté désolante. Dans le cadre capitaliste, emplois et salaires n'existent que pour générer de la plus-value, de l'exploitation. Prôner le keynésianisme, c'est oublier, nous l'avons dit, que les conditions de la réalisation de la plus-value sur l'activité productive sont mortes en Occident depuis des décennies. L'Occident ne survit que par la spéculation sur la spéculation sur la spéculation... sur une plus-value à venir sur une production réelle qui n'a de fait plus rien à voir avec les masses de capital en circulation aujourd'hui ; c'est une course en avant folle pour échapper aux contradictions du capitalisme, qui ne peut poursuivre la circulation de la valeur, inhérente à ses présupposés, qu'en investissant le capital dans du capital fictif. La restructuration est devenue permanente, car ce qui reste encore de capital productif doit payer sa part toujours plus grande au capital financier.

Le dernier rempart de ces contradictions, poussées à leur paroxysme dans l'éclatement (qui était inéluctable) de la grande crise financière de

ces dernières années, fut encore une fois l'État. Les États sont en effet dotés d'un très gros capital financier, et surtout d'un très bon capital confiance puisqu'ils sont les instruments mêmes de la possibilité de la valorisation capitaliste et de sa régulation par des politiques monétaires. Ce sont eux qui ont renfloué les pertes, une fois de plus, mais à une échelle encore jamais observée, correspondant aux dimensions croissantes de la valeur en circulation. On parle là de milliers de milliards. Les actifs des États se retrouvent désormais eux-mêmes mis en vente sur le marché spéculatif, via des emprunts de plus en plus phénoménaux, aux taux de plus en plus délirants, sur un marché obligataire aussi florissant que voué à l'effondrement. Il n'y a plus de garde-fou derrière. Tout le monde sait que cela se paiera, tôt ou tard.

Aussi, face à l'éventualité d'un effondrement économique massif et de révoltes de grandes ampleurs, les dominants se sont-ils lancés dans une course au contrôle social. De nombreux signes permettent de déceler la préparation d'une société totalitaire, doublée d'une morale pseudo écologiste et pseudo individualiste de gestion individuelle de la misère. Que chacun-e trie « ses » déchets, soit « responsable » de « ses » fautes. Puçons, badgeons et sanctionnons les déviants. Qu'on songe au développement juteux des micro-crédits, ayant plongé dans l'atomisation, l'endettement et le désespoir des populations entières des pays dits en développement.

Du côté de la pseudo-contestation, des pitres reprennent les mêmes mots d'ordre décrépits et piteux du travail et de la République pour les uns, appelant parfois à fermer les frontières et à renationaliser les banques pour le redressement productif patriotique. Le pourrissement des organisations ouvrières conduit à ne plus voir comme espoir que la montée d'une « gauche alternative », qui recycle le « modèle » « socialiste » étatiste. L'autocrate Chavez, avec sa bureaucratie militaire corrompue, autoritaire et répressive qui lui a hélas survécu, est souvent passé pour un modèle, notamment chez les héritiers du stalinisme reconvertis à la social-démocratie.

Dans le versant de l'extrême droite, l'indigence de la réflexion fait proliférer les discours confusionnistes si caractéristiques du fascisme historique récupérant les mots d'ordre et les slogans des mouvements sociaux, comme chez les rouges-bruns ou les complotistes très actifs sur Internet. Cette fachosphère surfe sur la misère et l'évidence de la

désinformation médiatique, pour promouvoir sa haine des femmes et des homos, son racisme, son nationalisme et son antisémitisme. Les délires autour des «illuminati» ou des complots «satanistes» ou «judéo-maçonniques» sont aussi consternants de bêtise que nocifs, quand on voit comment ils contaminent le monde d'Internet. Dans le déni de toute réalité, les rouges-bruns prônent aussi un rapprochement avec les merveilleuses démocraties iranienne, syrienne ou russe.

Cette misère du spectacle critique, entretenue par les médias offrant leurs colonnes à des tribuns triés sur le volet, assurant leur part de marché pseudo-contestataire, a des relents des années 1930. Sauf qu'il n'y a plus réellement d'organisation autonome et organisée capable de se mobiliser en face : de nombreuses organisations révolutionnaires ont été, à l'échelle mondiale, opportunément démantibulées par la répression dans les années 1970 ou récupérées par la social-démocratie. Les organisations révolutionnaires qui développent des analyses pertinentes voient leur discours noyé dans l'océan médiatique.

La gestion des oppositions sociales

Si le capitalisme a de nombreuses contradictions internes, sa contradiction principale et au fond, essentielle, réside dans la possible révolte des exploité-e-s pour se sortir de leur domination, de leur soumission. Le capitalisme ne s'effondre pas de lui-même : on l'a vu, il trouve de nouvelles voies pour élargir le champ de sa domination. S'il n'y a pas de renversement révolutionnaire de sa dynamique destructrice, la seule limite sera celle des ressources et de la vie même de la planète, celle du désastre écologique total. Il y aura bien toujours des savants fous pour objecter qu'il sera encore possible, le moment venu, de coloniser de nouvelles planètes...

Seule la construction d'une véritable autonomie et d'une solidarité réelle est à même de contrer cette destruction.

Le mécontentement suscité par une société de classes, fondamentalement injuste et suscitant des inégalités croissantes à l'échelle des espaces sous contrôle, est inévitable. Mais la révolution n'est pas inéluctable ; l'histoire a donné tort à toutes les théories messianiques du mouvement ouvrier. Il n'est pas automatique que les mécontentements

suscités par le capitalisme débouchent sur des révoltes susceptibles de détruire à la racine les privilèges des classes dominantes. Pour les classes dominantes, l'exercice du pouvoir et sa pérennisation consistent en effet à désamorcer des voies de contestation susceptibles de le remettre en cause, et à canaliser la contestation en vue de pérenniser, voire d'accroître sa domination. Ce rôle est notoirement dévolu à l'État.

Les limites de la répression frontale

Aux premiers temps de l'ère industrielle, la répression brutale était de mise. Elle le demeure, lorsque les pouvoirs tremblent, lorsque tous les autres recours sont épuisés. La police intervient en usant de ses armes pour intimider, tabasser, enfermer, mutiler, tuer, en bref pour traumatiser et décourager toute velléité d'émancipation et d'autonomie populaire. Si la police n'y suffit plus, l'armée peut intervenir. Ce mode de gestion de la contestation par la force armée, vieux comme les premières civilisations esclavagistes, est sans doute très efficace à court terme, et reste même indispensable à ce système hiérarchique d'organisation sociale. Mais à plus long terme, son usage pose plusieurs problèmes.

D'une part, on l'a vu, les armes coûtent cher, tout comme payer des mercenaires pour les utiliser. Dans une société où s'affiche trop crûment la prétention d'une minorité à asservir une majorité, la minorité doit consacrer toujours plus de moyens à l'armement. Ce qui réduit d'autant plus le profit, et met en péril la stabilité des classes dominantes d'une région du monde confrontée à la révolte, par rapport à des classes dominantes d'autres régions. D'autre part, l'usage de la répression sape les discours de légitimité sur lesquels le pouvoir s'appuie, et suscite d'autant plus de mécontentement et de défiance dans les populations asservies, même si la terreur les frappe. Or si la caractéristique d'une société de classes est que les dominants soient toujours minoritaires et les dominé-e-s majoritaires, il arrive un moment où, même armé, le pouvoir ne peut plus rien contre des populations lucides. D'autant plus que l'armée et la police sont constituées de dominés et d'exploités (presque jamais d'exploiteurs, par définition peu nombreux, et peu enclins à se salir les mains). S'il est fort rare de voir la police se retourner – la fonction répressive exercée au quotidien a formaté depuis longtemps l'esprit de ces loyaux fonctionnaires – il est

moins rare historiquement de voir des soldats mettre la crosse en l'air. Certains refuseront d'être employés pour fusiller des populations aux conditions de vie si proches, issues du même milieu social. D'autres, plus opportunistes, sentant le vent tourner, peuvent aussi refuser d'appliquer les ordres, et désertier, voire se retourner. De nombreux exemples historiques l'attestent. D'où la tendance somme toute récente des États à la professionnalisation de leurs soldats, pour en faire de véritables robots obéissant inconditionnellement à leur hiérarchie, un peu comme les policiers le sont par leur soumission répétée à leur rôle d'agents de la violence répressive, chassant toute émotivité et considération humaine de leur conscience pour « se blinder ».

Les pouvoirs d'occupation ont appris à adapter la répression aux situations du terrain, avec des réactions plus échelonnées, plus proportionnées, et préparées en amont par un réseau efficace de renseignement policier et de formation militaire. C'est ce qu'on appelle le maintien de l'ordre. Ce dispositif est notamment visible dans la gestion des manifestations. La force est employée de façon ponctuelle et ciblée contre les éléments les plus actifs, jugés « meneurs », au moment opportun, et se double d'un travail de prévention (cibler en amont les forces les plus radicales), de quadrillage du terrain en isolant certains éléments, et de sanctions devant les tribunaux. Tout est fait pour désamorcer, dissuader et diviser. À l'extérieur, dans les espaces colonisés, des méthodes dites de contre-insurrection ont été élaborées. Le savoir-faire de l'armée française en Algérie s'est exporté. Renseignement, enlèvements ciblés, torture et propagande peuvent susciter une terreur propre à dissuader les populations. Mais la dictature armée contribue aussi à ancrer durablement, dans le cœur des dominé-e-s, la haine des dominants. Il faut donc élaborer d'autres moyens, panachant la répression (mais ne la remplaçant jamais totalement). La répression ne suffit jamais, il faut aussi le contrôle social.

Le contrôle social : division réelle et mythe unitaire

Le premier de ces moyens de contrôle social, vieux comme le pouvoir, consiste en la division des dominé-e-s. La colère des populations, suscitée par les insatisfactions sociales, est inévitable. Il faut donc, en permanence, détourner cette colère spontanée pour éviter qu'elle ne se retourne contre les exploiters et leurs associés à la tête des États.

Les ennemis désignés par le pouvoir à la vindicte populaire sont invariablement d'autres exploité-e-s, que l'on dira différent-e-s, et qui seront parqué-e-s de force dans des catégorisations sociales grossières, susceptibles de représenter une menace, une source de désordre social. Ce sont souvent les plus pauvres. La construction de ces catégories est l'un des exercices permanent du travail de politicien, de journaliste, de consultant ou de procureur.

Elle vise bien entendu les contestataires immédiats, par la construction de catégorisations confuses comme «la mouvance anarcho-autonome» ou «l'ultra-gauche», dont on soulignera la «violence», ou par le recours invariable à la qualification de «terrorisme». Discours répressifs hélas repris par bien des associations citoyennistes et des partis soucieux de respectabilité, lorsqu'il s'agit de se «dissocier» de certaines pratiques révolutionnaires «condamnables» (les «casseurs», les «provocateurs», les «irresponsables», etc.).

Mais pour être efficaces et diffuser le venin de l'inimitié, ces catégories doivent imprégner tout le tissu social, bien en amont des sphères contestataires. Il peut par exemple s'agir de jouer sur les différences de niveaux de vie au sein des exploité-e-s (échelle des salaires et conditions de travail), en suscitant la rancœur chez les salarié-e-s et petits artisans-commerçants contre les chômeur-euse-s et précaires, qui seraient des assisté-e-s, paresseux-euse-s et même pire : des profiteur-euse-s. Ce seraient les chômeur-euse-s qui détourneraient les richesses produites, qui seraient des «parasites», le «cancer» même de la société ; et non plus les exploiters capitalistes et leurs alliés étatistes. L'avantage évident de cette stigmatisation réside dans le rapprochement d'un certain nombre d'exploité-e-s de leurs exploiters, en faisant croire qu'il existe un intérêt commun de bons citoyens travailleurs et propriétaires, contre des «marginiaux». Marx lui-même, qui affichait une stratégie d'union temporaire d'intérêts entre bourgeoisie et prolétariat, a pu dénoncer le «prolétariat en haillons», le *lumpenproletariat*, dont il appelle à se méfier.

On retrouve les mêmes tentatives de division, aussi grossières qu'efficaces hélas, avec la distinction opérée par nombre de médias et de politiciens entre travailleur-euse-s du privé et fonctionnaires : ces dernier-e-s seraient des «avantagé-e-s», des «privilegié-e-s» vivant aux crochets du bon contribuable travaillant dans le privé. Ou entre «clas-

ses moyennes» et «classes populaires», discours simpliste relayé par nombre d'organisations dites révolutionnaires, mythifiant la spontanéité révolutionnaire des «banlieues» ou des «marginiaux», quitte à fermer les yeux sur toutes les dominations sociales qui s'exercent dans les milieux les plus défavorisés, et vouant les «petits bourgeois» aux gémonies, alors que la plupart des gens incriminés ne détiennent même pas leur outil de travail. L'appartenance effective à une classe dite «moyenne» ou bien dite «populaire» n'est en aucun cas la garantie d'une aspiration à la révolte – pas plus qu'à la soumission.

La division sociale se nourrit aussi du sexisme ou, pour employer un terme plus pertinent, de la domination masculine. Le système patriarcal attribue aux individus désignés comme «femmes» ou «hommes», selon la configuration du sexe biologique, des caractéristiques particulières sur lesquelles se mouler. En particulier les femmes, comme le goût pour la dépense et les choses légères, le peu de compétences en maths, «l'hystérie» et autres fadaïses comme l'incompétence à la lecture des cartes routières. Ayant en contrepartie d'autres «qualités» décrétées, telles que l'écoute, la disponibilité, la douceur, etc. Toutes ces soi-disant caractéristiques «naturelles» sont entièrement construites par l'éducation et la culture et n'ont rien à voir avec le sexe biologique, ce qui est amplement démontré par la science, mais peu importe. Les femmes sont par ailleurs affublées par le capitalisme des tâches de reproduction et d'entretien de la main-d'œuvre, tâches bien évidemment non rémunérées, et donc non valorisées socialement. Les femmes peuvent ainsi demeurer le réceptacle de la violence subie par les hommes au travail : viols, coups et meurtres. Une femme meurt tous les trois jours en France sous les coups de son «compagnon».

Il est là aussi intéressant de noter combien l'État, à travers ses lois, a pu jouer un rôle actif dans la production de ces normes inégalitaires et atrophiantes. Les États condamnent toujours unanimement la «théorie du genre», distinguant le sexe biologique du genre (construction éminemment sociale), déclarant ainsi leur sexisme : en prétendant défendre l'égalité entre les sexes, l'État ne fait que pérenniser la fiction de deux catégories «différentes» par essence, condamnant les femmes à une inégalité de fait. La notion même de famille mononucléaire, du couple hétérosexuel avec enfants, où femme et enfants obéissent au pouvoir patriarcal du «chef de famille», a été largement construite par

la bourgeoisie politique et industrielle, et codifiée dans la régression terrible que constitua le code civil de Napoléon Bonaparte en matière de droits sociaux. Face à ces injustices insupportables, face à la violence masculine, les féministes se sont organisées en ne comptant que sur elles-mêmes, obtenant de significatives avancées comme le droit à l'avortement. Une grande partie du mouvement féministe a hélas été digérée par le pouvoir. L'État a mis en place des lois de parité qui non seulement maintiennent pour discriminant social la distinction des individus en sexes biologiques, mais conduisent des femmes à commuer leurs révoltes en revendications, sous les fourches caudines de la médiation de l'État, ou à reléguer les questions de classes, faisant ainsi la même erreur que nombre de militants masculins reléguant les luttes féministes au second plan.

Les discours officiels sur les homosexuel-le-s, bisexuel-le-s et transgenres, inscrivent les individus en dehors des normes sociales de la reproduction de main-d'œuvre et ont longtemps modelé une figure du malade mental (les homosexuel-le-s ont subi une répression psychiatrique féroce), quand il ne s'agissait pas du psychopathe vicelard ou du pédophile. Il faut là aussi voir combien la répression diverge, selon que l'on appartient à la classe dominante (où l'homosexualité est traditionnellement permise de façon tacite) ou à celle des dominé-e-s. Après l'intensité et la radicalité des années 1970 (avec notamment le FHAR, Front homosexuel d'action révolutionnaire), les mouvements sociaux homosexuels ont bien souvent été digérés par l'État, qui maintient ainsi la distinction entre hétérosexualité et homosexualité comme étiquettes sclérosantes (discriminant au passage bisexuel-le-s et transgenres), et ne cède aux revendications que pour les inscrire dans un citoyennisme neutralisateur, réduisant toute la subversivité des luttes LGBT à la question du mariage homo.

La division sociale porte aussi sur l'âge. L'une des plus profondes catégorisations sociales se construit autour de cette hiérarchie de l'âge, avec la figure de l'enfant, du «jeune» ou du «vieux». La domination sociale a sa base arrière principale dans la sphère «intime» du patriarcat et notamment des conceptions de la famille. La famille est certes lieu d'apprentissage de la solidarité, d'où sa défense par Proudhon, qui imaginait la famille comme la cellule de base de cette solidarité, s'étendant ensuite à l'atelier, puis au fédéralisme libertaire. Mais la famille est

aussi au cœur de l'apprentissage de la hiérarchie, comme norme intime de fonctionnement social, où le jeune individu doit obéir et en retour être couvé, au lieu d'être invité à comprendre, à assumer ses choix, à participer pleinement à la vie sociale à la mesure de ses envies et de ses capacités. La famille bourgeoise est en effet le lieu de transmission d'un capital individualisé, financier et culturel, correspondant à une appartenance à une classe. D'où l'obsession institutionnelle du contrôle social sur les enfants, moulé-e-s dans l'obligation d'assumer cette transmission.

De ce fait, et les bourgeois du XIX^e siècle ne s'y sont pas trompés (voir la régression sociale du code Napoléon pour les droits des femmes et des enfants), la famille est le champ de bataille incontournable du modelage de l'individu obéissant, futur travailleur et futur citoyen. Comment jeter la domination aux oubliettes de l'histoire en la remplaçant par l'harmonie des libertés et la responsabilité, si l'on continue à considérer l'enfant comme une chose à contraindre, si l'on persiste à lui faire croire qu'il ne peut savoir ce qui est bon pour lui, si l'on continue de lui inculquer par la discipline ce à quoi il est censé s'intéresser, et non par le dialogue et l'attention à ce qui l'intéresse lui ? Sous prétexte d'expérience et de maturité, au lieu d'être à l'écoute des enfants et de leur curiosité, au lieu de répondre généreusement à leurs sollicitations nombreuses, l'adulte se sent le droit d'imposer par la contrainte son expérience, ses connaissances et savoirs à l'enfant, à le frustrer en dévalorisant en lui sa spontanéité physique, affective et intellectuelle, son imagination, à lui infliger des jugements sévères aux conséquences psychologiques souvent irrémédiables et parfois dévastatrices, en termes de confiance en soi, de responsabilité, d'apprentissage de la liberté, de liens sociaux épanouis et de l'exercice d'une pensée critique. Le « jeune » est affublé de tous les excès, il s'agit de lisser en lui toute capacité à déborder le moule sclérosant de cette société d'esclavage, de canaliser ses révoltes légitimes dans des formes inoffensives, des modes, des consommations de rôles. La société bourgeoise trouve même le cynisme de faire la leçon aux enfants qu'elle brise, sur leur prise de refuge dans la consommation de drogues ou de jeux vidéos... « L'enfant-roi » est la contrepartie d'une enfance réifiée, idéalisée, déresponsabilisée et méprisée, étouffant sous la peur et la frustration des adultes.

Il faudrait aussi évoquer ici la gestion des «vieux» par la société capitaliste, qui ne les trouve pas assez productifs à son goût. Ils sont de fait, malgré bien des formules hypocrites, considérés comme inutiles, pesants, coûteux, *lents*. Le pouvoir économique a, depuis mai 1968, bien su reprendre des mots tels que «fossiles», «réactionnaires» ou «passésistes», pour qualifier les personnes s'étant constitué une expérience et une réflexion critique sur le monde capitaliste. Certes il n'est pas bien vu, dans cette société productiviste érigeant la nouveauté comme masque de sa stérilité, de prendre le recul et le temps des choses simples, ou d'évoquer le souvenir d'un temps où l'on savait se parler et où l'on savait aussi se révolter ensemble...

Il faut aussi évoquer la figure de l'exclu ; celle du fou ou du handicapé, de l'improductif, du clochard, du «marginal», qui succède à celle du *pauvre* dans le christianisme. La «folie» n'est que l'étiquette dont les autorités affublent les personnes souffrant cruellement de l'inadaptation du système à leurs attentes, à leurs désirs. Le fou c'est celui qu'on a terrifié, frustré et culpabilisé au point qu'il en vienne à penser que si le monde le fait souffrir, c'est de sa faute. Plutôt que de remettre le système en question, on parquera les gens en souffrance dans des parcours psychiatriques, afin de bien leur faire croire que ce sont eux-elles, les inadapté-e-s. L'exclu est mis dans la situation d'un individu déficient, qui doit être assisté et lorsque c'est le cas, devrait dire merci à la charité privée ou publique. L'exclu est tour à tour considéré comme un poids (dont certains régimes n'ont pas hésité à vouloir se débarrasser), ou bien l'objet d'une hypocrite mobilisation citoyenne, dont bien des associations ont fait leur beurre. Donnez, donnez ! Injonction bien pratique pour éluder la question d'un renversement d'une société qui produit fondamentalement de la misère et de l'exclusion. Et puis, ça soulage la conscience... Contrairement aux Eglises qui ont toujours prôné l'aumône et la charité, au passage plus facile aux riches qu'aux pauvres, les mouvements révolutionnaires prônent la solidarité en actes dans la lutte, abolissant la prison de l'exclusion, qui est aussi synonyme de solitude et d'isolement. Mais là aussi, il faut hélas constater que nombre de militant-e-s adoptent le double travers de l'action sacrificielle-charitable et de la représentation, parlant trop souvent au nom des premier-e-s concerné-e-s comme s'ils-elles étaient des irresponsables, au lieu de soutenir leurs luttes.

Enfin, la division sociale entretient les clichés sur des identités figées autour de « cultures » communautaires et refermées sur elles-mêmes, sur des territoires, alors que la culture suppose au contraire l'échange et subvertit toutes les frontières. Un grand nombre de régimes recourent ainsi, à toutes les époques, au nationalisme et au patriotisme ; et à son corollaire, la construction d'une figure de « l'étranger », cet éternel paria et bouc-émissaire, d'autant plus facile à charger de tous les maux et à maltraiter qu'il est en général pauvre. L'un des outils les plus puissants de la division des exploité-e-s/dominé-e-s, c'est le racisme. Toute organisation hiérarchique construit et définit, à travers l'histoire, des catégories sociales inférieures, méprisables et dangereuses, des figures de rejet. Les « étrangers » et les « nomades » cristallisent les peurs d'une société dévorée par la propriété privée. On notera au passage la persistance remarquable du mythe du Sémite profiteuse, menteuse, manipulateuse et replié sur son folklore, à travers les discours politiques contre le « le Juif », « l'Arabe » (ou ses versions édulcorées comme « le musulman », « l'islamiste », « l'intégriste », et plus récemment « le salafiste »...). Les tziganes, longtemps traités comme des nomades dangereux, voleurs et proxénètes, suscitent toujours la peur des riverains bons citoyens prompts à la dénonciation aux forces de police, et continuent d'être traités d'inadaptés, d'individus suspects à parquer et à surveiller de près.

Lorsque les États ne disposent pas de l'occasion de diviser les individus selon leur situation économique, leur culture, leur religion ou leur « race » supposée, des catégories sont construites et entretenues de toutes pièces. L'existence des « intouchables » en Inde indignes à juste titre, mais il ne faudrait pas oublier qu'aux XIII^e et XIV^e siècles, des lois frappaient durement les « cagots » en Navarre ou en Béarn, individus faisant partie d'une même communauté dont rien ne les distinguait, mais qui étaient traités en véritables parias, avec tout un rituel d'exclusion.

Il est plus facile de se donner un semblant d'existence par l'exclusion des autres, lorsque le monde nous vide de toute substance, que de se révolter contre les lois absurdes de ce monde. C'est pourquoi, conjointement à sa dynamique *d'atomisation* sociale, l'État produit aussi un discours d'identification à un modèle *unitaire*. Hier le bon croyant, le sujet fidèle, le patriote, soumis à un Dieu, prêt à donner sa vie pour une Patrie. Aujourd'hui le bon « citoyen », le civilisé, le travailleur patient, qui a réussi à l'école, qui est performant au travail, qui

fait de l'humour un peu cynique et relativiste (dans la vie, tout se *vaut* n'est-ce pas ?), qui vote, qui est toujours souriant, aimable, a une sexualité performante, est bon parent, et bien sûr non-violent. Pour le bon citoyen, tout est à *respecter*, c'est un principe, et il se tient à *respect* des autres et de sa propre vie. Car comme dans le marché, tout se vaut, tout est valorisable, tout s'échange. Le bon citoyen doit être capable de signifier parfois son désaccord, en signant une pétition sur Internet, qu'il portera auprès de ses «représentants». Être citoyen, c'est aussi savoir s'engager : en votant bien sûr, voire en s'indignant, mais jamais en se révoltant car il ne s'agit pas de perdre le *contrôle*...

Le citoyen n'est pas dangereux, il n'est pas méchant, mais si on le lui demande, il tournera le bouton pour infliger des tortures à un autre, parce que c'est un ordre. Voir l'expérience de Milgram, confirmée par d'autres expériences depuis, et montrant que de simples injonctions, sans même une menace ou la promesse d'une rétribution, suffisent à pousser une grande majorité des personnes testées à infliger des décharges électriques à une autre personne, si cette dernière se trompe dans ses réponses à un questionnaire. Il suffit de dire aux personnes qu'elles ne sont pas responsables, qu'elles n'auront pas à assumer. «C'est pas ma faute ! » La victime est en fait un acteur, et l'expérience, qui concerne en réalité la personne envoyant des décharges, permet de démontrer combien l'éducation peut réduire tout un chacun, le plus doucement et humainement du monde, à la fonction *d'agent* obéissant. Le nazisme et ses SS ne sont pas une parenthèse incompréhensible de l'histoire de l'humanité. Ils ont été un avatar abject des dynamiques de fond du capitalisme et de l'État, de cette machine à obéir qui imprègne plus que jamais la société. Voilà comment il est possible qu'une immense majorité de gens, certes très insatisfaits de leur vie sociale, ne s'engagent en rien à la changer, alors même que des millions de personnes meurent chaque année de la faim et de ses conséquences dans le monde. L'immense majorité des gens, éduquée pour se résigner, laisse faire, et ne remet pas un instant en question sa place dans le système productif et consumériste. Non parce qu'ils-elles sont stupides, mauvais-es, lâches ou manquant de « conscience », mais parce qu'ils-elles ont été éduqué-e-s pour ne pas se révolter, éduqué-e-s pour se résigner à obéir, et que briser ce mur intérieur est un terrible saut dans l'inconnu, où toutes les valeurs peuvent basculer.

De façon générale, l'individu, dans sa complexité, ses nuances infinies, son expérience unique, son unicité, ne peut jamais être parfait. Quand bien même il colle au modèle citoyen, il y aura toujours quelque chose qui cloche, l'éloignant de la satisfaction d'être « intégré », ne serait-ce qu'une apparence physique différente du modèle publicitaire, culturel ou porno, qu'aucun régime ni aucune chirurgie esthétique ne corrigera. Le modèle du citoyen est donc non seulement le résumé d'un système d'atomisation, mais aussi celui d'un système de frustration sociale délibérée. Où c'est à chacun-e de témoigner de sa propre servitude en se montrant enthousiaste pour la prendre en charge (je connais un bon psy, c'est un bon sport pour évacuer, tu connais le zen ?). Où la société n'est vue que sous l'angle de rapports d'échanges marchands. Où l'appropriation de l'environnement social ne passe que par le diplôme, le job, le vote, les modes imposées, le compte en banque ou l'union civile.

La subjectivité vécue, en lien direct avec les autres, est effacée et intégrée dans des catégories sociales dans lesquelles nul-le ne s'intègre en réalité jamais, toutes si grossières et factices que transparait en fait à travers elles la haine éternelle du pouvoir contre les pauvres. Le je, le tu, le il et le elle, le nous, le vous et le ils et elles disparaissent sous l'hypertrophie du ON, ce pronom multiforme et sans substance que les productions littéraires de la revue *Tiqqun* ont attribué à l'individu abstrait et morbide du Capital et de l'État.

Si le pouvoir divise en catégories factices, il ne peut le faire que par la construction d'une unité sociale apparente, artificiellement opposée à des « marges » : unité sans adversaires ne fait pas cohésion. L'autre outil du pouvoir, qui traverse toutes les époques, est donc celui de l'idéologie, du mythe unitaire, occultant la complexité et la multiplicité infinie du réel, et niant la réalité des inégalités engendrées par un modèle hiérarchique en les noyant dans le discours global et totalitaire d'une unité qui n'existe pas, et d'une uniformité qui, fort heureusement d'ailleurs, n'existera jamais. Le pouvoir crée une médiation unitaire, pour que les individus s'y identifient en oubliant leur réalité et leur spécificité. Unité des croyants dans le décervelage religieux, des « collaborateurs » dans une boîte, des compatriotes, des citoyens et du « corps électoral » dans la sauvegarde de l'État, dont les représentant-es sont élu-e-s à « la majorité ». Unité du « peuple », de « la » classe prolétaire.

Dans le slogan nazi «*Ein Reich, ein Volk, ein Führer*», le mot omniprésent, qui résume les fictions de l'empire unique, du peuple unique et du guide suprême, c'est le mot *un*.

Cela passe, comme toute pensée magique, par la maîtrise du langage, c'est-à-dire la maîtrise des catégories de la pensée, conditionnant les attitudes et les réflexes, contrôlant les émotions qui devront être filtrées au tamis de la foi ou de la «raison». On parlera de Dieu, de la patrie, de la nation, de la culture et de l'identité éternelle de tel ou tel «peuple»... mais aussi de citoyenneté ou de dictature du prolétariat. L'idéologie a cela de puissant qu'elle s'implante au cœur de l'intimité de chaque individu, qu'elle le fait adhérer de l'intérieur aux intérêts des dominants. Imposer un langage commun, des mythes communs, permet de marginaliser les imaginaires, les luttes et les révoltes, ou de les enfermer dans un corporatisme s'inscrivant dans une logique de marché commun. L'idéologie dominante est toujours celle de «la majorité». Si le plus grand nombre fait ce qu'on lui dit de faire, c'est bien que ce qu'on lui dit doit être vrai, c'est bien qu'il convient de s'y identifier...

L'idéologie, en se servant des médias de communication, de l'image, de mots-clés et de slogans, se nourrit de faux débats, de fausses oppositions. Le spectacle transforme toutes celles et tous ceux qui pourraient être acteurs de leurs vies en une masse de spectateurs passifs, qui tentent pathétiquement de coller aux rôles toujours plus pauvres qu'on leur enseigne, aux modèles toujours plus dérisoires qu'on leur propose dans un flot d'images ineptes. Les inégalités sociales sont gommées par une culture du «consensus», de la «paix», du «dialogue social». Les exploités et les exploités-e-s, les dominants et les dominés-e-s, deviennent «partenaires sociaux».

La liberté ne consiste dès lors plus qu'à choisir son aliénation, toujours renouvelée; à quelle passivité se vouer, à quel rôle s'abandonner, à quel genre sexué appartenir, à quelle sexualité s'identifier, à quel dieu ou quel service des relations humaines adresser ses prières, à quelle culture s'identifier, à quelle équipe sportive de millionnaires en short donner son soutien, à quel politicien déléguer, à quel patron vendre son temps et sa vie, à quel gadget toxique consacrer ses dépenses, à quelle nouvelle mode dépenser ses sous (modes passant aussi rapidement que les marchandises dans le renouvellement permanent des machines), dans quel loisir noyer ses rêves, dans quelle consolation amoureuse

entériner sa sclérose affective. Soumission à la carte, au catalogue de fournitures du néant.

Les loisirs, le sport médiatique et plus généralement la « culture » jouent en effet, en même temps qu'un rôle de diffusion idéologique de masse des postulats du capitalisme (compétition, performance, « réussite », divisions sociales en catégories factices, cynisme généralisé où tout se vaudrait, etc.), un rôle important de soupape à la frustration sociale. Le succès des fictions policières, de la science-fiction ou de l'heroic-fantasy, ou encore des modes musicales et leur cortège de « communautés » de jeunes fans, tient sans doute au fait que la société capitaliste nous condamne à une absence totale de perspectives et d'aventure. Notre fascination pour les « justiciers », les « stars » et les « héros », ceux du sport, de la musique « contestataire », des bandes dessinées, des séries et des films, sont le reflet de notre frustration de ne pouvoir jouer un rôle véritable dans un changement réel et efficace de nos vies. Se choisir à l'adolescence une identité à la carte pallie l'absence cruellement ressentie d'une existence pleinement vécue. Les marges revendiquées demeurent toujours soumises à la centralité d'un même néant.

La révolte est neutralisée par sa mise en spectacle. Il est plus facile de se rendre à un festival de rue à l'ambiance « subversive », avec la permission et l'encouragement des autorités locales, que de se réapproprier l'espace public pour en faire un espace social. Il est plus facile de revêtir un vêtement à clous et têtes de mort que d'assumer une remise en cause réelle de la société actuelle. Il est plus facile de pratiquer un jeu de rôle et de se créer une « feuille de personnage » pour combattre un méchant sorcier, de se choisir un avatar de jeu vidéo pour lutter contre des monstres imaginaires, que de se battre contre ce qui nous opprime vraiment. Il est plus facile de se faire des « ami-e-s » sur le net en se créant un *profil*, que d'entretenir des amitiés épanouissantes ; plus facile de consommer et reproduire des clichés pornographiques et de cultiver sa « sexualité », que de se donner les moyens de vivre pleinement nos désirs à travers toute la richesse, la complexité et les nuances affectives des rencontres humaines.

Il arrive néanmoins, malgré la répression et le contrôle social, que la contestation sociale se radicalise, que dans l'action directe et la fédération des luttes partielles se dessine un horizon nouveau, et que le pouvoir n'ait plus le choix, qu'il lui faille céder. Pour ne pas disparaître,

le pouvoir va alors concéder des droits, mais dont il sera garant et médiateur. Il va accorder davantage de miettes, mais en gardant la main sur la distribution de ces miettes. Les contestations partielles, obtenant tel ou tel gain de salaire en régime capitaliste, peuvent ainsi jouer le rôle de régulation temporaire des contradictions du capitalisme, en relançant la demande, pour un temps nécessairement passager. Elles permettent surtout au pouvoir de jouer à fond des divisions tactiques pour étouffer le mouvement, entre les adeptes des phases transitoires qui s'en satisfont « pour l'instant, en attendant d'obtenir plus », et ceux qui veulent toute la galette, ici, maintenant.

Slogan situationniste: dans une société qui abolit toute aventure réelle, la seule aventure qui nous reste consiste à abolir cette société.

Réappropriations

*« Ferme le poing et tu possèdes le vide, ouvre la main
et tu possèdes le monde. » Li Mu Bai*

L'organisation progressive du prolétariat

Au XIX^e siècle, le prolétariat des grandes villes d'Europe s'organise pour l'entraide face à la misère quotidienne, et pour lutter contre les exploiters lui imposant des conditions de vie insupportables. La première grande loi de la révolution bourgeoise en France avait consisté à détruire les associations ouvrières. Le livret ouvrier de Napoléon avait installé une surveillance étroite des salarié-e-s. Mais des associations ouvrières clandestines se constituent, évoluant en syndicats, se dotant de caisses de solidarité (maladie, vieillesse, chômage, fêtes) et manifestant pour les salaires, la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions du salariat. La répression sanglante de ces organisations autonomes de travailleur-euse-s par les forces armées de l'État, comme en 1848 en France, suscite encore davantage la conscience d'une appartenance commune à une même classe d'exploité-e-s, n'ayant en commun pour survivre que la vente de sa force de travail. Au-delà des situations diverses d'exploitation, s'affirme la volonté commune d'en finir avec cet état de fait et de s'organiser en conséquence, c'est-à-dire en toute indépendance du pouvoir de l'État et de la bourgeoisie. C'est l'émergence du socialisme.

Le socialisme, né dans les pratiques ouvrières, est peu à peu théorisé sous divers noms par des penseur-euse-s comme Fourier, Proudhon, Marx, Bakounine, Luxemburg et bien d'autres. Les luttes au sein des branches de production commencent à se rejoindre et à se fédérer, les ouvrier-e-s comprennent leur situation et acquièrent une vision globale de leurs conditions de vie. Malgré la diversité des tactiques préconisées, liée à la diversité des conditions d'exploitation en Europe et à l'histoire locale des organisations ouvrières, un objectif commun apparaît, lié au sentiment et surtout à l'expérience d'une commune dépossession, d'une condition prolétaire avec laquelle il faut en finir. Il s'agit de renverser

le capitalisme et l'État, et pour cela, les travailleur-euse-s organisé-e-s en associations révolutionnaires savent qu'ils et elles ne pourront compter que sur eux-mêmes et elles-mêmes. Inutile de compter sur une bourgeoisie qui, ayant des intérêts distincts de ceux des ouvrier-e-s, a manœuvré pour récupérer à son compte et neutraliser les révolutions précédentes contre les privilèges. Seul-e-s les dominé-e-s, seul-e-s les exploité-e-s, peuvent construire une société sans classes et sans État, elles et eux seul-e-s sont légitimes à définir leurs propres modes de lutte.

Devant l'urgence et les conditions épouvantables de la survie, il s'agit bien sûr d'obtenir ici et maintenant des emplois, une réduction importante de la journée de travail, des améliorations des conditions de travail, des hausses de salaires, ainsi que l'arrêt de la répression à l'encontre des organisations ouvrières et pour cela, leur reconnaissance. Mais peu à peu, émerge des luttes la conscience qu'il s'agit aussi et surtout de construire, par la dynamique que ces luttes développent, la confiance nécessaire au grand assaut des prolétaires, qui abattra la propriété patronale et étatique des moyens de production. Le but du socialisme est une société sans monopole de la décision, de la production et de la répartition des richesses, où les travailleur-euse-s contrôlent les moyens de production, d'échange et de distribution, et se fédèrent librement sans le truchement d'un État qui n'existe que pour les déposséder, dans un internationalisme visant à abolir les limites de frontières qui n'existent que pour les diviser. Pour ce faire, les travailleur-euse-s doivent s'associer pour préparer la grève générale réappropriatrice, ce grand soir qui paralysera et ruinera les capitalistes, et désarmera les États devenus impuissants. Le refus de se soumettre aux conditions épouvantables du travail contraint et le sabotage sont le prélude à la réappropriation sociale des moyens de production, par les populations et pour elles.

L'Association internationale des travailleurs est créée à Londres en 1864. Issue de l'aspiration à rassembler les diverses organisations ouvrières socialistes, quelles que soient leur histoire, leur situation locale et leurs expériences respectives, elle affirme la nécessité d'une organisation solidaire de combat, malgré toutes les divergences tactiques. Les associations ouvrières des pays latins (Italie, Espagne, France) ont un point de vue plus proudhonien ou collectiviste, de développe-

ment fédéraliste de coopératives et de mutuelles ouvrières. Les associations ouvrières des pays plus industrialisés (Allemagne notamment) s'orienteront davantage vers la stratégie partidulaire de Marx, qui juge nécessaire de composer avec la social-démocratie: l'alliance avec la bourgeoisie est envisagée comme une étape tactique, nécessaire à la constitution d'un prolétariat conséquent, capable ensuite de prendre le pouvoir. L'AIT essaime rapidement, et permet un soutien efficace aux luttes et aux grèves.

Mais huit ans après, cette «Première Internationale» explose, du fait de l'irréductibilité des deux camps, les fédéralistes ou « anti-autoritaires » d'un côté, et les « marxistes » de l'autre. La divergence ne se réduit pas, comme on a trop pu le lire, à une querelle de personnes entre Bakounine et Marx. Bakounine avait rejoint Marx dans sa critique des proudhoniens, tout en promouvant un point de vue collectiviste décisif pour les formes d'organisation du syndicalisme révolutionnaire. Il fut finalement exclu de l'AIT avec d'autres compagnons anarchistes, par des manœuvres politicardes de Marx. Celui-ci jugeait en effet nécessaire de bâtir un parti communiste avec un programme cohérent (évidemment calé sur ses théories), et désapprouvait la stratégie de Bakounine d'une organisation des travailleur-euse-s autonome et indépendante, s'appropriant la capacité de décider par elle-même. Cette rupture tient donc plus profondément à la stratégie organisationnelle, à la vision révolutionnaire elle-même, liée à des contextes différents.

Les marxistes, plus implanté-e-s dans les États les plus industrialisés, sont partisan-e-s – entre autres tactiques de lutte – de l'utilisation stratégique des institutions étatiques (via la sociale-démocratie, surtout en Allemagne, même si elle fut très critiquée par Marx), aussi bien dans le but immédiat de conquérir des droits, que de s'emparer à terme de l'État. Cette option se subdivisera rapidement entre partisan-e-s d'une conquête armée de l'État, reprenant en cela la tradition du blanquisme dont le léninisme ou le maoïsme seront d'une certaine façon les avatars, et les partisan-e-s d'une conquête progressive des droits et du pouvoir, dont la social-démocratie actuelle est l'héritière – très édulcorée. Ces options du socialisme sont aujourd'hui les plus connues, mais ont démontré que la prise du pouvoir d'État ne signifiait pour autant ni l'abolition de l'État, dont les socialistes au pouvoir ont au final contribué à renforcer les capacités de contrôle social, ni l'abolition du

capitalisme, que les socialistes au pouvoir n'ont fait qu'aménager et pérenniser sous la forme monstrueuse d'un capitalisme d'État, avec ses camps de travail forcé. La social-démocratie a étouffé et réprimé les luttes sociales, tout aussi violemment que les régimes précédents. Le capitalisme d'État a instauré une bureaucratie autoritaire qui a donné un tour de vis supplémentaire dans l'affirmation de la puissance régalienne répressive et dans les dispositifs terribles du salariat et du productivisme, en échange de quelques garanties sociales qui ne sont que le prétexte à un contrôle social généralisé. D'autres héritier-e-s de Marx, révolutionnaires, elles et eux aussi adeptes de la centralisation de la production, des échanges et de la distribution, mais sans passer par une forme étatique ni des compromis institutionnels, développeront le communisme de conseils ouvriers, qui doivent s'emparer de la gestion de la production et de l'administration locale, en adoptant ensemble des lignes globales de parti permettant de centraliser la gestion de l'économie. Elles et ils seront brutalement réprimé-e-s, notamment en Allemagne par les sociaux-démocrates. Ce mouvement conseilliste, aux conceptions plus proches de l'anarchisme malgré certaines divergences théoriques, n'a hélas pas véritablement rencontré le mouvement libertaire, du fait de situations historiques et géographiques différentes.

Les anarchistes, quant à elles et eux, soulignant les contradictions entre la volonté d'abolir l'État, soit l'organisation autoritaire, hiérarchique et centralisée de la société, et celle de le conquérir (même s'il s'agit de l'abolir ensuite, comme l'affirment les marxistes), rejettent l'option étatique, les élections, la représentativité, la forme partidulaire d'organisation, le centralisme politique. Suivant l'esprit de Proudhon, il s'agit non de bâtir un contre-État, mais une contre-société. Les anarchistes privilégient l'action autonome des exploité-e-s, par l'action directe et l'association révolutionnaire à visée réappropriatrice. Elles et ils prônent le fédéralisme libertaire, associant les groupes autonomes sans le truchement de représentant-e-s, avec des mandats impératifs et des mandaté-e-s révocables, assurant la subsidiarité décisionnelle avec priorité aux échelons les plus concernés, mais aussi l'égalité d'accès aux ressources par une contribution librement concertée en fonction de celles-ci (péréquation).

Divers courants au sein de l'anarchisme se confrontent. Individualistes défendant la propriété individuelle (excluant bien sûr le salariat), partisan-e-s de l'émancipation individuelle et la libre association, faisable et défaisable à volonté, contre toute contrainte sociale jugée autoritaire. Mutuellistes, héritier-e-s de la pensée proudhonienne et adversaires d'une révolution violente, partisan-e-s d'une transformation sociale progressive par le biais d'associations, de coopératives et de mutuelles ouvrières, et d'une banque du peuple. Collectivistes, partisan-e-s de collectivisations des moyens de production, d'échange et de distribution, par un syndicalisme révolutionnaire capable de se fédérer aussi bien par branches de production que par territoires. Communistes libertaires enfin, aujourd'hui majoritaires chez les anarchistes « organisés-e-s », partisan-e-s d'une mise en commun générale des moyens de production, et d'une abolition des salaires et de l'argent.

Malgré leurs divergences, tou-te-s sont néanmoins pour la fédération libre des individus et des groupes, dans un riche et complexe réseau social répondant aux besoins adéquats et réels des individus, et fonctionnant selon les principes communs d'autonomie, de subsidiarité et de péréquation. C'est pourquoi certain-e-s anarchistes considèrent, jusqu'à aujourd'hui, que ces tactiques diverses, recoupant plusieurs champs de luttes, sont loin d'être incompatibles, mais complémentaires. C'est le degré d'association et d'intensité des luttes qui seul peut mener peu à peu de l'individualisme au communisme, qui ne divergent au fond pas sur l'exigence de liberté.

Les anarchistes, hormis l'implication dans des associations d'entraide ouvrière, développent tout d'abord une stratégie insurrectionnaliste d'agitation sociale. La répression brutale fragilise le mouvement, qui s'orientera brièvement vers la « propagande par le fait » avec des attentats anarchistes (à la fin du XIX^e siècle en France, culminant en France avec l'assassinat du président Sadi Carnot). C'est un échec : malgré la sympathie de certaines franges du prolétariat pour les « héros » anarchistes condamnés à la guillotine, le choix de la réponse violente à la violence d'État rencontre peu d'écho, si ce n'est dans la presse bourgeoise, qui véhicule l'image de l'anarchiste terroriste. L'État français édicte des « lois scélérates », interdisant la presse et les réunions d'anarchistes.

S'ensuit alors un questionnement plus rigoureux sur l'organisation, notamment au sein du monde du salariat tant honni, avec une implication

massive des anarchistes dans le syndicalisme alors en plein développement. Les anarchistes y œuvrent au dépassement du corporatisme de branche par le développement des Bourses du travail et des unions locales, répondant ainsi au double fédéralisme préconisé par Bakounine (par branche, par territoire). Les espoirs des anarchistes prennent néanmoins un sérieux plomb dans l'aile avec la Grande Guerre de 1914-1918, à laquelle certain-e-s d'entre eux-elles se rallient d'ailleurs. Cette guerre porte un coup fatal à la dynamique anarchiste et à l'internationalisme.

Avec la prise du pouvoir en Russie par les bolchéviques, les anarchistes sont sévèrement réprimé-e-s, comme du reste dans les États dits « démocratiques » (y compris sociaux-démocrates). Les partis communistes, d'abord très hostiles à l'indépendance syndicale, teintée des thèses de Bakounine, investissent les postes clés dans les syndicats pour en prendre le contrôle; la CGT, pourtant relativement influencée à ses débuts par les idées anarchistes, deviendra la « courroie de transmission » du parti communiste français, lui-même affidé à Moscou.

L'anarchisme ibérique, influencé par l'aspiration au dépassement d'une tradition régionaliste, connaît néanmoins un essor important avec la CNT, syndicat révolutionnaire anarchiste. La révolution libertaire espagnole de 1936 à 1939, avec sa capacité à repousser les armées fascistes aux débuts de la guerre civile, avec ses milliers de collectivités fédérées, ses réflexions et pratiques parfois très poussées sur la pédagogie ou l'émancipation féministe, demeure l'une des plus grandes expériences anarchistes à grande échelle. Avant d'être vaincue par le franquisme, mais aussi le stalinisme, ainsi que par des divisions tactiques qui font encore aujourd'hui débat dans les milieux libertaires, notamment la participation d'une partie de la direction de la CNT au gouvernement républicain.

D'autres débats continuent d'agiter les milieux anarchistes, comme celui sur la nécessité ou non de construire un programme révolutionnaire commun. Le « plate-formisme » est proposé par Archinov et Makhno en vue d'une stratégie d'efficacité, suite à leur expérience en Ukraine. D'autres libertaires rejettent ce point de vue considéré comme une uniformisation proche des conceptions partidaires. Voline propose ainsi de rassembler les diverses tendances libertaires dans une dynami-

que de « synthèse », qui ne serait pas une simple addition mais consisterait en une complémentarité tactique.

Le déclin de l'anarchisme est réel après la Seconde Guerre mondiale, mais quelques mouvements sociaux le ramènent sur le devant de la scène, comme en 1968, ou dans les années 1980-1990 avec le mouvement squat et le succès de la musique punk, puis avec le succès tout relatif de contre-sommets. En France comme ailleurs, un renouveau anarcho-syndicaliste s'esquisse aussi avec le développement, hélas temporaire, de la CNT. Citons aussi le mouvement zapatiste au Mexique avec les révoltes du Chiapas ou d'Oaxaca, ou encore les expériences autogestionnaires en Argentine au tournant du siècle.

Esquisse de la contestation actuelle

Vers quel type d'organisations les individus atomisés éprouvant un digne sentiment de révolte contre l'injustice peuvent-ils aujourd'hui se tourner, pour échapper à l'isolement qui les écrase ?

Les militant-e-s des partis de gauche et des grandes centrales syndicales ne sont fort heureusement pas toujours à l'image de leurs « représentants » médiatiques. On rencontre encore nombre de personnes sincères parmi celles qui consacrent de leur temps à lutter sur le terrain, dans la rue et dans les boîtes. Elles sont encore nombreuses, parmi la foule passive des « adhérents », à militer activement. Mais la structure hiérarchique des partis et des bureaucraties syndicales, et leur inscription résolue dans les paradigmes du capitalisme et de l'État, n'offrent guère de perspective enthousiasmante. Le rêve révolutionnaire se délite sous le discours général de la gestion sociale. C'est toujours la même ode à l'emploi, à la productivité et à la croissance, derrière le discours d'une meilleure « redistribution des richesses ». L'immense majorité des passant-e-s et des collègues, ignorent les tracts tendus, les plus compatissant-e-s lâchant parfois un « bon courage ». Les militant-e-s désespèrent de « conscientiser » cette foule anonyme, cette « masse » sur laquelle repose leurs attentes. La résignation menace, au fil des collages de nuit sur des panneaux perdus au bord des routes automobiles. Rien d'étonnant à ce que nombre de gens motivés finissent par fuir cette forme éculée de militantisme, ayant par ailleurs amplement démontré

ses limites, voire sa capacité de neutralisation des luttes lorsqu'il prétend parler au nom des autres, ou redirige les espoirs vers les urnes du renoncement programmé.

D'autres, en ayant assez de vivre dans ce monde de béton et de travail forcé, répugnant à la prétention propagandiste d'une conscientisation d'autrui, se tournent au contraire vers l'illusion de pouvoir vivre «en-dehors». Il s'agit de vivre ici et maintenant des alternatives de vie, certes courageuses mais qui, trop souvent, s'isolent des luttes sociales. Et se voient ainsi, tôt ou tard, vouées à la répression étatique. Commencent les déboires avec la justice, dans la quête d'une reconnaissance étatique d'une alternative propre, sage et inoffensive. Dans le meilleur des cas, les petites communautés alternatives terminent en parcs d'attraction subventionnés pour touristes urbains en mal d'authenticité exotique.

Quant aux mouvements dits des « indignés », leur dynamique fut parfois très intéressante, du moins dans certains pays, avec le développement de structures horizontales, une implication réelle dans les luttes en même temps que d'alternatives de vie (occupations, réquisitions), et le souhait d'une véritable convergence. Mais les indigné-e-s ont trop souvent été paralysé-e-s par la position « non-violente », consistant en une approche citoyenniste de la lutte : il s'agissait de se laisser matraquer et gazer pour « montrer » la violence du système, tandis que campements et tentes étaient détruits. La méfiance bien légitime à l'encontre des idéologies a trop souvent ainsi laissé place à la plus efficace des idéologies, celle d'une prétendue « neutralité » politique, qui est aussi celle de la neutralisation. Rejeter tout discours trop « politiquement marqué » condamne à se priver des outils et des analyses du passé, y compris hélas dans ce qu'elles peuvent avoir d'encore pertinent. D'opportunistes politicard-e-s, issu-e-s aussi bien des partis institutionnels que de partis fumeux, ont de fait pu investir les places occupées. Ils-elles y ont développé des discours de gauche d'une indigence affligeante, quand il ne s'agissait pas de refourguer des délires complotistes ou des discours aux relents nationalistes nauséabonds. L'absence revendiquée de questionnement critique et d'élaboration théorique condamne à en rester à une acceptation tacite des paradigmes du système : confiance pathétique dans la possibilité de réformer les institutions bourgeoises, prétention représentativiste (« nous sommes les

99% »), soumission quasi-systématique à une violence policière qui a d'ailleurs fini par avoir raison de cet élan formidable. Il est regrettable que la plupart des anti-autoritaires, pointant tous les défauts de ces assemblées d'indigné-e-s, aient renoncé à y participer, alors qu'ils et elles auraient pu y amener tant de choses, à commencer par une vigilance contre les tentatives de prise de pouvoir. Certaines assemblées ont néanmoins perduré, évoluant dans des collectifs de lutte toujours actifs.

En sens inverse, la révolte se diffuse aussi dans des réseaux de groupes «autonomes» plus radicaux, d'organisation «informelle» ou affinitaire, pouvant apporter un certain souffle en termes d'espoir révolutionnaire par des attaques immédiates des symboles du pouvoir, un questionnement théorique foisonnant et des alternatives concrètes de vie aussi bien que de lutte, tranchant avec la morosité des organisations syndicales et politiques actuelles. Mais ces réseaux sont souvent empreints d'une culture de rejet sans nuances des réalités sociales avec lesquelles composent pourtant de fait tant de gens, contraints de s'y plier. Un autre écueil, trop souvent constaté, est le refus inconditionnel des «organisations». Et pas seulement des partis, mais aussi des organisations anarchistes «formelles», qualifiées de «boutiques». Quand ce n'est pas le refus de «l'organisation» elle-même, dans un folklore individualiste ayant si peu à voir avec l'individualisme anarchiste dont certain-e-s se réclament. La répression imprime là aussi des réflexes sclérosants, comme ceux de la clandestinité affinitaire, d'un élitisme discursif méprisant à l'égard de toute autre forme de pensée et d'action. Élitisme qui se traduit d'ailleurs par un hermétisme parfois hallucinant du discours, invoquant l'insurrection comme l'on invoquait autrefois le grand soir. Au final, le milieu « autonome » n'offre guère plus d'alternative que l'indignation citoyenniste, en termes de résistance réelle à la répression, de capacité réelle d'organisation et d'autodéfense plus larges.

Quant aux organisations révolutionnaires revendiquées anarchistes ou communistes libertaires, la frange dite «organisée» des anti-autoritaires que je viens d'évoquer, elles demeurent trop souvent refermées sur le folklore du passé et la répétition de mots d'ordre ouvriéristes ou d'incantations abstraites, à la traîne des réflexions et des pratiques ayant cours ailleurs chez nombre d'«inorganisé-e-s». Tombant trop souvent dans le piège du militantisme volontariste et de la pureté idéologique, elles se prennent fréquemment la tête sur leurs divergences

politiques, au lieu de se voir comme complémentaires. Le faible nombre de leurs militant-e-s permet peut-être d'expliquer qu'elles passent parfois plus de temps à chercher ce qui les dissocie les unes des autres et à trouver une place sur le *marché contestataire* à la gauche de l'extrême gauche, qu'à construire ensemble une complémentarité, un réseau de luttes et de vie, une force d'affirmation multiple mais cohérente. Là aussi, la répression fait le reste ; procès, amendes, gardes à vue et surveillance policière incessantes, mais aussi prises de pouvoir implicites en interne, finissent de saper le moral d'anarchistes sincères, constatant la faiblesse d'une solidarité concrète et réelle dans les organisations.

Tout ce petit monde de militant-e-s, et plus largement de personnes révoltées contre l'injustice du système capitaliste, se retrouve parfois heureusement au sein de collectifs plus larges, qui permettent de renoncer pour un temps aux travers des habitudes sectaires respectives. On y voit alors d'improbables débats entre des personnes allant des autonomes aux militant-e-s de l'écologie institutionnelle. Mais la temporalité de ces collectifs est trop souvent liée à celle des attaques du pouvoir, pour que ces collectifs parviennent à se donner *aussi* des temps de réflexion de fond, et des moyens concrets d'alternatives en actes. Une autre difficulté réside dans les pratiques organisationnelles de ces collectifs, souvent très assembléistes, sans perspective fédéraliste avec des mandats clairs, même contrôlés, et où tout tract ou toute décision doit passer par le consentement d'un grand nombre, et où la prise de décision finit par s'enterrer sur des listes Internet. Les réunions à répétition finissent par lasser, faute du soin porté à la constance organisationnelle et à la définition des mandats. Les plus actif-ive-s finissent par prendre toute la place, et se retrouvent tout seul-e-s à faire le travail de coordination. La répression policière et les procès font resurgir les vieilles divisions idéologiques, rejetant finalement les participant-e-s, au départ motivé-e-s, dans leurs chapelles respectives. Les échecs de nombre de collectifs pour construire des pratiques organisées dans la durée conduisent parfois à la désillusion d'une possibilité même d'organisation.

Aujourd'hui les anti-autoritaires, qu'ils-elles se revendiquent de l'anarchisme, du communisme, du conseillisme, de l'autonomie ou de rien du tout, continuent néanmoins de jouer un rôle. Certes non majoritaire (ce qui n'est d'ailleurs pas vraiment recherché), mais certain. En apparence modeste dans le spectacle médiatique, mais bien réel dans

le cadre des luttes sociales, et des alternatives en actes dans le champ individuel et social, avec une réflexion globale contre toute forme de domination (incluant notamment l'antipatriarcat), et pas seulement les dominations étatiques et économiques. La multiplicité des modalités d'organisation anarchiste, répondant à la diversité des options tactiques, des analyses mais aussi et surtout des champs de luttes, n'est souvent pas considérée par les libertaires comme une faiblesse, mais comme une expression de leur conception de la liberté. La faiblesse du nombre, qui suscite hélas bien des querelles intestines stériles, ne signifie pas pour autant une absence d'influence réelle.

Quand les anarchistes participent pleinement aux luttes sociales, à condition de mettre de côté leur insupportable sectarisme, elles et ils apportent une certaine vigilance à l'encontre de toute récupération politicarde, leurs réflexions souvent très riches, leur expérience organisationnelle en termes de fonctionnement horizontal et fédéraliste, ainsi qu'une certaine spontanéité, voire un sens certain de l'humour, qui sortent de la triste discipline militante habituelle. Leur petit nombre est bien souvent compensé, dans les collectifs de lutte, les syndicats ou le milieu associatif, par un engagement important et par la pertinence des propositions, même si elles se confrontent bien souvent à la réprobation et au boycott minable des militant-e-s issu-e-s d'organisations partitidaires traditionnelles.

D'autre part, les anti-autoritaires sont souvent impliqué-e-s dans des alternatives en actes, car il y a un fort désir de vivre ici et maintenant selon d'autres manières, plus proches de leurs aspirations. Que ce soit pour l'habitat (squat, yourte, autoconstruction), la nourriture (récup', réflexion sur le végétarisme, constitution de réseaux courts entre paysans et consommateurs), l'échange local de biens et de savoirs (SEL, comités de quartiers, réseaux de débrouille, production foisonnante d'écrits, expériences pédagogiques alternatives), l'exemplarité autogestionnaire séduit. Ce fourmillement d'expériences peine néanmoins à s'organiser de façon à renverser la vapeur. La permanence d'une certaine austérité militante, si typique du poids de la gauche dans l'imaginaire collectif, n'est sans doute pas étrangère à cette impuissance relative, cruellement ressentie. À terme, les anti-autoritaires qui le restent passée la quarantaine, ont souvent un caractère bien trempé, qui fait parfois un peu peur aux personnes séduites par l'anarchisme, cherchant à

se rapprocher du « milieu ». L'engagement politique ressemble encore trop à un sacerdoce monacal.

Toutes les composantes du mouvement social et du socialisme ont quelque chose à apporter. La divergence existe toujours, de fait. Mais au lieu de s'exprimer dans des visions et des pratiques de lutte complémentaires, elle conduit trop souvent à une posture dénonciatrice, à un sectarisme ridicule. La dénonciation maladroite du monde et de l'existant ne témoigne bien souvent en réalité que d'une cruelle absence de propositions et d'affirmation concrète. Le fait de ne se sentir exister politiquement qu'en traçant des frontières paranoïaques autour de soi ne témoigne que d'une impuissance politique. Si notre drapeau est noir en contrepoint des idéologies négatrices de vie, c'est parce qu'il affirme la vie. Le fédéralisme libertaire reste encore à construire, en nous organisant dans ou en dehors des organisations déjà existantes.

Chemins de traverse

Une bonne fois pour toutes, à bas les programmes tout cuits. On peut avoir des idées, issues de nos expériences de vie et de lutte, mais il est aussi dangereux que dérisoire de se penser légitime à les imposer à quiconque. Certes, toutes les visions ne se valent pas, mais la valeur de pratiques ne peut se constater qu'à l'échelle des personnes qui les expérimentent. C'est à chacun-e de trouver le chemin de son bonheur, de son épanouissement subjectif et social. Au fond, notre seule légitimité politique ne devrait consister qu'en une affirmation d'expérimentations, notre seule lutte politique qu'en une autodéfense solidaire contre toutes les oppressions, et notre seule perspective politique qu'en une fédération réelle des autonomies. Si la transmission et le partage des expériences sont essentiels à la révolution, ils ne peuvent partir que de ce que nous nous rendons capables d'élaborer nous-mêmes. Dès qu'on impose des schémas à la réalité vécue, celle-ci nous dépasse, et c'est tant mieux. La réflexion et l'action sont en constant aller-retour, et n'appartiennent qu'aux premier-e-s concerné-e-s. Il n'y a d'organisation réelle qu'entre gens qui se prennent résolument en main sans attendre d'une idéologie ou d'un beau parleur les solutions toutes faites, qu'entre

gens qui considèrent leurs liens comme une possibilité de démultiplier mutuellement et collectivement leur puissance réelle.

Subvertir les armes du pouvoir

L'idéologie unitaire est un mythe. Celui d'une unité perdue, d'un âge d'or qu'il faudrait retrouver dans un avenir radieux et sans taches. Lorsque les rêves révolutionnaires se dévoient ainsi, au point de ressembler aux religions monothéistes, les épurations ne sont jamais loin. L'unité n'a en fait jamais existé et n'existera, fort heureusement, jamais. Quand l'unité prévaut dans le discours, on constate plutôt l'atomisation et la résignation, et la créativité ne s'exprime que dans le cadre d'une concurrence agressive pour se rapprocher du mythe. L'unité est le programme de toutes les aliénations. Face aux discours dominants du mythe unitaire, contrastant si fort avec la réalité de la division sociale, celui d'une « unité prolétarienne » n'est qu'un avatar de plus du délire religieux, paravent de toutes les aspirations au pouvoir.

Le mouvement révolutionnaire se meurt des discours de pacification sociale. Nous pourrions au contraire assumer la conflictualité et les divergences, débattre des failles et des lignes de front, sur la base de ce que nous pouvons faire ensemble et de ce que nous ne voulons pas faire ensemble. Nos pratiques ne peuvent devenir réellement solidaires que si elles expriment nos ressentis et nos positions. Remettons au premier plan nos expériences directement vécues, subjectivement et collectivement. La subjectivité et la communauté réelles ne peuvent coexister que dans l'association réellement libre, et la conflictualité réellement assumée. Les divergences sont constructives lorsqu'elles s'inscrivent dans une attention mutuelle, non dans une haine commune.

Partant du constat que le capitalisme s'exprime par une batterie de catégories mentales et de dispositifs oppressifs maintenant le mythe unitaire du Marché Libre ou de l'État, tous les champs de la domination sont susceptibles de subversion. Il n'y a pas d'en dehors : nous sommes complètement environné-e-s par les dispositifs du pouvoir, ses catégories mentales calcifiantes, ses mots pipés, ses concrétions techniques. Il est possible de retourner ses armes contre l'adversaire, à condition de ne pas voir dans ces armes une finalité, sans quoi le piège se refermera invariablement sur nous.

L'adversaire joue à fond sur la maîtrise d'une symbolique commune pour agréger les gens sous son emprise, et souvent nous nous laissons happer par son rythme imposé, nous sentant contraint-e-s de répondre à chaque fois sur ce champ symbolique, par des rassemblements, des manifestations. Or toute autorité a besoin de canaliser sa contestation, et elle le fait en la calant selon son rythme. Ces modes d'action sont non seulement épuisants, mais aussi dangereux lorsqu'ils s'inscrivent dans une ambition politicienne ou messianique de réveiller « l'opinion » d'une « masse » prétendument abruti. S'ils sont parfois nécessaires, ce ne devrait être que pour exprimer une force réelle, ou pour élargir et déborder vraiment le mouvement, en se donnant les moyens de tisser des liens avec les gens.

Les manifs en forme de randonnées pédestres, où l'on agite avec surenchère des petits drapeaux le long d'un parcours surveillé par les flics, avant de rentrer chez soi tout-e seul-e, n'ont jamais rien amené; elles ne profitent qu'aux spécialistes de la soupe sociale, aux bureaucrates stipendiés du spectacle contestataire. « Partage du travail, partage des richesses, ou alors ça va péter »: pétons un coup avec ces slogans aussi indigents que résignés, repoussant toujours à demain l'explosion sociale face à l'insupportable ! Cela n'ira pas mieux demain. Ces manifs balisées et éparpillées dans le temps, en un mot stériles, sont à l'image de notre impuissance. Un peu comme ces flash-mobs géantes, où l'on se contente de participer à ce que l'on n'a ni décidé ni réellement discuté, à coups de *j'aime* creux sur facebook, qui sont à l'image des solitudes internautes. L'un des drames du militantisme est de ne considérer l'action et les retrouvailles entre personnes en lutte qu'en fonction du calendrier de ces « journées d'action », au lieu de construire une force réelle sur le long terme.

Le langage du pouvoir, ses catégories mentales et affectives étriquées, ses codes sociaux étouffants, empoisonnent toutes les relations. Le détournement, la réappropriation sémantique et grammaticale, la créativité poétique et le sabotage artistique sont un exercice jouissif et subversif, que tout un chacun peut expérimenter en s'appropriant sans vergogne le langage des autres, tout en le nourrissant à son tour. Les noms imposés, « nos » noms eux-mêmes, peuvent être délaissés par des noms nouveaux, non des « pseudos » noms, mais des noms que nous ressentons réellement. Un peu comme ces Indiens, Taureau assis, Che-

val fou, qui se nommaient les uns les autres selon leur caractère. La culture du pseudonyme doit échapper aux contraintes paranoïaques du militant épié par la police : le nom peut aussi venir du vécu réel. Les noms que les autres nous donnent ou que nous nous donnons à nous-mêmes, avec toute latitude pour en changer, sont plus précieux que toutes les dénominations d'état-civil imposées dès la naissance, qui sont le véritable pseudo-nom, quelque chose qui ne dit rien sur nous et qui ne nous appartient pas. Le jeu du langage des gestes, des mimiques et des corps s'expérimente à son tour, au-delà des mots qui enferment, dans une affirmation commune et tacite des subjectivités éveillées. Pour nous connaître, reconnaissons-nous.

Contre la propriété privée et le racket du pseudo-échange, c'est-à-dire la privation et le vol systémique et unilatéral, nous voulons la prise de possession individuelle et sociale de tout ce qui répond à nos besoins. Que les voleurs institutionnels, volant notre vie au quotidien, nous appellent voleur-euse-s s'ils le veulent. Il n'y aura jamais assez de répression pour empêcher les gens se sentant légitimes à le faire de se saisir de ce dont ils éprouvent le besoin, d'autant plus s'ils s'organisent pour cela. Si le coffre-fort du capital ne s'ouvre que d'un côté, il existe aussi des pieds-de-biche.

Contre le chantier permanent du droit bourgeois et les rapports sociaux étriqués suscités par ce droit, dont la complexité et la pesanteur s'amoncellent sur nos liens, nous pouvons aussi relever les failles dont l'histoire de ce droit se constitue, et appuyer là où cela peut faire mal. Là non plus, aucune illusion à avoir sur cette stratégie. Le droit est fait et défait en fonction des intérêts des dominants. Mais connaître des éléments de droit peut saboter la machine. Connaître des avocat-e-s professionnel-le-s sert tôt ou tard, mais il est nécessaire de partager plus collectivement les évolutions du droit bourgeois en matière de répression, de façon à ne pas tomber dans ses filets ou, si c'est le cas, passer entre ses mailles. De façon générale, ce que charrie le droit est à abolir. Cela ne signifie pas pour autant que nous n'ayons besoin d'aucune règle : les dominants actuels ne suivent justement aucune règle, et utilisent le droit à sens unique, exactement comme pour les questions d'appropriation et de capital. Seulement, au lieu d'étouffer nos vies, la règle pourrait au contraire consister en la nécessité sociale éprouvée de poser, en un débat permanent, des repères, pour nous régler les un-e-s sur les autres, de façon à démultiplier nos forces. Un système de droit

fondé sur la sanction, la punition et la taule, sanctionne en réalité l'absence de liens sociaux, l'absence au monde.

Les armes médiatiques de propagande peuvent aussi être retournées contre leurs créateurs : journaux, radios, tracts, mais aussi sites Internet. L'Internet est l'une des pires créations du monde marchand, un élément clé du contrôle social ; pour autant il constitue aussi de fait un champ de subversion. À condition de ne nous faire aucune illusion sur les limites et les dangers de son utilisation, pas seulement du point de vue du flicage (même s'il est important d'assurer un minimum de sécurité et d'anonymat en prenant connaissance de certaines techniques de navigation sécurisée, et de ne pas compter que sur des ami-e-s hackers), mais aussi et surtout du potentiel d'atomisation de ce dispositif. Listes mail et forums de discussion ont trop tendance à se substituer aux discussions réelles, pourtant irremplaçables.

Tous ces dispositifs, l'argent, le salaire et les allocations diverses (comme le RSA fourni par l'État soucieux d'éviter une explosion sociale), les techniques, les technologies, le langage du pouvoir, les droits, les armes, les médias avec lesquels il nous opprime, les pubs de propagande marchande, ne sont pas neutres. Si ces dispositifs peuvent être utilisés et appropriés pour un temps de façon subversive, pour renforcer notre puissance d'agir, ils ne peuvent jamais être *totale*ment subvertis. La subversion est une tactique nécessaire, mais à elle seule, elle est insuffisante.

L'argent est le nerf de la guerre capitaliste. « Tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura pas pour tout le monde. » Nous sommes évidemment contraint-e-s d'y avoir recours, mais nous devrions penser à nous donner les moyens de nous organiser pour nous en passer le plus possible. D'autres formes de partages et d'échanges sont envisageables, sans le truchement de l'argent. Les systèmes d'échange locaux sont un bon exemple de ce qu'il est possible d'envisager dans un premier temps. Certes, ces SEL emploient eux aussi une « monnaie » (grain de sel), reposant le plus souvent sur l'heure de service rendu. L'égalité entre les heures de services rendus ne garantit certes pas la reproduction d'un capital. Au contraire, toute la pensée des économistes modernes, depuis Smith et Ricardo (en passant par Marx), repose sur une définition de la valeur d'échange fondée sur le temps de travail. Mais c'est de la théorie car, en pratique, lorsque la plupart de ces SEL prennent une certaine

ampleur en termes d'activités et de nombre de participant-e-s, les gens abandonnent rapidement les comptes scrupuleux de qui fait quoi ou qui doit tant. Les liens se tissent, occasion de pratiques communes et d'entraide spontanée.

Voilà ce dont nous avons besoin : d'un réseau de lutte, mais aussi et avant tout de tisser des liens, aussi affectifs que pratiques, satisfaisant ici et maintenant les besoins que nous éprouvons concrètement. La dimension politique manque à nombre de ces systèmes d'échanges locaux ? À nous d'apporter notre grain de sel, plutôt que de nous cantonner dans une critique facile et pathétiquement stérile ! Nous pourrions évoquer bien d'autres exemples, comme les AMAP, ou encore toutes ces associations d'échanges de biens et de savoirs. Plutôt que de railler leurs limites, nous ferions bien de nous intéresser à ces outils, de nous y investir pour y porter nos visions. Ou de développer les nôtres.

Nous sommes contraint-e-s de reconnaître notre oppression pour la subvertir. De nous reconnaître « prolétaires », « femmes », « arabes », « homos », de partir de la situation concrète d'une catégorisation du pouvoir qui nous enferme, sur les bases d'une situation commune, sans pour autant nous laisser « représenter » : nous devons garder en tête que notre but est l'abolition réelle de ces catégories de la domination. Ce n'est pas parce que je suis prolétaire que je suis heureux-se d'être l'esclave d'un patron ou d'un « État social », que je jubile de me voir représenté-e sur les affiches caricaturales de gauche en bleu de travail à casquette et à la mâchoire virile, une clé à molette à la main. Ce n'est pas parce que je suis catégorisée femme qu'on achètera mes désirs d'en finir avec la sclérose des normes genrées et la domination masculine, pas parce qu'on me dit femme que je vais me réjouir de l'aliénation d'un bulletin de vote ou d'une place paritaire sur une liste électorale, ou d'un salaire d'esclave égal à celui d'un mec, ou de l'extension aux mecs de la torture de l'épilation à la cire. Ce n'est pas parce qu'on me catégorise comme « noir-e » de peau (catégorisation qui n'a au passage pris forme que depuis la traite négrière), que je me réjouis d'une « discrimination positive » hissant des vedettes « issues de la diversité » à l'écran, ou à des postes importants du pouvoir pour y exhiber leur opportunisme. Ce n'est pas parce que je suis catégorisé-e « homo » qu'on va acheter mon adhésion au système hétérofluc par la bague au doigt pour tou-te-s ou des petits événementiels citoyennistes d'entre-soi culturel ; la gay-pride

n'a pas toujours été un spectacle folklorique pour badauds : elle est née des émeutes homosexuel-le-s de Stonewall contre l'homophobie de l'État et de ses flics.

Dès que la lutte radicale pour l'abolition de ces outils du pouvoir, qui permet de rogner du terrain (sous forme de réformes ou de « droits » concédés par l'adversaire), cède le terrain à une identification sclérosante aux catégories étanches qui nous enferment, la puissance subversive de la lutte est étouffée, puis récupérée, digérée. Au final, les réformes et les droits se retournent contre nous, lorsque nous nous en contentons. Nous ne voulons pas d'une cage plus grande et aux barreaux repeints en couleur dorée. Nous voulons faire un beau feu de joie de toutes les cages qui nous enferment ! Les ténors du barreau parlent ? Mettons ce temps à profit pour limer tous les barreaux.

Les chefs sont ridicules

Il s'agit à terme de renverser les institutions oppressives, non de les reproduire. « L'appartenance » à la classe des exploité-e-s et des dominé-e-s n'est pas pour moi une identification, une revendication ou une fierté. Elle n'est qu'un triste constat d'esclavage, dont je vois mal quelle dignité retirer. Je ne suis pas fier d'être prolétaire, et me méfie de tous les aspirants dictateurs prétendant mettre le prolétariat au pouvoir. Ce qui est au pouvoir c'est la soumission, ce qui est soumis c'est le pouvoir. Le but est d'abolir toutes les divisions de classes. Une organisation cesse d'être révolutionnaire lorsqu'elle place les derniers espoirs qui lui restent dans la désignation de chefs, à qui l'on confiera la tâche d'assumer un échec qu'on ne veut pas assumer. Plus que jamais, la lutte de classe est nécessaire : plus que jamais, il faut détruire les classes.

Si l'adversaire nous divise, c'est paradoxalement l'occasion de renforcer notre autonomie. L'autonomie garantit la souplesse et la multiplicité des tactiques, face à un adversaire disposant de dispositifs répressifs considérables. L'adversaire a une faiblesse cruciale : son organisation hiérarchique. Elle n'est pour lui une force que si nous commettons l'erreur de reproduire, dans nos discours et nos pratiques, son modèle organisationnel. Nous ne pouvons tout au mieux que mimer la machine autoritaire en une pâle copie. Sur son terrain, elle est toujours la meilleure. L'organisation hiérarchique n'est puissante et efficace que sur le champ des représentations de « masse » et des récupérations,

ainsi que sur celui des batailles de masse. Elle se fait gauche, pataude, lourde et maladroite lorsqu'elle se voit contrainte de multiplier son contrôle sur une myriade de révolté-e-s autonomes, qui la dépassent complètement. La bêtise des discours du pouvoir sur les luttes anti-autoritaires n'est pas que le fruit du mensonge. Elle provient surtout d'une pathétique ignorance. L'organisation hiérarchique, avec la lenteur de ses échelons décisionnels et la réduction de la sphère décisionnelle à quelques chefs, complètement déconnectés de la compréhension directe des situations, ne dispose pas et ne disposera jamais de l'intelligence collective d'un réseau, où échangent en permanence une multiplicité d'intelligences et d'initiatives issues de la vie réelle.

Quiconque a goûté à l'énergie redoutable d'une assemblée où la parole se libère vraiment, aux complicités affectives sans mot qui essaïment dans les luttes et les alternatives de vie, au foisonnement révolutionnaire des idées et des pratiques qui en ressortent, aux rencontres fulgurantes des subjectivités communes, à la malice ludique d'une action vengeresse, ne peut que rire aux pauvres discours d'un piteux chef exhortant à l'attentisme citoyen et à la délégation de pouvoir. Le pouvoir c'est la mort, et nous voulons vivre.

La magie des liens

Ras-le-bol des prises de tête sectaires, fussent-elles anarchisantes, des fausses unions et des fausses scissions à n'en plus finir. Les idéologies stratosphériques du mythe unitaire brouillent l'horizon du vécu réel. Elles se désagrègent avec l'expression libre de la lutte, la construction et la défense de l'autonomie, la solidarité en actes. La théorie n'est qu'une étape, certes nécessaire mais provisoire, de l'expression permanente de pratiques embrassant toutes les dimensions de la vie réelle.

Les moyens sont nos fins. Nous ne luttons pas par sacrifice, mais pour éprouver la joie d'agir. Impliquons-nous donc surtout dans ce qui nous concerne directement dans nos vies quotidiennes, et luttons solidairement dans la joie de nous retrouver ensemble ! La révolution n'est pas un devoir résigné, elle est l'expression directe et permanente de la joie de pouvoir agir réellement sur nos vies et de nous rencontrer pleinement. Ce sont ces rencontres, ces partages de nos expériences et ces luttes communes, ces expérimentations communes, ces actions et

alternatives créatives et ludiques, ces bouffes, ces bons tours joués au nez et à la barbe des grincheux et des flics, ces rigolades, qui nous permettent le mieux de lutter contre la délégation, la bureaucratisation et l'expertise, qui sonnent invariablement le glas des luttes qui ont le malheur de s'y enfermer. S'organiser ce n'est pas se répartir des devoirs, c'est partager réellement pour mutualiser nos puissances.

La circulation des savoirs et des connaissances théoriques et pratiques, l'éducation libertaire et la transmission de l'expérience des luttes dans l'action réelle, abattent de fait la conception autoritaire de l'éducation et de l'organisation. L'apprentissage, au lieu d'être éducastrateur, peut devenir un temps de partage solidaire où les savoirs se mutualisent. « Enfants » et « adultes » peuvent s'encourager dans leurs prises de libertés à travers le souhait commun d'apprendre, en partageant une démarche de responsabilité mutuelle, de curiosité commune. Nombre de lycéen-ne-s et d'étudiant-e-s apprennent souvent davantage en une semaine de lutte qu'en une vie d'écolier-e. Nombre de gens apprennent rapidement tout type de savoirs et de connaissances, lorsque la curiosité est présente, dans la rencontre avec des personnes enthousiastes pour partager ce qu'elles ont appris et expérimenté, sans la prétention dérisoire et triste d'imposer leurs vues. Le meilleur apprentissage est celui qui se fait non *contre* nous-mêmes, mais qui déploie notre appétit de vivre ensemble. S'il ne va pas sans efforts, il ne peut aller sans joie.

Le capitalisme est une abstraction, au double sens du terme : il abstrait les richesses pour les accumuler sous scellé, ces richesses se déplaçant de la sphère de l'activité réelle des êtres humains, vers une sphère figée de l'abstraction de la valeur fétichisée. De la même façon, il transforme nos vies réelles en abstraction, dans le mouvement d'échapper à nous-mêmes. La lutte anticapitaliste passe d'abord par une réappropriation de nos corps, de nos gestes, de nos affects, ici et maintenant. De la réalité sensible, directement vécue, dans son mystère présent, sa magie et sa richesse. Si le capitalisme est une mise en mouvement d'une fiction de vie, de même qu'une accumulation toute aussi fictive de poudre dorée de perlinpinpin, il convient de nous réapproprier le mouvement de la vie réelle et en même temps de nous arrêter réellement sur nous-mêmes.

Il n'y a pas de pratique anticapitaliste, c'est-à-dire appropriatrice de nos vies réelles, sans une remise en question et une transformation

réelle de nos affects, de nos rapports sociaux quotidiens, de notre façon de nous appréhender nous-mêmes en tant que subjectivités dans nos désirs et nos aversions. Si nos définitions étriquées de nous-mêmes sont à l'image de coffres-forts, c'est l'ensemble des gestes de la vie quotidienne et des dispositifs qui nous harcèlent qu'il faut questionner. Par exemple, une conception aussi anodine en apparence, que celle du découpage du temps de la vie quotidienne, témoigne en permanence d'une direction intime de nos vies selon les besoins de la production capitaliste autoritaire : agenda, réveil-matin et bracelet-montre sont la progéniture des pointeuses et autres chronomètres patronaux, nous faisant appliquer les exigences du capital jusque dans nos façons d'appréhender nos vies et nos rencontres.

Autre question centrale, celle du désir. En apparence jailli de la source « pure » d'individualités quelque peu abstraites, le désir est le champ de bataille premier de la domination sociale. Que désirons-nous ? Pourquoi cloisonnons-nous tant « Sujet » et « Objet » ? « Individu » et « Société » ? « Être » et « Avoir » ? Ces catégories sont fallacieuses de par leur distinction binaire même. Le retour critique sur les pratiques patriarcales modelant nos émotions est fondamental, car la domination masculine est intimement liée à la domination sociale et au massacre écologique. Comment prétendre combattre l'esclavage capitaliste et étatique et la société de classes, si nous reléguons au second plan la question de la division entre genres, âges, émotions, si nous continuons à faire nôtre l'idée absurde que femmes ou enfants seraient des êtres inférieurs qu'il conviendrait de discipliner ? Comment combattre la soumission généralisée si nous ne questionnons pas la misère des fantasmes érotiques, amoureux et amicaux imposés par la société du spectacle, asphyxiant nos désirs, nos émotions et plus généralement nos liens ?

Contre la hiérarchie, abolissons l'étanchéité factice entre moi et autrui, mais aussi entre moi et moi, entre raison et ressentis, en même temps que nous nous débarrassons de l'illusion d'un commun fusionnel mortifère. Il faut en finir avec un faux individualisme, l'individualisme bourgeois, consistant en une réification de soi et des autres comme objets possédés et donc cessibles, marchandisables, y compris dans les rapports affectifs. Je n'existe que parce que d'autres existent, et ils-elles n'existent que parce que j'existe, à la fois dans nos divergences et nos

partages. Il y a un passage magnifique de Thoreau, à propos des relations humaines: «*Ce que je veux, c'est la fleur et le fruit de l'homme; qu'un parfum passe de lui à moi, et qu'un arôme de maturité soit notre commerce. Sa bonté doit être non pas un acte partiel plus qu'éphémère, mais un constant superflu, qui ne lui coûte rien et dont il reste inconscient.*»

Le pouvoir, à l'image de la propriété privée, est une maladie de l'affect qui consiste à tenter, sans succès, de pallier la frustration de ne pas se sentir aimé, et de ne pas s'aimer soi-même, en accaparant l'attention des autres. Si on y récolte effectivement un carnet d'adresses et des *rapports* (professionnels, amicaux, sexuels, etc.), ces jeux de rôle nous enchaînent les un-e-s aux autres dans la domination. Ce que le gouvernant gagne en faisant croître son pouvoir, il le perd en sensibilité et en puissance réelle, en épanouissement affectif, en *liens*. Le pouvoir ne récolte jamais l'amour, mais la peur, la solitude et l'isolement, la ruine de soi en même temps que la ruine des autres.

Nous avons tou-te-s besoin d'aimer et d'être aimé-e-s ; mais l'amour n'est réellement épanouissant et ne rend puissant que lorsqu'il circule, se partage et ainsi se fortifie, dans une dynamique d'épanouissement et d'émerveillement mutuel, et non de peur paranoïaque. Notre monde manque cruellement d'amour, et nos émotions sont malades. L'amour, lorsqu'il parvient à maturité, peut se vivre sans serments oraux ou écrits. Un regard, un geste ou une embrassade en disent mille fois plus long qu'une déclaration d'intention qui, trop souvent, ne fait que pallier un vide affectif, un vide d'attention et de présence à l'autre aussi bien qu'à soi-même. Dans un monde où la prolifération des mots les rend insipides, creux et faux, il nous faut peut-être retrouver cette pudeur, cette présence. Ici et maintenant, la présence au monde est de fait la plus terrible des menaces, aux yeux pétrifiés d'un pouvoir fondé sur l'aliénation, parce qu'elle le désarme, parce qu'il perd prise. «*Polir ces deux vertus, sagesse et volonté, aiguïser les deux fonctions de leurs yeux : voir et regarder, et ainsi n'avoir aucune ombre. Alors, les nuages de l'égarement se dissiperont, c'est là le vrai Vide.*» (Miyamoto Musashi)

Des alternatives en actes

Les alternatives en actes constituent une formidable expérience, démontrant ici et maintenant que d'autres pratiques sociales sont

d'ores et déjà possibles. Les espaces «libérés», certes restreints, où se pratique l'autonomie en termes de production, d'échange de biens et de savoir-faire, constituent par ailleurs un moyen réel de survie. Ces «zones autonomes temporaires» peuvent aussi jouer le rôle de bases logistiques arrières aux mouvements sociaux. N'oublions pas que les grandes grèves ouvrières du passé étaient aussi rendues possibles par le maintien d'un certain savoir-faire potager et artisanal, chez des ouvrier-e-s qui gardaient encore un pied dans une culture rurale d'autonomie, de partage et d'entraide.

Cependant, la logique du territoire empoisonne tout, comme la propriété privée. Les lieux, même «libérés», ne préservent pas des logiques sectaires à l'œuvre dans toutes les séparations spatiales. Même s'ils sont nécessaires, même si des havres de paix relative et forcément provisoires où reprendre des forces et construire des expériences alternatives sont indispensables à notre survie physique (et mentale), nous ne pouvons nous épanouir durablement dans des bases éternellement «arrières», des caves ou des coins de champs où planquer piteusement nos cabanes. Nous y continuons à dépendre des rapports de force capitalistes, étatiques et patriarcaux qui nous cernent et rognent nos rêves. Tant que nous laissons le rouleau compresseur continuer à perpétrer son emprise sur le monde, tant que nous nous cantonnons à des *alternatives* sans les articuler à la *lutte*, nous nous menaçons à plus ou moins court terme d'être écrasé-e-s.

Le champ de nos vies n'est pas un *territoire* à conquérir, mais le réseau réel de *liens* que nous tissons avec les autres et le monde. Le monde entier nous appartient. Les forces de la résignation peuvent bien détruire des lieux, évacuer des squats, elles ne peuvent dénouer nos liens si ceux-ci sont profonds et multiples. Nous sommes les seul-e-s maîtres-ses de nos liens. Rien ne peut dissoudre la magie et l'histoire de nos liens avec le monde, avec les autres, si ces liens sont nôtres.

Le grand jeu

La domination fonctionne à plein régime lorsqu'elle divise et isole. De fait, nous sommes aujourd'hui divisé-e-s et isolé-e-s. Contre la répression et le contrôle social, nous ne pouvons partir que de nos situations réelles, de nos subjectivités atomisées, en autonomie par rapport à ces institutions, mais aussi par rapport à toutes les prétentions

avant-gardistes de personnes prétendant mieux connaître que nous les données de nos situations. Le communisme n'est qu'une caricature, s'il n'a pas nos subjectivités comme pivot et comme force. Rien ne peut se coaguler sans avoir été auparavant dissout, comme le disait la fable alchimiste. La séparation à l'œuvre dans le mouvement capitaliste, cet isolement qu'on nous impose, peut aussi être la chance d'un subversif retour à nous-mêmes. D'un retour à l'origine de la vie et de la révolte : nos corps, nos sensations, nos désirs, nos émotions, nos pensées, nos rêves. La séparation nous jette hors de nous-mêmes. Il est possible de la subvertir en rentrant en nous-mêmes, comme le disait le Lacenaire de Prévert. Être présent à soi-même, c'est de fait être présent au monde.

« Violence » ou « non-violence » ? Encore un débat pipé et stupide. Ce qui nous fait violence, ce qui nous viole, c'est ce qui nous est imposé malgré nous. Le patriarcat, l'État, le Capital, sont les institutions de la violence érigée en système. Plutôt que de nous enfermer dans un discours idéologique de la non-violence, ou d'assumer à l'inverse un choix idéologique de « violence », commençons à mettre en pratique une autodéfense pragmatique. Refuser la violence exercée contre nous est la première des légitimités, peut-être bien la seule. Et cette autodéfense est d'autant plus efficace quand elle est collective, quand nous nous serrons les coudes. Être dans l'attention et la présence à soi développe l'attention et la présence aux autres. La plus aboutie des violences, c'est celle que l'on tolère sur soi-même, sur nous-mêmes. Ce qui nous fait crever à petit feu, c'est notre résignation à la violence subie, à la violence que l'on se sent contraint-e de s'infliger, et qu'on rebalance sur les autres comme un trop-plein. Rendre les coups qu'on nous porte est une attitude digne et légitime, dont ce monde manque désormais cruellement ; mais elle est au final épuisante, lorsqu'elle occupe toute notre attention, lorsque le ressentiment et la vengeance prennent toute la place. Il s'agit peut-être plutôt de rendre la violence inopérante, en cessant de nous avancer vers elle comme des cibles expiatoires et des martyr-e-s. N'être pas là où la brute civilisée frappe, ou alors pour la déborder, la pousser dans le dos, rire sans haine de sa pauvre bêtise. Un chef n'est jamais plus désemparé que lorsque nous lui disons non, que nous lui manifestons qu'il n'a plus prise ni emprise sur nous, que nous n'avons plus peur. Considérer nos vies comme un jeu permanent, une aventure raffinée, désarme la morgue des réflexes militaires qui nous colonisent. Construire une autodéfense collective dans un projet d'affirmation

est plus pertinent que de revendiquer la violence ou la non-violence. Ce livre est aussi dédié à tous les enfants qui ont su dire non à mon rôle social de professeur magistral, quand j'avais la prétention de penser pouvoir les aider à s'émanciper. C'est de leur sympathique joie de vivre, ici et maintenant, aussi tendre qu'impitoyable, que je tiens le courage de mes désobéissances aux injonctions de ma hiérarchie, et finalement ma démission joyeuse de l'Éducation nationale, qui a été l'un des choix les plus heureux de ma vie.

Contre la logique de domination, qui est la même que celle de la soumission résignée, la désobéissance est le premier des appels. La désobéissance personnelle ou mieux encore, collective, pèse ses forces, les risques encourus, ce qu'il est possible de faire et ce qu'il est préférable de remettre à plus tard, le temps de peaufiner une bonne farce rageuse. Là aussi, l'intelligence collective, la ruse et l'organisation sont un atout important. L'héroïsme et le martyre sont une perte de temps et de vie. L'anarchisme n'est pas qu'un refus, une révolte, sinon il ne mène qu'au désespoir. Il peut aussi être une façon de vivre enthousiaste, solidaire et espiègle, désagrégeant toutes les peurs inculquées qui nous noient, jouant des vicissitudes pour mieux avancer. Il peut s'exprimer de mille et une façons, avec mille et un détours. Comme le disait Emma Goldman, il n'y a pas de révolution sans art de la danse. L'anarchisme critique n'est pas une fin en soi. Il est une inclination cultivée de l'affirmation, de la puissance d'agir, d'un goût de vivre balayant résignation et tristesse, d'une joie à laquelle il devient difficile de renoncer une fois qu'on y a goûté. Un rire contagieux, faisant vaciller les trônes, éveillant les cœurs qui grondent de vie.

Sommaire

Introduction. Discours de l'améthode 3

Un tour du propriétaire..... 9

Le Capital, c'est quoi?..... 10

La propriété privée 10

L'accumulation du capital 12

La circulation permanente..... 13

Le salariat et la plus-value..... 14

Concurrence et monopole..... 16

La division du travail et le machinisme..... 17

Le rôle central de l'État..... 18

L'État, c'est quoi?..... 20

La violence 20

La construction d'une légitimité..... 21

La garantie de la valeur d'échange 24

Note à propos de la notion d'échange..... 26

L'œil du maître, les yeux des esclaves..... 28

La main droite et la main gauche du pouvoir..... 31

Gauches et anarchismes.....33

Autour de la question de « propriété » 40

Du droit et des droits..... 44

Accumulations..... 49

L'argent et la dette 49

Du féodalisme à l'État moderne: l'accumulation primitive..... 54

De l'esclavage au salariat..... 59

La destruction de la paysannerie..... 63

Vicissitudes du capital 69

La baisse tendancielle du taux de profit 69

La surproduction, ou sous-consommation..... 74

La lutte des classes 78

Les leviers du désastre 84

De l'inconstance du capital constant 85

La stratégie coloniale ou « impérialisme » 85

La guerre aux femmes..... 88

La structuration en trusts/conglomérats 90

La socialisation des coûts fixes 91

Socialisation des nuisances, privatisation de leur gestion 94

L'élasticité du capital variable 95

Les licenciements 96

Les gains de productivité 99

L'écrasement des salaires..... 100

Le recours à une main-d'œuvre à moindre coût 104

Défricher de nouveaux marchés 106

L'exemple de la dernière crise financière de 2008 113

La gestion des oppositions sociales 119

Les limites de la répression frontale 120

Le contrôle social : division réelle et mythe unitaire..... 121

Réappropriations 133

L'organisation progressive du prolétariat 133

Esquisse de la contestation actuelle 139

Chemins de traverse..... 144

Subvertir les armes du pouvoir..... 144

Les chefs sont ridicules 150

La magie des liens..... 151

Des alternatives en actes..... 154

Le grand jeu 155

